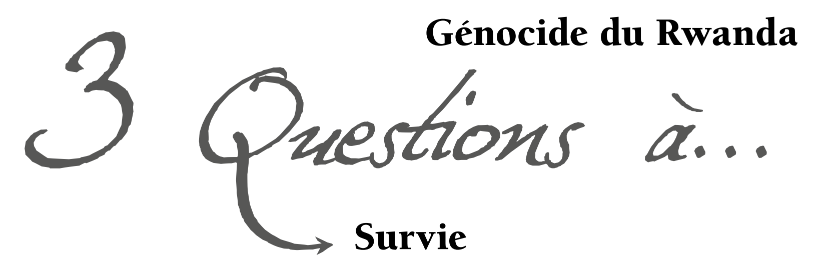

N°399 - mars
2012 - 4,60€ - 7 FS
silence
écologie • alternatives • non-violence
A votre santé ?
Nucléaire
Fukushima, un an après
Transition
Les Ekovores
Femmes
Le cirque comme pratique féministe



Génocide du Rwanda
3 Questions à...
Survie

Un colloque a été organisé fin 2011 sur les "nouveaux apports sur l'implication française dans le génocide des Tutsi rwandais". Qu'en est-il actuellement de nos connaissances à ce sujet ?

De nombreux éléments sont connus depuis des années : formation de l'armée du gouvernement ethniste d'Habyarimana, livraisons d'armes par la France pendant le génocide entre avril et juillet 1994, soutien diplomatique, financement des génocidaires par des banques françaises, exfiltration des responsables du génocide au moment de l'opération Turquoise…

Depuis la commission d'enquête citoyenne de 2004(1), de nouveaux documents et témoignages continuent d'apparaître. Ils jettent une lumière de plus en plus crue sur le soutien de la France.

En 2005, l'adjudant-chef Prungnaud témoigne qu'il a personnellement vu des militaires français former des miliciens rwandais en 1992 dans le parc de l'Akagera. Envoyé de nouveau au Rwanda dans le cadre de Turquoise, Prungnaud explique que sa hiérarchie faisait passer le message que c'était les Tutsi qui massacraient les Hutu. Les soldats ont mis une quinzaine de jours avant de comprendre qu'il s'agissait de l'inverse. Prungnaud et d'autres soldats du 13e RDP ont du désobéir aux ordres pour sauver des Tutsi.

En 2009, *Charlie Hebdo* dévoile l'existence d'un contrat de formation et de livraison de munitions entre le gouvernement génocidaire et le mercenaire Paul Barril. Les autorités françaises sont parfaitement au courant, comme en attestent plusieurs documents. Il est signé à Paris le 28 mai 1994, en plein embargo décrété par l'ONU.

Qu'en est-il des plaintes pour viol de femmes tutsi contre des soldats français de l'opération turquoise ?

Elles ont été acceptées en avril 2010 devant le Tribunal aux armées de Paris. Le parquet a alors fait appel pour requalifier les plaintes de viol assimilé à un « crime contre l'humanité » en « un viol simple », prescrit au vu du délai depuis les faits. Cet appel a été rejeté. Le juge Digne a pu commencer son instruction et convoquer les trois plaignantes. Malheureusement, une rupture du tendon d'Achille du juge a reporté cette première audition, qui a finalement pu avoir lieu en décembre 2011.

Des lenteurs qui surviennent à un bien mauvais moment : le Tribunal aux armées de Paris a fermé ses portes le 31 décembre 2011. Un Pôle d'instruction « génocides et crimes contre l'humanité » a été créé au TGI de Paris pour prendre la suite. Même si l'on ne peut que se réjouir de la fin d'une justice spécifique aux militaires, les procédures sont de fait en suspens... Un délai de plus dans ces dossiers !

Que peut-on espérer de la justice et des politiques français à ce sujet ?

En ce qui concerne l'enquête sur l'avion du président Habyarimana et de son équipage français abattu le 6 avril 1994, le lieu du tir des missiles vient d'être déterminé, mais toujours pas les auteurs ni les commanditaires. On aimerait des explications sur l'enfumage de l'opinion qui a perduré jusqu'à aujourd'hui sur ce dossier et voir interroger le

le mois de Lasserpe







quoi de neuf ?

S!lence fête ses 30 ans

S!lence vous donne rendez-vous cet été, à Foix en Ariège, pour fêter ses 30 ans et vous invite à participer au Festival de film *Résistances* : du 6 au 14 juillet, aux rencontres des *Ami-e-s de S!lence* : du 9 au 22 juillet à Loubières (6 km au nord de Foix) et à l'AlterTour, du 11 juillet au 19 août.

Spécifiquement pour les 30 ans de la revue, voici les principaux rendez-vous :

- mercredi 11, soirée AlterTour
- Jeudi 12, matin, 1er départ de l'Alter-Tour pour une boucle régionale
- vendredi 13, avant 17h30 : ateliers pratiques dans les rues de Foix par les *Ami-e-s de S!lence*
- vendredi 13, à 17h30 à 19h : un débat *S!lence* autour du thème "fabrique des croyances" :
- vendredi 13, de 19h à 22h apéro concert
- participation aux films projetés en soirée
- samedi 14, à midi, retour de l'AlterTour
- samedi 14, avant 17h30 : ateliers pratiques et anniversaire de *Silence* avec les *Ami-e-s de S!lence* à Loubières
- samedi 14, après 17h30 : clôture du Festival *Résistance* à Foix.
- dimanche 15, matin, deuxième départ de l'AlterTour (le soir : arrivée du Tour de France)

30 ans

Démilitarisons les adresses

Pas question dans *S!lence* de faire de la publicité pour les responsables de nos guerres passées. C'est pourquoi, dans les adresses que nous donnons, nous ôtons autant que faire se peut les titres des gradés qui ont donné leur nom à des rues.

Aveyron, Lot, Tarn, Tarn-et-Garonne

Le numéro régional de janvier 2013 portera sur ces quatre départements. Si vous y connaissez des alternatives qu'il faut présenter dans la revue, c'est le moment de nous en donner les coordonnées.

Les reportages auront lieu en juillet 2012.

chef d'escadron de Saint-Quentin et le fameux Paul Barril, tous deux présents sur les lieux du crash.
Quant aux plaintes contre des militaires français pour complicité de génocide pendant l'opération Turquoise – certaines responsabilités pouvant remonter aux politiques français de l'époque –, on aimerait que le dossier puisse enfin avancer. Le pouvoir exécutif doit cesser de retarder ou de refuser la déclassification d'archives. Le nouveau pôle judiciaire spécialisé dans les génocides et crimes contre l'humanité doit être doté de moyens humains et financiers suffisants et opérationnel au plus vite. Du côté des parlementaires français et de leur rôle de contrôle de l'exécutif, il serait temps qu'ils s'emparent du dossier. La mission d'information parlementaire de 1998 avait effleuré les sujets qui fâchent, sans aller au bout. Un certain nombre de silences ou de contradictions dans les déclarations des responsables politiques et militaires de l'époque n'ont toujours pas été approfondis avec la volonté politique nécessaire. Et les nouveaux éléments d'information recueillis depuis 1998 ne font que rendre cet exercice de contrôle démocratique plus urgent que jamais.
Sur le Rwanda, l'abcès n'est pas encore crevé. Même les quelques recommandations de 1998 des députés pour améliorer le fonctionnement de nos institutions n'ont pour l'essentiel toujours pas été mises en place. Un tel soutien à un régime criminel peut donc se reproduire. ■

> *Survie* : 107, boulevard Magenta, 75010 Paris, Tél. : 01 44 61 03 25, http://survie.org.
> *Génocide Made in France* : www.genocidemadeinfrance.com.

(1) Voir *L'horreur qui nous prend au visage, l'Etat français et le génocide au Rwanda. Rapport de la commission d'enquête citoyenne,* Kathala, 2005, ou disponible sur le site *http://cec.rwanda.free.fr.*





Prochain dossier :

L'écologie en 600 dates

Venez nous voir les 15 et 16 mars !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 15 et 16 mars, 12 et 13 avril, 10 et 11 mai...**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 10 h les samedis **24 mars** (pour le n° de mai), **21 avril** (pour le n° de juin), **26 mai** (pour le n° d'été)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.
N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **1er février 2012.**

sommaire

édito / dossier du mois



A votre santé ? 4 à 15

Alternatives locales



Le Galoupio
Mélité et Uto 31

Transition



Les Ekovores
Francis Vergier 32

Alternatives



Le cirque comme pratique féministe
Guillaume Gamblin 34, 48

Fukushima



Un an après le début de la catastrophe
Michel Bernard 36

brèves

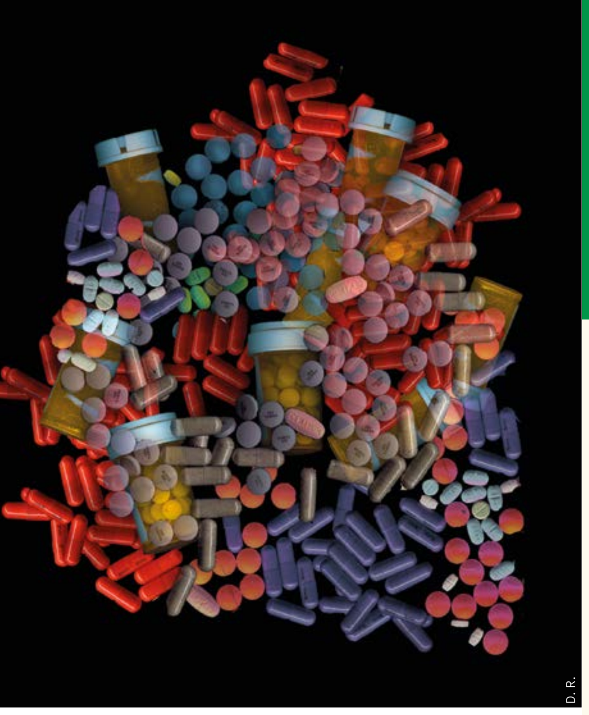
16 Alternatives
18 L'arme "politique" nucléaire ? (Dominique Lalanne)
18 Paix
18 Politique
20 OGM
20 Environnement
22 Santé
22 Énergie
24 Nucléaire
25 Société
26 Climat
26 Nord-Sud
27 Femmes, Hommes, etc.
27 Y a-t-il de l'eau dans l'évier ? (Léo Sauvage)
28 Agenda
30 Annonces
41 Courrier
42 Livres


Dr Knock (film de 1951)

D. R.


D. R.


D. R.


D. R.


Denis Todorut

éditorial

Malades… de la “santé”

“*Tout être bien portant est un malade qui s’ignore”*, disait déjà, en 1923, le Dr Knock de Jules Romains. Qu’en serait-il de la proposition inverse : « tout malade est un bien portant qui s’ignore » ? Autrement dit, quelle est notre part d’autonomie dans notre santé face à un milieu médical qui aujourd'hui impose son point de vue, ses méthodes — parfois même ses maladies ? Peut-on penser une médecine sans domination ?

Sans doute, les savoirs du monde médical sont des ressources pour établir ses diagnostics… mais pourquoi chacun n’aurait-il pas, ensuite, le choix de ses méthodes thérapeutiques ? Et peut-être aussi, pourquoi vouloir vivre comme l'être "en forme" que nous vante la publicité de l'industrie pharmaceutique ? Est-ce que tout est "réparable" ?

La "santé" — qu’il s’agisse de personnels, de centres, de soins ou de produits… — fait trop souvent référence à la maladie et à son traitement. Le débat s’enferme alors entre public et privé, médecine conventionnelle et médecines alternatives, chimie pharmaceutique et produits naturels...

Ce dossier de *Silence* montre que le doute est nécessaire en matière de "santé" aussi.

Il s'agit de prendre conscience des enjeux et des conflits dans ce secteur, entre ceux qui prétendent tout soigner et ceux — souvent les mêmes — qui nous polluent.

Une "bonne santé" ne saurait se conserver au sein d'un environnement pollué. L'action doit-elle porter plutôt sur le choix personnel de nos soins… ou bien sur notre implication — politique et collective —, pour faire cesser la dégradation de notre environnement et de notre santé ? Ou sur les deux ?

Voici, plus que des recettes de santé, la contribution de *Silence* à une « saine » réflexion…

Jean-Pierre Lepri et Michel Bernard ■

dossier

Maladies : des enjeux politiques ? 5
Nadia Donati

Les médecines contre la santé ? 7
Serge Mongeau

La dégradation de notre environnement met en péril notre santé 8
Dominique Belpomme, vue par Anne Trottmann

Efficacité thérapeutique Quelques notions de base 10
Richard Monvoisin

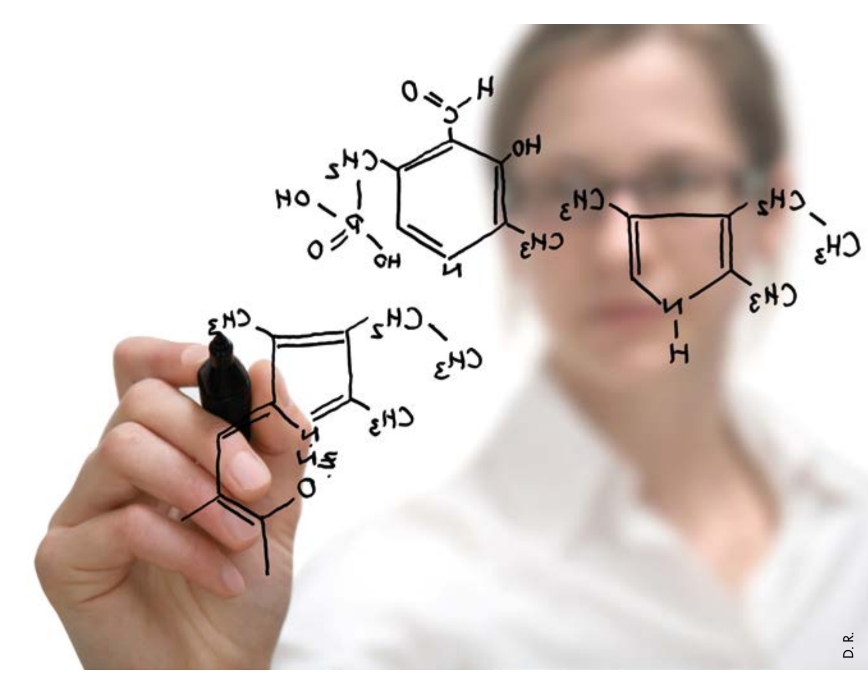
Ordonnance pour la santé au naturel 12
Jean-Pierre Lepri

Pourquoi la maladie ? 13
Jean-Pierre Lepri

Comment la santé devient un facteur pathogène… 15
Marie-Pierre Najman

Photo de couverture : © Christine Delpal

Maladies : des enjeux politiques ?


D. R.

Pourquoi plus de traitements médicaux seraient-ils nécessairement un bien pour la société et les individus ? Le comportement addictif envers la médecine ne se retourne-t-il pas contre le bien-être et même contre la santé ?

Les dépenses de médecine ont atteint un niveau sans précédent et les individus sont surmédicalisés. Pourtant jamais ils ne se sont autant plaints et autant inquiétés pour leur santé. Nous pourrions penser, et c'est peut-être en partie vrai, qu'il s'agit d'une forme d'effet rebond : plus il existe de moyens pour se soigner, moins les gens prennent de précautions pour leur santé, acceptant des rythmes de travail et de stress très élevés en échange de la promesse d'être ensuite "réparés" par l'innovation médicale. De façon plus pernicieuse, l'offre médicale ne constitue-t-elle pas un argument pour que les entreprises incitent leurs employés à aller au bout de leurs capacités, avec la promesse qu'en cas de "casse", la technologie médicale dispensera les réparations nécessaires ?

Mauvaise santé A qui profite le crime ?

De façon plus générale, la "société", ou plutôt ceux qui en tiennent le gouvernail, a-t-elle réellement intérêt à avoir des citoyens en parfaite santé ?

Cette pensée peut heurter profondément, tant nous avons pu être habitués à croire, dès notre enfance, à la bienveillance des institutions à notre égard. Comment des hommes et des femmes pour lesquels nous votons pourraient-ils se retourner contre nous ? Comment les entreprises pourraient-elles sciemment chercher à nous nuire ? Comment des étudiants en science pourraient-ils céder à l'appât du gain pour imaginer des produits bien plus rentables qu'utiles à leurs semblables ?

Doit-on s'arrêter au Médiator, aux hormones de croissance, au scandale de l'amiante, à l'absence d'interdiction des pesticides, à la présence de bisphénol A dans les biberons… pour étayer une telle hypothèse ?

Commençons par nous demander à qui profite le crime.

Un individu atteint de troubles de santé divers ou chroniques se sent plus faible que les autres et ressent une honte de ne pas être correctement adapté au monde moderne. La publicité ne lui présente-t-elle pas des comédiens ou des mannequins supposés consommer autant de produits chimiques et respirer autant de pollution au quotidien que le malade mais ne souffrir d'aucune espèce d'affection ? Le malade va donc se juger inférieur, sinon "obsolète", en raison de son incapacité à obliger son corps à s'adapter à la vie moderne.

Ainsi diminué et démoralisé, le malade est prêt à devenir le sujet idéal de la société de consommation : un acheteur compulsif, un salarié soumis et un citoyen conformiste, peureux et obéissant.

Un marché comme un autre ?

Dans cette perspective, est-il réellement intéressant pour les entreprises de supprimer l'ensemble des polluants et des toxiques dont elles inondent notre quotidien ?


D.R.

■ **Nadia Donati,** 41 ans, docteur en économie, consultante en finances des collectivités locales. Après 12 ans à Paris, elle déménage à Valence et devient indépendante pour être plus en cohérence avec ses convictions.

Membre du Parti pour la décroissance.

Très active dans les collectifs anti-gaz de schiste.

Passionnée accessoirement pour la médecine par les tisanes et les huiles essentielles.

La médecine industrielle, les médicaments chimiques, fleurons de technologies laborantines, sont la réponse universelle et incontournable à tous les inadaptés au mode moderne. Votre corps ne supporte pas la pollution ? Les médicaments chimiques (produits de façon polluante) se chargent de faire disparaître ou d'atténuer vos symptômes ! Les médecins eux-mêmes figurent parmi les victimes, en raison du surtravail lié à la "médicalisation de la casse".

On peut s'interroger sur la surconsommation de médicaments, avec un effet boule de neige particulièrement inquiétant. La chanson enfantine anglo-saxonne "I know an old lady who swallowed a fly… I guess she'll die" raconte l'histoire d'une vieille dame qui a avalé une mouche, puis une araignée pour attraper la mouche, un oiseau pour attraper l'araignée etc.. Au bout du compte, elle avale un cheval et, of course, elle en meurt.

Quelle réponse pouvons-nous apporter à cet engrenage qui nous renvoie de la pollution à la maladie, de la maladie au cabinet du médecin et du médecin à une guérison factice ou à d'autres maladies ?

La décroissance médicale est d'abord un acte politique, un refus de l'asservissement par les maladies et par le chantage médical. Il paraît donc prudent de ne pas attendre des politiques ou des grandes entreprises qu'ils nous procurent la santé par décret ou contre bon argent.

La santé ne se trouve pas dans les décrets

Sur ces bases, voici quatre pistes de décroissance médicale[1].

Premièrement, exiger, par l'action politique, la suppression des produits et des environnements toxiques : pollution automobile, pesticides, amiante, gaz de schiste, laideur des infrastructures industrielles et des routes ayant un effet délétère sur le moral, refus de la destruction de la nature qui est indispensable à notre équilibre psychique et nous permet de trouver des ressources naturelles et souvent gratuites pour nous soigner.

Dans *Le Hussard sur le toit,* Jean Giono se plaît à souligner que l'on meurt plus en France de mélancolie que du choléra.

Un corollaire à ces actions est bien évidemment le refus du surtravail et du stress.

Deuxièmement, refusons, dans notre quotidien, l'ensemble des produits toxiques (parfums, solvants, bisphénol, formaldéhyde…) voire les drogues (café, cigarettes, sodas, malbouffe, écrans…) qui permettent de supporter (temporairement) la pression infernale de notre "société hédonique".

Troisièmement, la décroissance médicale signifie changer de regard sur la maladie : ne serait-elle pas plutôt un message d'alerte qui nous est envoyé par notre corps sur un élément de notre vie qui ne lui convient pas ? Le corps n'est-il pas en train de nous dire : "nous nous alimentons mal" ou "nous sommes trop stressé par ce travail" ou encore "notre maison est pleine de substances chimiques depuis que nous avons fait des travaux de rénovation", voire "cette relation amoureuse conflictuelle va finir par avoir ta peau"…

Face à nos maladies, nous sommes comme un agriculteur face aux mauvaises herbes. Nous pouvons les asperger de produits chimiques ou bien essayer de comprendre ce qu'elles révèlent sur les déséquilibres de la biologie du sol.

La maladie est parfois un précieux auxiliaire : ainsi certaines personnes atteintes d'une maladie grave ont ouvert les yeux sur la vanité de leurs préoccupations antérieures et découvert enfin ce qui faisait l'essentiel et le sel de la vie.

Retrouver son équilibre

Quatrièmement, la décroissance médicale c'est aussi la réappropriation des techniques simples, compréhensibles par chacun d'entre nous, des méthodes pour soigner vraiment son corps, non pas seulement en faisant disparaître les symptômes, mais en lui offrant de quoi retrouver son équilibre. Il s'agit donc, dans un premier temps, de rechercher une alimentation plus saine, moins grasse, moins sucrée, moins carnée, à base d'aliments non traités chimiquement ni irradiés, qui n'ont pas été emballés dans des matériaux contenant des nanoparticules, etc. Dans un deuxième temps, il faut revenir à des techniques que chacun peut maîtriser, avec un peu d'aide des mieux avertis dans notre entourage. Nous avons à notre portée une grande quantité de plantes, de massages ou simplement de changement d'air… qui nous permettent de faire recouvrer à notre corps une santé véritable et pas seulement de façade.

La santé est un pan de notre vie que nous pouvons nous réapproprier. Notre liberté et notre dignité en dépendent étroitement.

Nadia Donati ■

(1) Voir également le dossier "Décroissance et santé" de Silence, n° 341, décembre 2006



D. R.

Les médecines contre la santé ?

Dans nos pays, l'emprise de la médecine conventionnelle sur le système de soins n'a pas pour unique conséquence de priver les gens du libre accès aux thérapeutes de leur choix.

Cette emprise empêche, en effet, de nous occuper vraiment de la santé, pour consacrer le gros de nos efforts à la lutte contre la maladie. Dans leur immense majorité, les recherches sont orientées vers le traitement. Le manque d'imagination des chercheurs est le plus souvent désolant mais ils ne peuvent sortir de leur raisonnement mécaniste…

On continue à chercher le remède du cancer, la pilule qui empêchera la cigarette de causer des dommages, la substance qui calmera les enfants trop agités… alors que tous ces problèmes ont vraisemblablement des origines sociales.

Le questionnement de la population

Si l'emprise des médecins sur le système de soins persiste, c'est davantage à cause de la lourdeur des institutions qu'en réponse aux désirs de la population : de plus en plus de personnes s'interrogent sur la capacité réelle de la médecine à les aider pour leur santé. Ceux qui remettent en question la propension des médecins à recourir aux solutions médicamenteuses ou chirurgicales pour leurs problèmes me semblent, chaque jour, plus nombreux ; et la plupart se rendent bien compte que les médecins ont une vision fort étroite de la santé et, en fin de compte, qu'ils ne savent pratiquement pas comment les orienter vers une vie plus saine. C'est en grande partie ce qui explique l'intérêt porté vers le "naturel".

Le monopole dont jouit la médecine conventionnelle l'a rendue trop sûre d'elle-même, trop distante et trop indépendante : elle croit qu'elle n'a pas de comptes à rendre à la population. Les citoyens ont pourtant tout intérêt à ne pas avoir une confiance aveugle en la médecine – ni en quelque thérapie que ce soit d'ailleurs.

Fausses pistes !

Cependant, le questionnement de la plupart ne va pas très loin. L'immense majorité des "malades" continuent à soumettre leurs problèmes de santé d'abord aux médecins, et ce n'est qu'en cas d'échec qu'ils se tournent vers d'autres thérapeutes. De plus, rares sont celles et ceux qui se prennent réellement en charge et qui se font confiance au point de se passer la plupart du temps de thérapeutes. Le culte des experts continue, même si l'éventail des experts consultés s'élargit. Les médecines alternatives qui ont le plus de succès sont celles qui ressemblent le plus à la médecine conventionnelle, en ce sens qu'elles sont exercées par un expert qui agit sur le problème de la personne, laquelle n'a alors pas à se prendre en charge, à s'interroger ni à changer quoi que ce soit à sa vie : l'acupuncteur rétablit l'équilibre énergétique, l'homéopathe cherche le remède qui déclenchera la réaction salutaire, le phytothérapeute détermine quelle combinaison de plantes désintoxiquera le mieux l'organisme…

Chacun, à sa manière, essaie de faire disparaître le symptôme qui pourtant, dans la plupart

■ **Serge Mongeau,** 74 ans, après des études de médecine, travaille au Québec dans un centre de planification familiale puis, après une formation en sciences sociales, il dirige un centre de services communautaires. Il écrit de nombreux livres avant de fonder en 1992 les éditions *Ecosociété*. Il y publie de nombreux ouvrages dont *Moi, ma santé : de la dépendance à l'autonomie* (1994).

des cas, constitue un message important que l'organisme essaie de nous livrer et que nous aurions intérêt à bien écouter. Même du côté des personnes qui optent pour l'auto-santé et l'auto-guérison, on ne s'éloigne pas tellement du modèle médical : au lieu de prendre un médicament, on prend une vitamine, un supplément alimentaire, un extrait de plantes ou une cuillerée d'algues...

Les médecines alternatives

Malgré les obstacles de la médecine conventionnelle, les médecines alternatives se développent relativement vite. Mais il se peut que nous n'y ayons pas gagné grand-chose, puisqu'il est fort possible que ces médecines seront pratiquées par nos médecins actuels. Et nous aurons alors des médecins qui disposent d'un plus grand éventail de techniques d'intervention, mais qui continueront à intervenir sur nous, à soigner nos symptômes, à nous considérer comme des assemblages de parties et à nous dominer.

Il faudrait comprendre que ce dont nous avons besoin, ce ne sont pas des granules homéopathiques ou de nouvelles techniques pour soulager la douleur, mais de nouveaux thérapeutes, qui fonctionnent avec une vision différente de l'être humain et des problèmes qu'il peut rencontrer.

Et, surtout, nous avons besoin de comprendre qu'un thérapeute ne peut jouer qu'un rôle secondaire et le plus souvent palliatif ; l'important serait de s'organiser pour avoir le moins souvent possible besoin de thérapeutes.

C'est dans nos façons de vivre, individuellement et collectivement, que nous pouvons trouver la santé.

Serge Mongeau ■

La dégradation de notre environnement met en péril notre santé



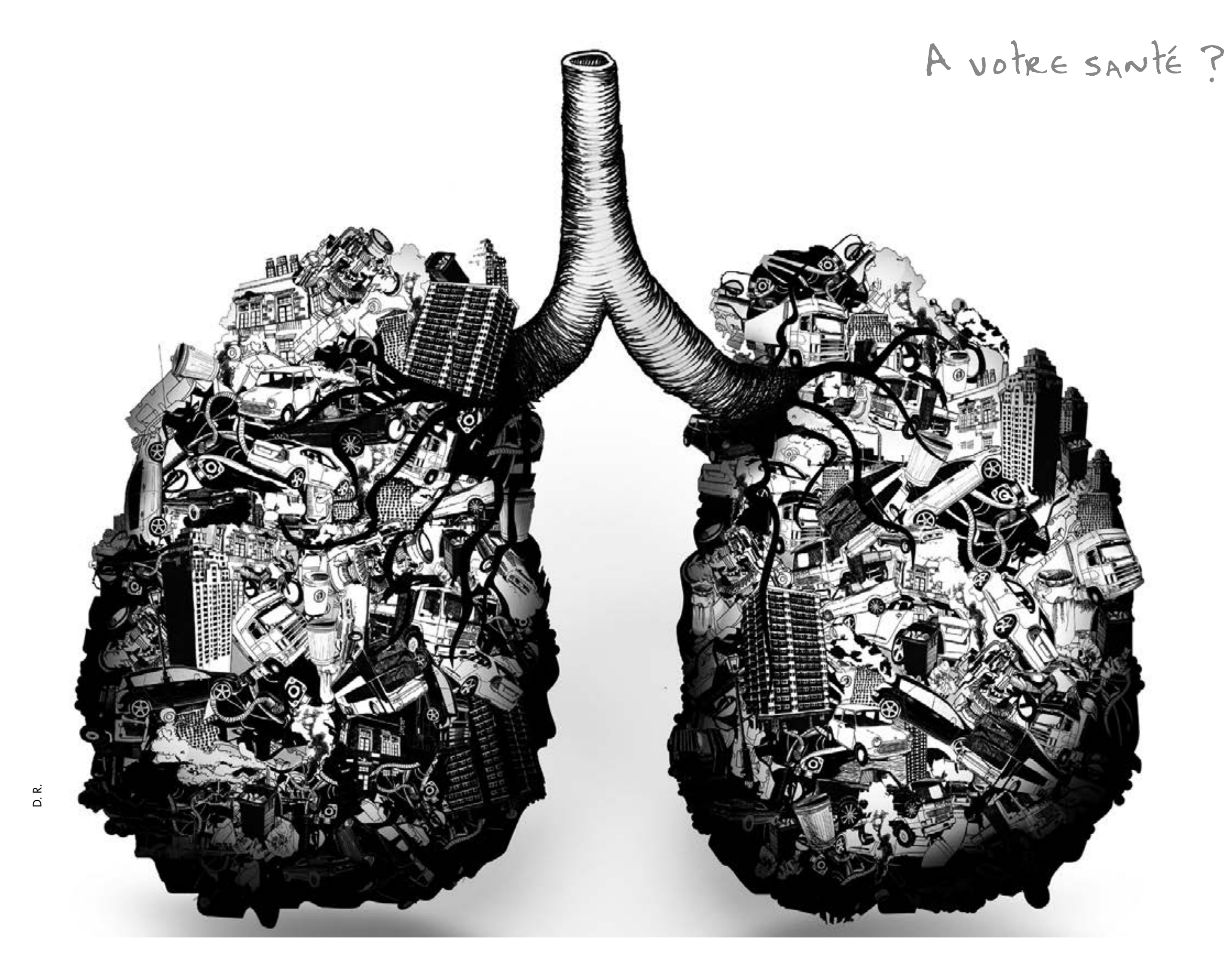
Odysséa

▲ *Marche Odyssea contre le cancer*

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le nombre de décès provoqués par le cancer a doublé en France : 150 000 par an ! Le tabac, premier accusé, n'en explique que 30 000. Les autres sont essentiellement liés à la dégradation de notre environnement. Le cancer est devenu une maladie de civilisation.

Des affections cardiovasculaires à la stérilité masculine en passant par certaines formes de diabète, les malformations congénitales, la plupart des maladies cardiovasculaires, l'obésité, les infections nosocomiales, les allergies, l'asthme... nombre des maux dont nous souffrons ne sont plus d'origine naturelle mais fabriqués, en quelque sorte, par l'homme.

"On soigne les malades atteints du cancer, constate le professeur Dominique Belpomme, et non l'environnement qui est lui-même malade."


D. R.

Voici ce qu'il écrit dans son ouvrage *Ces maladies créées par l'homme : comment la dégradation de notre environnement met en péril notre santé* (Albin Michel, 2004).

"La crise de santé que nous traversons est plus profonde qu'on ne le pense. Elle s'apparente à une crise de civilisation qui, si on n'y prend garde, conduira à la fin du monde occidental […] Notre siècle sera écologique ou nous ne serons plus" [Introduction].

"En détruisant son environnement, l'homme scie la branche sur laquelle la nature l'a assis. Biologiquement, il est un organisme vivant comme les autres. Sa survie obéit aux mêmes lois naturelles […]. Les polluants chimiques altèrent sa santé comme ils altèrent celle des autres espèces. La baisse de reproduction, et donc la disparition des espèces, induites par les polluants, le concerne tout autant. En réalité, c'est la fable de l'arroseur arrosé que nous commençons à vivre" [p. 104].

"Lutter contre l'apparition des cancers par un régime riche en fruits et en légumes et pauvre en viande rouge est une solution que préconisent de nombreux cancérologues. Cette idée provient d'études anciennes, réalisées avant que la pollution ne soit ce qu'elle est […] Peut-être aura-t-on la surprise de constater que les fruits et légumes ont perdu leur effet protecteur, s'ils contiennent en grande quantité des nitrates, pesticides ou autre produits chimiques cancérigènes" [p. 158].

"Pourquoi nos dépenses de santé ne cessent-elles d'augmenter ? Parce que nos maladies augmentent en nombre, que pour chacune d'entre elles le nombre de malades augmente, que les maladies actuelles sont de plus en plus difficiles à traiter et que pour y remédier, les traitements qui sont mis en œuvre s'apparentent de plus en plus à des prouesses médico-techniques et donc que celles-ci coûtent de plus en plus cher, alors que les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur de ce que ces traitement coûtent. On est dans un cercle vicieux. […] On n'a jamais pu prouver que les chimiothérapies intensives apportaient un réel bénéfice aux malades. Voici un exemple où, en désespoir de cause, certains médecins utilisent une technique médicale onéreuse, alors qu'elle n'a pas fait la preuve scientifique de son efficacité" [pp. 276-277].

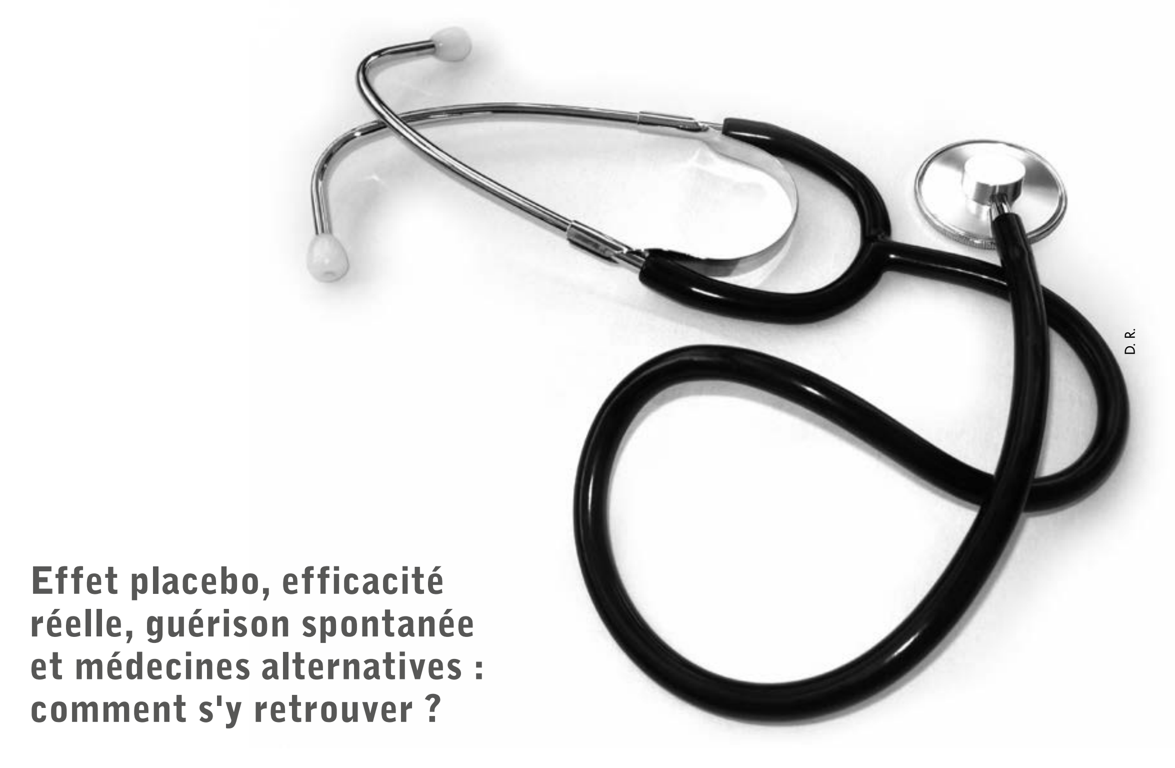
"Le cancer est un révélateur puissant de ce qui se passe. C'est en analysant ses mécanismes que je me suis aperçu que c'était en réalité notre société qui fabriquait les maladies. Cela m'a conduit à lier leur apparition à la pollution de l'environnement et, de là, à concevoir que notre société était en crise" [p. 291].

"Il faut faire évoluer le droit et inclure la pollution comme crime contre l'humanité, puisque celle-ci en attentant à la santé, attente à la vie, entrave les naissances et finalement risque de conduire l'humanité à sa perte" [p. 324].

Sélection d'**Anne Trottmann,**
hygiéniste de santé ■

■ Le professeur **Dominique Belpomme** fut l'un des premiers médecins à exercer la nouvelle fonction de cancérologue. Professeur de cancérologie à l'université Paris-V, il donne des soins à l'hôpital européen Georges-Pompidou. Il est président fondateur de l'*Association pour la recherche thérapeutique anticancéreuse (ARTAC), 57, rue de la Convention, 75015 Paris, 01 45 78 53 53, www.artac.info*

Efficacité thérapeutique Quelques notions de base



D.R.

Effet placebo, efficacité réelle, guérison spontanée et médecines alternatives : comment s'y retrouver ?

Partons du constat millénaire suivant : un patient qui a confiance en son thérapeute aura de meilleurs résultats que... s'il n'a pas confiance. Attention, il ne s'agit généralement pas de meilleures guérisons : on ne guérit hélas pas plus, mais on le vit mieux. Les patients tendent à évaluer comme moins grands leur mal-être et leurs douleurs après la visite, indépendamment de l'acte qui leur est prodigué ou de la pilule qui leur est donnée. C'est ainsi qu'est né l'effet placebo — du latin placebo domino, "je plairai au Seigneur"(1) —, qui est l'écart positif entre le résultat thérapeutique d'un soin et son efficacité réelle ; le bonus en plus de l'efficacité réelle du soin. Ce bonus est un mélange d'autosuggestion et de sécrétion de substances par notre cerveau, les endorphines, stimulées par la confiance et qui baissent la douleur ressentie. Grosse surprise, tout acte thérapeutique, efficace ou non, entraîne un effet placebo, effet d'autant plus important que la pathologie est dépendante de l'état psychologique d'une personne.

Ce qui nous redonne confiance…

Un certain nombre de médecins malgré eux l'ont compris : lorsqu'ils ne savaient pas vraiment quoi faire pour un patient, ils lui donnaient des substances "vides", des placebos. On dit que c'est dans son Dictionnaire médical de 1811 que le médecin Robert Hooper nomma pour la première fois placebo la "médication destinée plus à plaire au patient qu'à être efficace". A la même époque, le médecin Jean-Nicolas Corvisart prescrivait avec succès des boules de mie de pain à l'entourage de Napoléon.

Ainsi a-t-on cerné progressivement les diverses facettes du placebo, appelées parfois effets contextuels : le prix élevé d'une consultation, un diplôme ronflant, un thérapeute à la mode et une longue queue devant le cabinet jouent aussi sur l'évaluation de notre mieux-être consécutif au soin. Idem pour les médicaments, dont la forme, la couleur et le prix entraînent un effet placebo. Deux comprimés placebo valent mieux qu'un seul et les gros comprimés font plus de bien que les petits. Même le nom scientifique agit : la mie de pain de Corvisart séduisit seulement sous le nom de Mica panis. Maintenant, ce sont Viagra (nom que les publicitaires tirèrent de "viril" et "Niagara") ou Seresta ("sérénité" et "stabilité"), mais aussi Medorrhinum ("pus urétral de blennorragie"), Pertussinum ("crachat de coquelucheux") ou Oscillococcinum ("autolysat de foie et de cœur de canard de barbarie") qui jouent sur le latin pour amplifier leur effet. Le médecin Asher pointa aussi ceci : en médecine traditionnelle, plus un thérapeute est autoritaire et persuadé d'avoir raison, plus le patient évalue comme valide le soin reçu.

(1) Premier verset de la Vulgate utilisé au 5e siècle dans la liturgie lors de l'office des morts.

(2) Par exemple, sur l'homéopathie, la plus grosse étude jamais réalisée est la méta-analyse de Aijing Shang (2005). Sur Oscillococcinum, elles ne trouvent aucune efficacité propre. La plus importante est Vickers AJ, Smith C., "Homoeopathic Oscillococcinum for preventing and treating influenza and influenza-like syndromes", *Cochrane Database of Systematic Reviews*, 2006, Issue 3. Quant aux élixirs floraux, je leur ai consacré un petit livre qui recense toutes les études et les décortique.

Au contraire, un thérapeute qui doute ou une thérapie détestée par le patient entraînera un effet placebo négatif (dit nocebo — je nuirai).

Placebo = cerise, efficacité spécifique = gâteau

Pour savoir si un acte médical, un soin, une manipulation ou un médicament a une efficacité spécifique hors-placebo, furent développés des tests *en simple aveugle.* Testons par exemple une pilule : il nous faut une cohorte de patients consentants, tous avec le même problème que la pilule prétend guérir. On tire au sort la moitié qui prendra la vraie pilule, et la moitié qui prendra un placebo de la pilule (même forme, même goût, mais qui ne contient rien). Ainsi les patients ne savent pas s'ils reçoivent le médicament ou son placebo. La différence d'amélioration entre les deux groupes donne l'efficacité propre de la pilule, et l'amélioration du groupe placebo renseigne sur l'ampleur de l'effet placebo.

Mais ce n'est pas suffisant. On a compris, dans les années 1940, que, même si on ne dit rien, des indices non verbaux, des mimiques, des comportements à peine perceptibles du médecin peuvent renseigner sur ce qui est donné, la pilule ou le placebo. Évaluer un produit nécessite donc que le patient ne sache pas ce qu'il reçoit, et qu'en outre le thérapeute ne sache pas ce qu'il donne. Ce fut la naissance du *double aveugle,* condition sine qua none pour prouver l'efficacité d'une technique.

Placebo démesuré ?

On entend souvent que l'effet placebo est énorme et, par exemple, que les cancers et autres pathologies graves peuvent se résorber par la simple volonté du malade. Ce n'est malheureusement pas le cas (et c'est en plus culpabilisant pour le malade qui ne guérit pas). L'effet placebo est largement surestimé. En voici trois des nombreuses raisons.

D'abord, une majorité des affections disparaissent spontanément, quoi qu'on fasse. On prête ainsi à l'effet placebo ce qui est l'œuvre du temps.

La deuxième raison porte un nom barbare : la régression à la moyenne. Un patient vient souvent voir le médecin quand il est au pic de la souffrance. Si on vient prendre une pilule au moment d'un pic, il est très probable que le mieux soit dû non à la pilule mais à la redescente naturelle vers la position moyenne.

Un troisième effet est appelé Hawthorne. Le psychologue Mayo montra que des sujets qui se savent inclus dans une étude ont tendance à être plus motivés et à répondre un peu ce qu'ils présument qu'on attend d'eux.

Médecines alternatives ?

Les études indépendantes démontrent que l'efficacité spécifique des médecines alternatives est souvent faible, parfois nulle[2]. Leur succès repose plus sur la guérison spontanée et les effets contextuels que sur le produit ou les soins réalisés. Donc que faire ? Le plus "alternatif" à retenir à mon avis est ceci : puisque 8 à 9 pathologies sur 10 disparaissent spontanément, apprenons à les reconnaître, et appliquons-leur la méthode la plus "naturelle" qui soit : attendre. Si on est vraiment impatient, fabriquons nos propres placebos plutôt que de les acheter… aux millionnaires frêres Boiron, par exemple. Car il faut le dire, l'"alternatif" est devenu un business juteux qui renvoie aussi sec dans le capitalisme industriel qu'on croyait éviter.

L'alternatif peut être aussi un leurre politique : les magazines regorgent de soins individualisés pour "mieux vivre" le stress au travail, sans questionner notre rapport au boulot ni vanter les luttes collectives.

Quant aux pathologies graves, exigeons de nous faire expliquer les résultats des études en double aveugle sur chaque thérapie possible. Ainsi fera-t-on le meilleur choix : celui que l'on fait en connaissance de cause.

Je hasarde un vœu : que l'on prenne l'efficacité de la médecine scientifique, la douceur de la prise en charge des thérapies douces, et qu'on crée une troisième voie : celle du combat pour des services publics de santé efficaces, égalitaires, mutualistes, patients, et délivrant une information fiable et indépendante des industries[3].

Richard Monvoisin ■

■ **Richard Monvoisin**
est chercheur au Collectif de recherche transdisciplinaire esprit critique et sciences
www.cortecs.org

(3) Pour cela, il y a le Formindep : www.formindep.org


D.R.

Ordonnance pour la santé au naturel

Mens sana in corpore sano : un esprit sain dans un corps sain
Dixième satire de Juvénal

La maladie — quelle qu'en soit la cause — est un dysfonctionnement de l'organisme. Son bon fonctionnement n'est pas assuré dans la permanence — parce que les cellules qui composent l'organisme, comme celles qui l'entourent et avec lesquelles il est en échange, se modifient en permanence. L'équilibre est donc à assurer à chaque instant. Pour conserver cet équilibre ou le retrouver, des centaines, voire des milliers de recettes foisonnent, à travers le monde — faisant, au passage, la santé financière de leurs auteurs. Au-delà de leurs différences de surface, quatre propositions semblent les soustendre. Ce sont aussi des propositions de bon sens ("de grand-mère" ou issues de dictons populaires) : alimentation appropriée, activité physique ajustée, réduction du stress, environnement sain[1].



Œuvres d'Arcimboldo : printemps, été, automne, hiver

Manger pour répondre à ses besoins

En général, nous mangeons trop : trop de viande, trop gras, trop sucré, trop salé, trop d'additifs, pas assez de fibres… Les atomes qui composent notre corps sont remplacés à 96 % chaque année. Nos aliments sont les matériaux de leur reconstruction incessante. En outre, notre type d'alimentation est dangereux pour notre environnement, à son tour cause de maladies. L'attention est donc à porter sur la manière de produire nos aliments, de les choisir (bios, locaux, de saison…), de les traiter (fraîcheur…), de les préparer (le moins transformé possible)… "Que ton aliment soit ton seul médicament", disait Hippocrate[2].

Bouger le corps

Pour brûler les calories, pour tonifier les muscles et pour fortifier le cœur : il faut, notamment, de l'exercice physique, de la marche, en montagne surtout[3], ou… faire l'amour trois fois par semaine[4]. Trente minutes de marche quotidienne sont déjà une assurance de meilleure santé[5].

Prendre le temps de vivre

Le stress est une réponse générale (non spécifique) à un défi ou à des difficultés, impulsée par le cerveau à tout l'organisme. Il peut se réduire par certaines techniques (yoga, méditation, gym douce…). Le stress n'est pas obligatoire et l'on peut donc aussi s'en passer. On peut ainsi travailler sans se détruire (il y aurait tant à dire sur le "travail") ou vivre en paix en famille. Bien vivre s'apprend — mais où et quand ? C'est d'autant plus vital dans une société déséquilibrée et déséquilibrante.

Assainir l'environnement

Outre l'environnement social (ci-dessus), c'est l'environnement physique qu'il nous faut soigner pour nous soigner nous-mêmes : eau, air, médicaments, matériaux de construction, d'habillement, emballages, "déchets", énergie, transports, polluants agricoles et industriels…

En conclusion, le Dr J. Toulet écrit[6] : *"'L'homme ne meurt pas, il se tue', dit l'aphorisme. On peut aussi ajouter : 'et on le tue'".*

Mais l'homme est-il, pour autant, obligé de s'exécuter ?

Jean-Pierre Lepri ■

Pour en savoir plus :

(1) Serge Mongeau, *Moi, ma santé*, Écosociété, 1994

(2) Jean Seignalet, *L'Alimentation, ou la troisième médecine*, éd de l'œil, 2004 (5e édition), p. 25 (de la 4e édition) ; Marie-Monique Robin, *Notre poison quotidien*, La Découverte, 2011

(3) J. Toulet, *Les Ânes de Batsurguère*, Dervy-Livres, 1953, pp. 244-249

(4) Frédéric Saldmann, *La Vie et le Temps*, Flammarion, 2011

(5) Dossier "Ça marche ! ", *Silence* n° 388, mars 2011

(6) J. Toulet, *op. cit.*, p. 320

Voir également les autres ouvrages cités dans chaque article du dossier


D. R.

Pourquoi la maladie ?

Plus la médecine progresse et plus augmente le nombre de maladies — tel le TDLM ("trouble dysphorique du lundi matin !")… — et de médicaments. Pourquoi, alors que ce devrait être l'inverse ? Quelques questions…

Le catalogue des maladies augmente régulièrement dans chaque spécialité "médicale" — de même que le nombre de ces "spécialités". Il a suffi, par exemple, de (faire) baisser les normes de cholestérol pour que des gens auparavant parfaitement normaux aient l'air malade ; de faire craindre l'ostéoporose chez les femmes ménopausées pour que la consommation de médicaments destinés à "prévenir les fractures" augmente ; de manipuler l'opinion, afin d'élargir la consommation de médicaments destinés à "traiter l'impuissance masculine" ; de surmédicaliser les femmes, les enfants et les personnes âgées, etc.[1]. Comme le dit dans ce dossier Nadia Donati, un humain malade est un humain diminué et (plus facilement) dominé. La domination s'établit alors sous couvert de soin ou de soulagement de la souffrance (au nom de l'éthique), en faisant de sorte que le soumis en soit reconnaissant, en demande et en redemande et, surtout, qu'il aille jusqu'à payer pour sa dépendance envers l'ordre médical.

> **"L'homme n'est pas un être si fort qu'il puisse échapper à la fois au remède et à la maladie."**
> Alexandre Vialatte

Et si la maladie était une invention ?

Mais l'invention galopante de maladies — et du nombre des peurs subséquentes — n'est possible que grâce à l'invention du concept même de maladie. Une femme enceinte est en surpoids, son équilibre hormonal est perturbé, elle peut devenir dépressive, voire en mourir (comme ce fut plus souvent le cas jadis). On peut trouver une centaine de symptômes qui, d'un point de vue médical, justifieraient le diagnostic de "maladie". Mais ce n'est pas le cas — quoique la grossesse soit de plus en plus médicalisée —, car ces symptômes ont un sens dans le cadre de la gestation d'un enfant. Et la diarrhée, est-ce une maladie ? Comme la grossesse, elle a un sens : évacuer rapidement des substances nocives pour l'intestin. La plupart diront que c'est un symptôme qui fait partie d'une maladie. Et le cancer, est-ce une maladie ? Beaucoup penseront que oui — et même une maladie "mortelle". Pourtant, ces trois "maladies" ne sont-elles pas toutes que des symptômes d'un dysfonctionnement, classé en "normal", pour la grossesse, en "symptôme", pour la diarrhée, et en "maladie" pour le cancer ? Et si les médecins comprenaient pourquoi un cancer ou une autre maladie se développe, si les tumeurs avaient autant de sens pour la santé que l'excès de poids ou la perturbation hormonale d'une femme enceinte ? Alors, il n'y aurait plus de maladie ? Certes, les symptômes seraient toujours là… On voit le drame pour tous ceux qui en vivent : les médecins, les industries pharmaceutiques ou les vendeurs d'appareillages, les administrateurs et les bâtiments de la "santé"…[2].

Qui guérit ?

Si je m'interroge sur le concept de maladie, je peux examiner, de la même manière, celui de guérison. On "guérit" en médecine scientifique et on "guérit" en médecine alternative — comme on meurt dans les deux[3]. Cela ne départage donc pas

(1) Jörg Blech, *Les Inventeurs de maladies,* Actes Sud, 2005, traduit de l'allemand par Isabelle Liber. La France est le premier pays d'Europe pour la consommation de tranquillisants (100 millions de boîtes par an) et d'antibiotiques. La technique de domination, à l'occasion de "chocs", a été mise au jour, à l'échelle des états, par Naomie Klein dans *La Stratégie du choc,* Actes Sud.

(2) Emprunté à Peter Yoda, *Confessions d'un médecin révolté,* Alain Labussière, 2010 (cf. *Silence* n° 394, octobre 2011, p. 43).

(3) Médecines scientifiques et médecines alternatives ne sont pas, pour autant, critiquées sur les mêmes points. À la première, on pourrait reprocher l'autorité, la soumission aux industries, les mensonges de l'AFFSAPS, l'opportunisme politique… Aux médecines alternatives, on reprocherait l'absence d'efficacité, la soumission à un ordre naturel, la moindre distinction entre bon et mauvais thérapeute.



D. R.

leur efficacité — en tant que médecine (ensemble d'actes extérieurs à l'organisme). Si la guérison est ainsi possible, pourquoi ne pourrait-on considérer que la santé est, de fait, l'état normal, naturel, inné ? Sinon, en effet, je ne serais plus en vie. La guérison ne serait alors que le recouvrement de cet état naturel. Cet "état" n'est pas, pour autant, statique : l'équilibre doit se reconstruire, à chaque instant, en fonction des variations du milieu et du métabolisme. Personne ne peut se proclamer en bonne santé pour toujours. La santé est un équilibre instable. Le retour à cet équilibre (instable) est la "guérison". Mais *qui* guérit ? Les adjuvants, quels qu'ils soient — médecin, hôpital, matériel, médicament… scientifiques ou alternatifs ? Ou l'organisme lui-même — et lui seul ?

La "santé" serait-elle aussi une invention ?

Remarquons d'abord que la "santé" est devenue, par antiphrase, la "maladie". Les soins de santé, sont les soins de la maladie, le personnel et les équipements de santé, sont le personnel et les équipements pour traiter les maladies, etc. "Il pète la santé… et ça sent le médicament", comme le dit, à sa manière, l'humoriste. La santé, une bonne affaire !

La santé existe par opposition à la "maladie". Si la maladie n'existait pas vraiment, la santé n'existerait pas non plus. La santé n'est-elle pas un état naturel ? La vie même est une évolution : naissance, développement, dégénérescence et mort. Cette évolution propre de l'organisme, en relation avec les modifications qui l'entourent, contribue à son instabilité, aux risques de dysfonctionnement et à leurs symptômes.

Pourquoi "ça marche" ?

Ces "inventions" reposent sur la peur. Une peur entretenue — tant il est vrai qu'un être humain qui a peur est facilement contrôlable. Et tant un contrôleur, à son tour, a besoin de se rassurer lui-même (de sa propre peur) en contrôlant.

Quelle que soit la "médecine" — et même sans médecine —, on peut "guérir". Pourquoi ? Proposons quelques hypothèses. D'abord, il faut bien voir que certaines médications compliquent plutôt le recouvrement de l'état naturel de santé. De fait, ce pourrait être le corps lui-même qui s'autoguérit. Un adage ne dit-il pas : "le rhume guérit en une semaine avec des médicaments et en sept jours sans médicaments" ? Les adjuvants médicaux (actes, produits, personnes…) peuvent alors aider l'organisme, le freiner ou le perturber dans son travail d'autoréparation. Voilà pourquoi la blouse blanche, le médicament ou le placebo, la prière, la poudre de perlimpinpin, le sacrifice, etc., peuvent effectivement aider celui qui y croit. Certains actes peuvent néanmoins empoisonner véritablement l'organisme en processus d'autoréparation. Mais plus l'acte d'accompagnement — quel qu'il soit, sauf toxique — sera facilitateur, plus il sera efficace. Cette facilitation sera perçue comme telle (ou pas) par le "malade" et par lui seul. Cela n'empêche pas, pour autant, le facilitateur d'être, de son côté, plus ou moins à l'écoute de celui qui s'autoguérit et plus ou moins en phase avec lui. Un accompagnement respectueux et non invasif ne peut donc avoir qu'un meilleur effet — mais faut-il, pour autant, le considérer comme la cause de la bonne santé(4) ? ?

Jean-Pierre Lepri ■

(4) C'est l'attitude que prône notamment le Dr Jean-Patrick Chauvin dans *Quand la maladie nous enseigne. Médecine des actes*, éd Josette Lyon, 2007.

Alternatives : Le Réseau santé

Dans les années 1990-2000, à Lyon, des militants de diverses sensibilités se retrouvaient aux "tables d'hôtes" du Réseau santé — jusqu'à 70 personnes —, partageant des convictions communes : la force de l'opinion des usagers, le constat de l'emprise des puissances de l'argent sur les décisions des gouvernants concernant les choix énergétiques et sanitaires, une foi commune en la non-violence des moyens d'agir pour faire reconnaître nos droits de citoyens ou d'usagers de la santé.

Le Réseau santé est né autour d'une charte des usagers de la santé définie dans les années 1980. Plusieurs dizaines de groupes voyaient alors le jour en France, avec un média important pour les relier : *l'Im-patient*.

Parmi les slogans affichés dans la première plaquette d'information, il y avait : "la santé, c'est d'abord notre affaire", "naître, grandir, vieillir, mourir, ça n'est pas une maladie, mais le mouvement de la vie", "notre corps sait, avant nous-même"…

Avec le temps, la plupart de ces groupes ont disparu. Le Réseau santé de Lyon vivote encore autour d'un repas hebdomadaire dans un local prêté par un centre social.

On peut s'étonner, alors que les problèmes demeurent et s'intensifient, qu'un pan entier de la contestation n'ait pas réussi à pérenniser ses activités. FV.

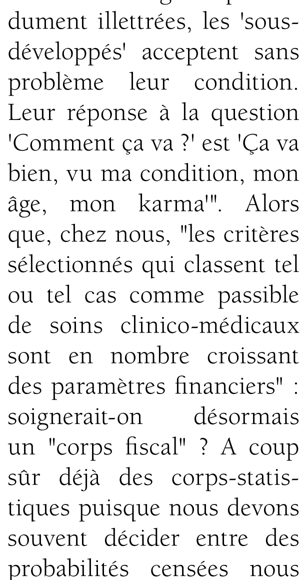
Comment la santé devient un facteur pathogène...

Ivan Illich, né en 1926, est mort en 2002, le visage déformé par son cancer du cerveau. Pour quelles raisons avait-il choisi de ne traiter que la douleur[1] ?

D'ABORD PARCE QU'IL AVAIT ÉTABLI QUE LA MÉDECINE INSTITUTIONNELLE, comme l'école ou les transports, est *contreproductive*.

Institution médicale et sagesse

Dans ces institutions, les professionnels et les experts appointés par l'Etat ou l'économie confisquent le savoir et découragent les initiatives des individus et des collectifs qui voudraient agir et penser par eux-mêmes. Nous vivons dès lors notre monde comme arbitraire et angoissant.



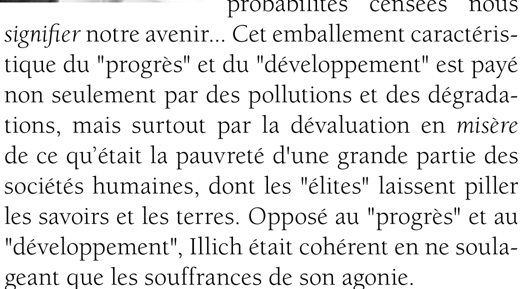
D. R.

D'où un rebond contre-productif : pour combler nos angoisses, l'institution adopte pour nous "l'obsession de la santé parfaite" et "crée sans cesse de nouveaux besoins de soins", "oubliant (...) qu'un tel dégoût de l'art de souffrir est la négation même de la condition humaine".

Aux yeux d'Illich, être considéré comme "une vie" à soigner ou sauver, c'est ne pas être reconnu comme sujet qui apprend ce qu'est "être vivant", avec une part de souffrances à accommoder. Il avait beaucoup lu et médité les auteurs antiques et médiévaux, européens comme arabes, et il souligne que les premiers médecins accordaient autant d'importance à la sagesse qu'aux manifestations du corps, qui n'était pas alors considéré comme une mécanique. Ils s'effaçaient devant "les signes qui font savoir au médecin qu'il ne se trouve plus devant un patient, mais devant un mourant". Et Illich de prescrire abruptement : "Vu l'encombrement par les *non-morts* grâce aux soins, et vu leur détresse modernisée, il est temps de renoncer à toute guérison de la vieillesse" et de "subordonner la technique à l'art de souffrir et de mourir". C'est ce qu'il entreprendra d'une manière que l'on peut à bon droit considérer comme excessive, sans pour autant nier le problème qu'il posait...

Institution médicale et politique

La contre-productivité atteint son comble quand la "santé" tant visée, non seulement "n'est plus ressentie", mais devient un "facteur pathogène prédominant". C'est la troisième motivation du renoncement d'Illich : "Dans les régions prétendument illettrées, les 'sous-développés' acceptent sans problème leur condition. Leur réponse à la question 'Comment ça va ?' est 'Ça va bien, vu ma condition, mon âge, mon karma'". Alors que, chez nous, "les critères sélectionnés qui classent tel ou tel cas comme passible de soins clinico-médicaux sont en nombre croissant des paramètres financiers" : soignerait-on désormais un "corps fiscal" ? A coup sûr déjà des corps-statistiques puisque nous devons souvent décider entre des probabilités censées nous *signifier* notre avenir... Cet emballement caractéristique du "progrès" et du "développement" est payé non seulement par des pollutions et des dégradations, mais surtout par la dévaluation en *misère* de ce qu'était la pauvreté d'une grande partie des sociétés humaines, dont les "élites" laissent piller les savoirs et les terres. Opposé au "progrès" et au "développement", Illich était cohérent en ne soulageant que les souffrances de son agonie.



Au final, ses réflexions et son exemple nous appellent à prendre en main, à la fois individuellement et politiquement, cet art d'accommoder des limites qui est l'art d'être humain : devant quoi nous inclinons-nous ? Autrement dit, quelle vie en vaut la peine ?



Marie-Pierre Najman ■

(1) Dans *le Monde diplomatique* de mars 1999, Illich fait le point avec un article : "L'obsession de la santé parfaite" dont sont extraites toutes les citations entre guillemets. Un autre texte de 1994 sur ce thème (3 pages) a été publié dans *Silence* n° 293, en février 2003, juste après sa mort.

Rencontres des Ami-e-s de Silence

Top départ pour 2 semaines de Rencontres autogérées et conviviales entre lecteurs de *S!lence* (les nouveaux, les indécrottables, les vieux, les bébés, etc) , l'essentiel étant d'y mettre en pratique les valeurs partagées avec notre journal préféré !

Une 11e édition pleine de nouveautés pour fêter dignement les 30 ans de *Silence* :

■ Nous serons à Loubières un village à 6 km de Foix (en Ariège)

■ Accessible par les transports en commun

■ En interaction avec le Festival Résistances (films engagés, à Foix)

■ Du 9 au 23 juillet

Comme d'hab' :

1) On construit le camp à partir de zéro avec un peu d'huile de coude et d'imagination (et notre matos cuisine collecté depuis 10 ans).

2) On invente le programme… discussions, échanges, ateliers, chants, popotte, danses, danse-popotte, atelier-discussion, chants-ateliers, calins-popotte…

3) On range tout le dernier jour dans la joie et la bonne humeur !

Empreinte écologique minimale avec matériaux de récup', réutilisation, tri sélectif et cuisine collective autogérée sans alcool, végétarienne, bio et locale.

*On laisse les chiens à la maison, car c'est une zone d'élevage .

Pour en savoir plus : *http://amies.revuesilence.net ou Danielle Cabaret, 8, rue Saint-Honoré, 34070 Montpellier, tél : 04 67 29 80 19. Inscriptions avant le 24 juin (car on commande à l'avance de quoi cuisiner !)*

Médias

■ **A Contretemps,** *L'Écriture et la vie, Trois écrivains de l'éveil libertaire, Les Éditions Libertaires, 336 p. 15 €.* Cette revue de critique bibliographique et d'histoire du mouvement libertaire, paraît depuis 2001. Les Éditions Libertaires ont décidé de lui consacrer une collection du même nom, qui reprend sous forme thématique l'essentiel des articles parus dans la revue. Après *D'une Espagne rouge et noire* paru en 2009, ce second volume présente une quinzaine d'auteurs mettant en perspective les écrits de trois hommes de lettres : le journaliste et romancier suédois Stig Dagerman (1923-1954), le "prosateur de la dignité ouvrière et de l'homme non divisé" lorrain Georges Navel (1904-1993) et le poète breton Armand Robin (1912-1961) qui trouvèrent chacun en l'idéal libertaire une fraternité et une manière intime d'être au monde. Ces différentes contributions apportent un éclairage pertinent sur la question de l'engagement dans le quotidien et la création artistique.

■ **Réfractions,** *Automne 2011, 164 p. - 15 €.* Ce 27e numéro de la revue de recherches et expressions anarchistes interroge le concept de Liberté à travers l'histoire comme à travers l'actualité. Après quelques articles plus théoriques, les auteur.e.s s'attardent sur les travaux de Spinoza et Castoriadis pour les uns, Proudhon et Carl Schmitt pour d'autres, avant de livrer leur analyse du Mouvement du 15 Mai en Espagne, celui des Indignés grecs ou encore sur les récentes élections tunisiennes. Les articles n'excèdent pas une dizaine de pages et ouvrent des perspectives et poussent à élargir la réflexion. Efficace !

■ **Offensive,** *OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat, 13001 Marseille.* Le n°32 de cette revue libertaire bimensuelle (4€40) est consacré à la libération sexuelle. Des analyses intéressantes sur l'évolution de notre société depuis 68 entre pornographie et puritanisme ; la notion de consentement ; la sexualité des "vieux" ; les inégalités raciales entretenues dans le domaine de la libération sexuelle ; la contraception ; la masturbation ; la responsabilité des hommes ; la non-appropriation de l'autre ; "en finir avec le tout-génital" ; etc. On aurait tort de s'en priver !

■ **Sans remède** est un journal contre l'enfermement psychiatrique paraissant sur papier et sur internet. Il est alimenté par les vécus issus de différentes confrontations au pouvoir "psy" : internés, visiteurs, intervenants. Sobre, joliment illustré et mis en page, il nous offre des paroles fortes qu'on n'a pas l'habitude d'entendre sur l'enfermement psychiatrique. Prix libre (prix de revient : 1,50 €) par espèces ou chèque sans ordre à *Sans Remède, Hameau de Francou, 09240 Durban-sur-Arize, ou sur sans.remede@laposte.net et http://sansremede.fr.*

De la bio sociale ?

La Fnab, Fédération nationale de l'agriculture biologique, a réalisé une étude sur les démarches engagées pour aller vers une "bio sociale". Elle a analysé 13 cas avec des démarches différentes (structure d'insertion, recherche de création d'emplois, paniers pour les populations à faibles revenus…) : paniers dans les centres sociaux, réseau Cocagne, Amap ayant une politique de prix selon les revenus, épicerie coopérative… Elle en conclut que la commercialisation de proximité aux jonctions villes-campagnes permettent nombre d'innovations. Les trajets (des producteurs et/ou des consommateurs), les lieux de transformation, le choix des structures (coopératives, associations…) sont autant de possibilités qui influent sur les prix. L'étude de 78 pages est téléchargeable gratuitement sur le site *www.fnab.org. Fnab, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél. : 01 43 38 38 69.*

L'avènement d'écolo sapiens


Véronique Popinet

Les Evadées de Clermont-Ferrand, une compagnie d'art contemporain, a présenté cet été "le curieux cabinet écolo sapiens sapiens", une caravane où étaient exposés les restes de la civilisation décadente du 21e siècle, juste avant l'arrivée de la civilisation écolo. Les visiteurs devaient d'abord pédaler sur des vélos pour pouvoir éclairer l'exposition. *Les Evadées, 32, rue Eugène-Gilbert, 63000 Clermont-Ferrand.*

Nice

Groupement d'achats service épicerie


Nouara Aci

L'association *Falabrac Fabrik,* connue dans le vieux Nice pour son café cantine haut en couleurs (voir *S!lence* n°386 p.56), a ouvert le Gase, Groupement d'achats service épicerie, en octobre 2011. Ce microprojet, qui a bénéficié du soutien financier du conseil régional, s'inscrit en faveur du développement des possibilités d'accès à des produits issus de l'agriculture biologique et locaux. On y trouve une large gamme de produits secs (pâtes, riz, lentilles, savons, shampoings), tous produits dans la région Provence Alpes Côte d'Azur. Pour une adhésion annuelle de 10 € au service du Gase et des paniers Amap d'Entreveaux, les "consommacteurs" ont accès à l'épicerie, située dans l'arrière-boutique. Les adhérents remplissent une feuille d'achats et vont eux-mêmes se servir et peser les aliments.

Le Gase est basé sur un mode collaboratif : si les référents jouent un rôle important dans l'organisation de l'épicerie, chaque adhérent peut participer à son bon fonctionnement en y apportant ses suggestions et ses envies. Les produits frais continuent d'être proposés par Eric et Isabelle Mermet d'Entreveaux sous forme de panier type Amap le lundi soir. Des fromages de petits producteurs seront bientôt disponibles et de la viande (poulet, agneau, lapin) pourra également être commandée.

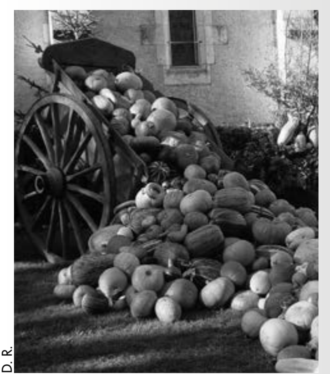
Depuis son ouverture, le Gase comprend une quarantaine d'adhérents réguliers. La recherche de terrain pour les futurs jardins partagés de la Falabrac Fabrik est toujours en cours et devrait aboutir en 2012.

Elise Aracil

■ *Gase : ouvert de 10h à 12h et de 14h à 19h tous les jours sauf le dimanche. S/c Falabrac Fabrik, 3, rue Benoît-Bunico, 06300 Nice, tél. : 04 93 54 41 23, falabracfabrik@hotmail.fr.*

Semences

Kokopelli devant la Cour de justice européenne


D. R.

Les courges de Kokopelli

Kokopelli a attaqué devant la Cour de justice européenne l'obligation française et européenne de ne commercialiser que les variétés de semences inscrites au catalogue officiel. Lors de l'audience du 19 janvier 2012, l'avocat général a estimé recevable les affirmations de Kokopelli comme quoi cette législation viole le principe de proportionnalité, la liberté d'entreprise, la libre circulation des marchandises, ainsi que le principe de non discrimination. L'avocat général a estimé que contrairement aux affirmations des adversaires (Union européenne, République française, Royaume d'Espagne, société Graines Baumaux), "il appartient aux agriculteurs de décider des variétés qu'ils cultivent". Il estime que l'inscription au catalogue officiel, qui ne repose que sur le paiement d'une forte somme, n'a aucun lien avec l'efficacité ou la qualité de la semence. Enfin, il a estimé que "le fait que les agriculteurs soient cantonnés à des variétés admises réduit la diversité génétique dans les champs européens", ce qui est contraire aux traités sur la biodiversité. Et de conclure : "les inconvénients de l'interdiction de commercialiser des semences de variétés non admises l'emportent manifestement sur ses avantages". Reste à savoir quand la Cour européenne tranchera… *Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91, www.kokopelli.asso.fr.*




Weck.info

Ile-de-France

Les Cyclofficines

Les cyclofficines sont des ateliers de réparation des vélos qui favorisent l'entretien des vélos par les cyclistes eux-mêmes et également pour la récupération et la réutilisation des vélos abandonnés. Trois associations ont vu le jour simultanément pendant l'été 2010 pour chercher des locaux à Pantin, Ivry-sur-Seine et Paris-Est. Ces cyclofficines sont membres du réseau national de l'Heureux-Cyclage (www.heureux-cyclage.org) qui regroupe actuellement plus d'une quarantaine d'ateliers de ce genre. Après différentes opérations ponctuelles et des ateliers nomades en 2011, un premier atelier a vu le jour en janvier 2012 dans le vingtième arrondissement de Paris : *Cyclofficine, 15, rue Pierre-Bonnard, 75020 Paris, http://cyclocoop.org.*

Calvados

Les Z'Ecobâtisseurs

En 2007, l'association Les *Z'Ecobâtisseurs* voit le jour à Louvigny, une commune au sud-ouest de Caen. Elle se fixe comme objectif de construire un habitat groupé le plus possible écologique et autoconstruit. La mairie soutient le projet en proposant un terrain dans une zone de lotissements (5300 m²). Une trentaine de familles participent à la réflexion avant que le projet ne se formalise avec treize familles (20 adultes, 6 enfants). Deux architectes aident. Des groupes de travail étudient chaque poste. Il est choisi de faire deux bâtiments à ossature bois et remplissage paille orienté est-ouest avec un étage (1462 m² habitables soit 13 logements de 80 à 130 m² et une maison commune de 100 m²). Isolation en ouate de cellulose, bardage des façades en bois, le tout avec des matériaux locaux. Un bâtiment est placé au nord de la parcelle, l'autre presqu'au sud, chacun surtout ouvert au sud, du côté du soleil. Un vaste espace entre les deux est occupé par un jardin partagé. Tout au sud de la parcelle, se trouvent des potagers. La forme juridique choisie est d'abord une Société civile coopérative de construction qui est ensuite transformée en SCI après la fin des travaux. Les appartements commencent à être habitables. Le coût est quand même de 2000 € du m² contre 1500 espéré au départ. Pour en savoir plus : *http://ecozac.louvigny.free.fr.*

Bas-Rhin

Ma sorcière bien aimée

Ma sorcière bien aimée est une structure d'aide à la personne qui collecte les couches lavables usagées, les nettoie et les rapporte propres. Ces couches peuvent être les vôtres ou être louées. Celle de *Ma sorcière bien aimée* sont garanties biologiques. Des poubelles pour stocker les couches sales sont fournies et une collecte est faite deux fois par semaine. Les couches sont lavées dans un pressing fonctionnant avec de l'eau sous pression sans utilisation de solvant, ce qui évite toute pollution chimique. A noter que ce pressing est ouvert également pour le nettoyage de tout vêtement. *Ma sorcière bien aimée, 123, rue De Gaulle, 67560 Rosheim, tél : 06 62 99 11 32, www.msba.fr.*





D.R.

L'arme "politique" nucléaire

Les "politiques" veulent conserver leurs armes nucléaires. C'est clair malgré toutes les déclarations sur la nécessité d'un désarmement nucléaire. C'est donc qu'il y a de vraies raisons. Lesquelles ?

C'est évident qu'il ne s'agit pas des raisons "officielles" avouées. Les menaces d'utilisation pour préserver "nos intérêts stratégiques", la dissuasion pour empêcher une agression, notre "assurance-vie", toutes ces raisons officiellement invoquées pour justifier les armes nucléaires, les "politiques" n'y croient pas un instant. Ce sont juste des arguments pour vendre leur arsenal à un public crédule. Beaucoup d'entre eux, une fois libérés de leurs responsabilités d'État, ont d'ailleurs affirmé que ces armes sont inutilisables et qu'ils ne les auraient pas utilisées.

L'arme nucléaire s'est développée avec l'instauration de l'ordre du monde de 1945 et la domination du monde par deux empires, l'Est et l'Ouest, et d'autre part avec le clivage Nord-Sud et la désagrégation des empires coloniaux. Les armes nucléaires n'équipaient que les pays "dominants".

Le Traité de non-prolifération (TNP), en 1970, a été signé par les États-Unis et l'URSS pour geler la situation. Il s'agissait d'interdire une remise en cause de l'organisation mondiale : l'ONU et son Conseil de sécurité dominé par les deux Super-Puissances, avec l'OTAN et le pacte de Varsovie, leurs bras armés. Les armes nucléaires étaient le "sceptre" de leur pouvoir. Au début, ni la France ni la Chine n'ont signé le TNP car cela leur semblait geler une domination USA-URSS mais en 1992, après la fin de la guerre froide, ces deux États se sont décidés à signer le traité pour participer à la pression internationale de gel de la nouvelle situation.

Il s'agit en premier lieu d'empêcher une évolution de l'ONU dont l'objectif initial était d'organiser une gouvernance "des peuples" qui a été remplacée par une gouvernance des "États" sans le dire. Le Conseil de sécurité donne un droit de veto aux États qui avaient l'arme nucléaire en 1970, consécration suprême du "sceptre" nucléaire.

La fin de l'URSS a ouvert les possibilités de domination à de nouveaux pays comme l'Inde. Maintenant l'Iran veut aussi entrer dans le jeu pour sa domination sur le Proche et Moyen Orient. L'Inde s'est ainsi dotée de l'arme nucléaire en 1998 et s'est déclarée candidate pour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Enfin, l'arme nucléaire sert de vitrine pour vendre du nucléaire civil. L'Agence internationale de l'énergie (AIEA) officialise les choses en donnant aux États nucléaires le rôle d'aide au nucléaire civil des autres pays. Le nucléaire civil, "donné" à des pays qui maîtrisent mal ces technologies, permet de renforcer un pouvoir économique et industriel, une domination post-coloniale, avec un argument incontournable de "sécurité". Et les technologies, civile et militaire, étant parfaitement duales, l'attrait de ces technologies devient très grand pour des pays en situation de conflit régional.

Ainsi l'arme nucléaire est indispensable pour les politiques des États dominants, non pas pour leur utilisation mais pour affirmer leur domination. C'est cette domination qu'il faut remettre en cause.

Ce sujet devrait pourtant être le premier à questionner des candidats à des élections... Poserons-nous la question : "êtes-vous "de bonne foi" pour le désarmement nucléaire ?"

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr

Iran

Ceux qui veulent la guerre...

Les services secrets s'activent autour de la question du nucléaire iranien. Fin janvier 2012, on recense au moins six assassinats : Mustapha Roshan, voiture piégée ; Massoud Ali Mohammedi, bombe à distance ; Majid Shahriari, voiture piégée ; Ardeshir Hassanpour, empoisonnée au gaz ; Dariush Rezai, exécuté par balle ; Hassan Moghaddam, général mort avec dix hommes dans une mystérieuse explosion ; Ali Reza Asragi, porté disparu en Turquie. Le taux de mortalité est très élevé chez les chercheurs iraniens dédiés au programme nucléaire.
A cela s'ajoutent les cyber-attaques, les drones-espions et maintenant les rétorsions économiques : l'Union européenne a annoncé le 23 janvier 2012 l'arrêt des importations de pétrole depuis l'Iran et a donné jusqu'à juillet 2012 aux entreprises européennes pour se retirer du pays.
Israël réclame un bombardement des installations nucléaires, comme Israël l'avait fait en 1981 sur le réacteur Osirak construit en Irak et en 2007 sur des installations de recherche nucléaire syriennes.
Une conséquence de cela dans le pays : le rial, la monnaie iranienne, a baissé de 40 % en trois mois, provoquant des difficultés pour l'achat de produits importés pour les 78 millions d'Iraniens.
On peut se féliciter que l'Occident cherche à éviter qu'un nouveau pays possède l'arme nucléaire, mais on s'étonnera de son silence (et de sa complicité) lorsqu'il s'agit d'autres pays : rien n'a été fait contre l'Inde, le Pakistan, Israël ou l'Afrique du Sud. Pourquoi une telle obsession contre les pays arabes ? L'Arabie saoudite a proposé à l'ONU la mise en place d'une vaste zone dénucléarisée dans la région… ce qui supposerait qu'Israël accepte le désarmement nucléaire. Mais pour le moment, aucune pression n'est faite sur ce pays à ce sujet-là.
Et si les motivations étaient plus simples : après avoir repris le contrôle de la production pétrolière irakienne, ne s'agit-il pas de reprendre le contrôle sur la production pétrolière iranienne ?

Boycott d'Israël

Stopper le KKL-FNJ

La campagne Boycot – Désinvestissement - Sanction (BDS) à l'encontre des intérêts d'Israël portant préjudice au peuple palestinien (voir *S!lence* n°386 p.2-3) se poursuit internationalement. Une nouvelle campagne a été lancée intitulée "Stoppons le KKL-FNJ". Le Keren Kayemet Leisrael - Fonds National Juif est un organisme créé en 1901 pour acquérir des terres pour fonder un Etat juif en Palestine. Il est connu pour ses campagnes pour planter des arbres et "faire fleurir le désert". Détail : ledit désert est en réalité des terres habitées par des Palestiniens qui en sont généralement expulsés. Sur les villages rasés après 1948, le KKL-FNJ, qui possède 13 % de l'espace de l'Etat d'Israël, a planté des forêts et construit des bases de loisirs. Il a la mainmise également sur l'Autorité des Terres d'Israël qui contrôle 80 % de celles-ci. Sa charte est fondée sur la discrimination raciale : l'expulsion des indigènes palestiniens pour réserver leurs terres à la colonisation et à l'usage des seuls juifs. Son bilan environnemental est également désastreux. Des "projets de développement" administrés par cet organisme poursuivent le déplacement des Palestiniens pour laisser la place à des colonies juives et à des forêts. Le KKL-FNJ continue à servir de fonds mondial pour le nettoyage ethnique et son éco-blanchiment. C'est pourquoi BDS-France appelle à rejoindre la campagne pour révoquer son statut d'utilité publique, rompre tout lien avec lui, faire savoir ce qu'il est, et signer l'appel à agir "Stop the JNF". *Campagne BDS-France, CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, www.bdsfrance.org, www.stoptheJNF.org.*

Quand Sarkozy s'en prend aux pauvres

Depuis la mi-novembre 2011, le gouvernement, Sarkozy en tête, multiplie les déclarations pour dénoncer ceux qui ont fraudé à la Sécurité sociale, qui ont détourné des aides… jouant ainsi sur un amalgame entre les difficultés financières actuelles et les petites magouilles des pauvres. C'est ignoble ! Faut-il rappeler que les dix condamnés les plus importants en justice ont détourné

plus d'argent que les 60 000 personnes en prison actuellement ? Et que dire des amis de M. Sarkozy qui disposent de comptes en banque à l'étranger ? Et qui eux ont les moyens de détourner de l'argent légalement ? La Cour des comptes a rappelé que la fraude sociale – celle des pauvres – coûte à l'Etat environ 3 milliards d'euros par an, alors que la fraude fiscale des entreprises – celle des riches – est estimée elle à 45 milliards.

Plusieurs dangers nous menacent, mais deux d'entre eux – le nucléaire et le changement climatique – sont décisifs et nous sommes très loin d'y avoir trouvé une solution". [Et si l'on devait miser sur l'extraction des gaz de schiste pour remplacer le pétrole] "le monde sombrerait dans un abysse".

Fidel Castro, 6 janvier 2012

Pays basque

Pour la libération des prisonniers

Alors que le Pays basque espagnol ne compte que 3 millions de personnes, ils étaient plus de 110 000 à défiler le 7 janvier 2012 dans les rues de Bilbao pour demander la libération des prisonniers politiques (plus de 700). Cette manifestation intervient alors que l'ETA a annoncé l'abandon de la lutte armée et qu'une Conférence pour la paix s'est tenue le 17 octobre dernier à San Sebastian, sous l'égide de Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU et de Brian Currin, avocat sud-africain, prix Nobel de la paix. Réaction de Nicolas Sarkozy, le 16 janvier : "L'Espagne pourra toujours compter sur la République française pour éradiquer le terrorisme". (*Témoignage chrétien*, 26 janvier 2012)

Turquie

Pinar Selek risque sa vie

Pinar Selek est une universitaire et écrivaine turque de renom. Elle a mené des travaux de sociologie sur les minorités kurdes, transsexuelles, sur la construction de la masculinité dans l'armée, etc. Elle est également militante féministe et est engagée auprès des enfants des rues, des Roms, etc. Trop dérangeante, elle a été accusée en 1998 d'avoir causé une explosion sur un marché, et a été torturée et emprisonnée plus de deux ans. A trois reprises elle a été acquittée par différentes juridictions, devant l'absence de preuves et les éléments multiples indiquant qu'il s'agissait en fait d'une fuite de gaz. Mais une répression purement politique s'acharne contre elle. Elle passera en procès une fois de plus le 7 mars 2012, et risque la prison à vie. Un comité de soutien s'est mis en place : *solidaritepinarselek.france@gmail.com, www.pinarselek.fr ou FIDH, 17, passage de la* Main d'Or, 75011 Paris, tél. : 01


D. R.
Pinar Selek

30 ans d'escroquerie : Cette crise qui n'en est pas une...

En 1973, les Etats européens s'interdisent d'emprunter eux-mêmes aux banques centrales pour éviter un risque d'inflation. Cette disposition devient européenne après l'adoption du traité de Lisbonne (rejeté par référendum en France mais ratifié quand même par nos "représentants du peuple"). Depuis cette date, les Etats doivent donc emprunter à des banques privées qui elles-mêmes peuvent emprunter à la Banque centrale européenne.

En plus de cela, ces banques privées peuvent émettre de la monnaie scripturale — de la monnaie virtuelle — jusqu'à six fois leur capital. Résultat : une banque privée peut emprunter à faible taux (autour de 1 %) à la banque centrale puis prêter six fois plus à des taux beaucoup plus élevés (jusqu'à 20,65 % pour les prêts de moins de 1500 euros, taux que l'on frôle bien souvent avec les découverts sur les comptes des particuliers). La bascule est évidente : en empruntant un million, une banque remboursera autour de 10 à 12 000 euros d'intérêts, pendant qu'elle peut prêter six millions avec jusqu'à 1,2 million d'intérêts… soit 100 fois plus.

Union européenne

Les banques privées prêtent aux Etats à un taux qui varie selon les critères des agences de notation : plus les agences baissent la notation, plus le taux augmente (la Grèce emprunte actuellement à un taux de 17 % !).

Selon des calculs présentés sur internet (et lus par nous dans *Imagine*), l'Etat français aurait ainsi une dette auprès des prêteurs privés qui se monterait fin 2011 à 1400 milliards… alors que les intérêts versés aux banques privées depuis 1973 se monteraient à 1350 milliards.

Autant dire que ce qui est présenté comme une "crise" n'est qu'une vaste supercherie pour plumer le plus grand nombre au profit des actionnaires des banques.

OGM



Il n'y a pas d'obstacle à la nomination de candidats ayant des intérêts liés aux OGM au sein du comité scientifique du Haut conseil des biotechnologies (HCB).

C'est la réponse faite par le premier ministre au recours du CriiGen (laboratoire indépendant) au Conseil d'Etat contre le décret du 30 avril 2009 portant nomination du président du HCB et de ses membres. Le HCB est le comité français ayant pour vocation d'évaluer les OGM. (Source : *CriiGen*).

Allemagne

Miel contaminé

Un apiculteur allemand a porté plainte contre Monsanto après avoir découvert du pollen de maïs OGM Mon810 dans son miel. Il a porté plainte devant la Cour de justice de l'Union européenne qui, le 5 septembre 2011, lui a donné raison, estimant que son miel n'est pas commercialisable. Si ce jugement ouvre la possibilité pour l'apiculteur de demander des dommages et intérêt à la multinationale, c'est surtout la confirmation des craintes exposées par les anti-OGM sur l'impossibilité d'empêcher la dissémination des OGM cultivés en plein champ. (source : *La Dépêche.fr*, 7 janvier 2012)

D. R.

Europe

BASF recule face aux résistances

Le géant allemand de l'agrochimie renonce à développer de nouveaux produits OGM destinés exclusivement au marché européen et va reporter ses activités vers l'Amérique du nord et du sud. C'est ce qu'a annoncé, le 16 janvier 2012, BASF, face à la méfiance tenace envers les OGM de la part de la majorité des consommateurs, des agriculteurs et des responsables politiques européens. La culture de pommes de terre transgéniques s'était notamment soldée par un échec, alors que le groupe y avait investi quelque 100 millions d'euros. La résistance citoyenne peut avoir du poids face aux multinationales, même si cela passe souvent inaperçu. A nous maintenant de soutenir les producteurs qui vont subir des pressions accrues sur d'autres continents... (Source : AFP).

Empêcher de nouveaux semis de maïs Mon810

Une centaine de militant-e-s anti-OGM ont occupé les locaux de Monsanto à Trèbes, dans l'Aude, le 23 janvier 2012, menaçant d'y rester jusqu'à l'interdiction des semences de maïs OGM *Mon810*. Ces dernières avaient fait l'objet d'un moratoire de la France en 2008, que la Cour européenne de justice avait invalidé en 2011. Malgré les affirmations du gouvernement, rien n'a été fait pour renouveler l'interdiction, et "les semis doivent débuter dans un mois", expliquait la Confédération paysanne. Les militant-e-s ont déversé des sacs de semences *Mon810* dans les locaux de Monsanto. Puis ils ont rencontré des représentants du préfet. La ministre de l'écologie, Nathalie Kosciuzko-Morizet, déclarait quelques heures plus tard que le gouvernement allait prendre une clause de sauvegarde qui allait être effective fin février, juste avant les semailles, pour que la commission européenne n'ait pas le temps de l'invalider. Elle a appelé les agriculteurs, en conséquence, à ne pas acheter de semences *Mon810*. (Source : *Sud-Ouest*, 23 janvier 2012)

Offensive pro-OGM en Europe

Le plus puissant lobby pro-OGM en Europe, EuropaBio (incluant Limagrain, Bayer, Monsanto) s'apprête à lancer une campagne d'envergure pour forcer la main aux responsables européens sur les OGM. C'est ce que révèle le journal The Guardian du 20 octobre 2011 grâce à une fuite d'un dossier. Le lobby était sur le point d'approcher de nombreuses personnalités (dont Kofi Annan, le chanteur Bob Geldorf et le président de la BBC) pour leur proposer de devenir ambassadeurs auprès des institutions européennes afin de relancer les autorisations de culture OGM. Ils seraient payés indirectement en retour par des conférences notamment. Pour Caroline Lucas, eurodéputée verte, "c'est bien une preuve de plus que le puissant lobby des OGM ne s'arrêtera devant rien pour imposer aux citoyens européens des produits que personne ne veut et dont personne n'a besoin. Il est vraiment nécessaire de réglementer beaucoup plus fortement le travail de lobby des grandes compagnies à travers l'Europe, afin d'empêcher que ce genre de manœuvres insidieuses en coulisse ne sape gravement notre système démocratique."

Les apiculteurs passent à l'offensive

Le 6 janvier 2012, plusieurs dizaines d'apiculteurs ainsi que des faucheurs volontaires ont pénétré dans l'enceinte des bâtiments administratifs de Monsanto sur la commune de Monbéqui (Tarn-et-Garonne) en se faisant passer pour des livreurs, pour protester contre la situation périlleuse de l'apiculture européenne face à l'invasion des OGM. Ils demandent au gouvernement de prendre sans délai "un arrêté d'interdiction de culture, de cession et de circulation des semences OGM pour respecter le droit des apiculteurs". Le 20 janvier 2012 à Bron (69), 200 apiculteurs et soutiens ont organisé un rassemblement devant le siège de Monsanto.



Martine Chevalier

Le temps des projets inutiles

Que faire lorsqu'une partie des entreprises de travaux publics menace de licencier ? Construire encore et toujours. Et c'est ainsi qu'en juin 2008, malgré les engagements du Grenelle de l'environnement, Jean-Louis Borloo signe l'autorisation de construction de l'autoroute Langon-Pau (Sud-Ouest). Pendant l'enquête publique, les associations locales s'étonnent des prévisions de trafics : 7600 véhicules par jour (dont 12 % de poids lourds) alors que la rentabilité pour une autoroute est estimée à 20 000 véhicules par jour. Objection rejetée. L'autoroute est construite, ouverte décembre 2010. Devant le manque d'infos, le 17 mai 2011, plusieurs associations se relaient pour faire un comptage précis du nombre de véhicules sur 24h : résultat 4000 par jour ! Le concessionnaire annonce lui 5600 véhicules par jour. Chiffre qui reste stable dans une communication fin 2011. Nous sommes donc au quart du seuil de rentabilité… mais ce n'est pas grave, les entreprises ont bien bétonné, les DDE ont bien encaissé leurs taxes… Vous ne voudriez quand même pas que le chômage augmente, en plus ! (*Ortzadar*, janvier 2012)

Phytovictimes

L'association Phyto-victimes est née des conséquences de l'utilisation de produits phytosanitaires sur des agriculteurs. Ceux ci souffrent principalement de troubles neurologiques (cancer au cerveau, parkinson ...), de lymphomes malins (cancers du sang, leucémies...) d'autres types de cancers, principalement les cancers de la vessie et de la prostate.
L'association s'est mise en place pour aider les victimes dans leurs démarches administratives mais aussi juridiques, les aider à monter leurs dossiers et les orienter vers des professionnels compétents pouvant les aider dans leur combat.
L'association ne se positionne pas contre l'utilisation de produits phytosanitaires mais pour une meilleure utilisation des produits, une meilleure protection des utilisateurs et de leur environnement. Elle accompagne aussi des agriculteurs vers un changement de pratique pour une agriculture alternative, voire biologique.
Elle dénonce les grandes firmes qui mettent en avant dans leurs discours la non dangerosité



des produits et qui poussent les utilisateurs vers des pratiques non respectueuses de l'homme et son environnement.
Association des Phyto-victimes, Guillaume Petit, Beauregard 16700 Bernac, contact@phyto-victimes.fr, tél : 06 48 86 78 79.

Notre-Dame-des-Landes

■ **Améliorer les liaisons par train !** L'actuel aéroport de Nantes accueille environ 40 000 mouvements d'avions par an, un chiffre stable depuis une quinzaine d'années. Le nombre de voyageurs est en hausse du fait de l'augmentation de la taille des avions. Environ la moitié des vols est à destination… de la France ! 8500 concernent même des vols de moins de 400 km ! Ces vols sont particulièrement absurdes : il faut sortir de la ville pour rejoindre l'aéroport, faire enregistrer ses bagages à l'avance et pareil à l'arrivée, soit un temps en plus de la durée du vol de 45 à 1h30 selon les vols (pour moins de 45 mn de vol). D'autres vols pourraient disparaître sur les autres destinations de l'hexagone… pour peu que soit modernisées certaines lignes de chemin de fer. La FNAUT, Fédération nationale des usagers des transports, estiment que si les projets de lignes TGV en projet actuellement sont maintenues, certaines destinations comme Limoges, Bordeaux, Paris, Lyon, n'auront plus d'intérêt par l'avion, en terme de durée. Ce sont environ 10 000 vols qui pourraient ainsi disparaître. Côté prix, le rééquilibrage entre l'avion, le train et la route, doit prendre en compte les impératifs environnementaux : si l'on taxait la pollution, le train deviendrait rapidement le mode de transport le moins cher. Reste à convaincre l'Etat et les régions de changer de politique. Ainsi, le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes n'en serait que plus absurde : l'actuel aéroport risquant même de se retrouver encore plus sur-dimensionné !



■ **Cyclopaysan de Lille à Notre-Dame-des-Landes.** Après une cyclo-foncier en Bretagne (avril 2010), une cyclo-enquêtes-terre dans le Nord-Pas-de-Calais (avril 2011), un troisième cyclo-paysan se déroulera cette année entre Lille et Notre-Dame-des-Landes en passant par l'Avesnois, Paris, Chartres, Laval, Angers et Nantes. Départ le 14 avril et arrivée le 28 avril. Outre les questions de l'accès à la terre, cette année s'intéressera à l'étalement urbain et aux luttes pour protéger les terres menacées par la bétonisation, ainsi que le droit au logement pour les paysans. Pour participer, *tél : 06 22 13 32 33 ou 03 20 56 22 01, www.cyclopaysannpdc.net, contact@cyclopaysannnpc.net.*

Les perdants du TGV



Selon une étude remise à la DATAR par la FNAUT, Fédération nationale des associations des usagers des transports, étudiant les évolutions du trafic en France, si le TGV a bien permis de concurrencer sérieusement l'avion au départ de Paris (-50 % par exemple entre Paris et Marseille), s'il a permis sur certaines destinations (Paris-Lille, Paris-Lorraine, Paris-Pays-de-Loire) de faire baisser le recours à la voiture, globalement, il a malheureusement aussi fait baisser le recours au train pour la desserte des villes moyennes (entre 20 000 et 100 000 habitants). La FNAUT pointe ainsi l'erreur des gares nouvelles construites en dehors des centres urbains, isolées du réseau classique. Elle montre aussi que le TGV a provoqué l'abandon de lignes classiques (Corail ou Lunéa) entraînant une baisse des liaisons entre villes moyennes. Ainsi 33 villes du sud-est qui disposaient d'une liaison directe avec Paris ne l'ont plus. De nombreuses liaisons entre villes moyennes ont disparu… car une partie de la clientèle de ces lignes est passée maintenant sur le TGV pour aller plus loin. Des lignes comme Nantes-Lyon ont été "asséchées" au profit de la ligne TGV passant par la banlieue parisienne, provoquant une baisse des liaisons entre les villes se situant sur la ligne la plus ancienne. Même cas avec Lille-Strasbourg. Sur la ligne Paris-Lyon, si Dijon s'en sort bien avec un trafic aujourd'hui égal à celui de 1980, de nombreuses villes situées sur le trajet ont perdu leur liaison avec Paris. Entre Lyon et Marseille, Vienne a perdu une part de son trafic. Les trains de nuit Lille-Nice et Paris-Béziers ont disparu. Entre Nantes et Paris, Chartres n'est plus relié qu'à Paris. La SNCF pousse à passer par Bordeaux pour rejoindre Toulouse, mettant en péril les liaisons vers Châteauroux, Limoges, Brive et Cahors. Il n'est plus possible de faire un aller-retour Limoges-Toulouse dans la journée. Les habitants de Bâle et Mulhouse sont maintenant incités à rejoindre Strasbourg pour aller à Paris, mettant en péril la ligne Paris-Bâle (au détriment de Troyes, Chaumont, Langres, Vesoul). Nancy a perdu des liaisons avec l'Alsace. Pour aller de Nantes à Bordeaux, le plus rapide proposé par la SNCF passe par Paris ! De même pour aller de Lyon à Bordeaux ! Les solutions : que les budgets d'investissement aillent d'abord à l'amélioration du réseau SNCF avant de vouloir faire de nouvelles lignes à grande vitesse. *FNAUT, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél : 01 43 35 02 83, www.fnaut.asso.fr.*



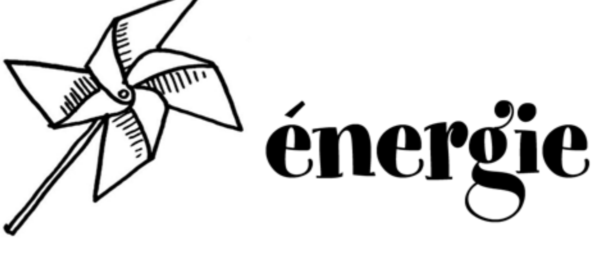
D.R.

▲ *Manifestation de juillet 2011*

Italie

Violente répression contre les No-Tav

Le 26 janvier 2012, quelques jours après l'entrée en vigueur du régime d'exception mis en place pour le chantier du tunnel du TGV Lyon-Turin (voir *Silence* de février 2012), la police a procédé à une quarantaine d'interpellations aussi bien dans la vallée de Suze qu'à Turin et dans d'autres villes (Milan, Trente, Palerme, Rome, Padoue, Gênes…). Les personnes étaient accusées d'avoir participé à l'attaque du chantier en juillet dernier (où une manifestante a trouvé la mort). 26 personnes ont été mises aux arrêts.
Le 28 janvier 2012, plus de 10 000 personnes ont manifesté à Turin leur solidarité (sous une pluie battante). Les manifestants ont dénoncé la militarisation du site, les lois d'exception… et les dégâts que ferait la réalisation de la ligne à grande vitesse.



énergie



D. R.

Cela se confirme ! En dehors des pays de l'Opep, ce qui représente 58 % des extractions et 23 % des réserves mondiales estimée, le déclin annuel de production est déjà amorcé avec pour le moment de l'ordre 1 à 2 millions de barils par jour (soit près de 5 % de baisse par an). Pour les pays de l'Opep (42 % de l'extraction, 77 % des réserves mondiales estimées), la situation est plus confuse. Certains estiment que la production peut encore monter, mais concrètement, cela ne se fait pas. Globalement, la production reste depuis 2005 autour de 82 millions de barils par jour. Les agrocarburants et le charbon liquéfié permettent pour le moment de fournir 6 millions de plus. Cela peut compenser un certain temps la baisse de production de pétrole conventionnel, mais la baisse est maintenant prévisible dans les années à venir.

Etats-Unis

■ **Décroissance électrique ?** La consommation électrique par habitant aux Etats-Unis est constante depuis de nombreuses années. La crise économique actuelle et les nouvelles technologies économes pourraient entraîner une baisse globale de la consommation. C'est ce qu'annoncent des prévisionnistes qui estiment que cela pourrait atteindre 15 à 20 % d'ici 2020. Un tel contexte permet d'envisager plus sereinement la lutte contre les gaz à effet de serre (fermeture de centrales thermiques) la sortie du nucléaire (pas besoin de remplacer la production des centrales qu'on arrête). Cela ne change pas grand chose par contre pour les questions liées à l'usage du pétrole, toujours très consommé dans ce pays.

■ **Les renouvelables devant le nucléaire.** Signe des temps, pour le premier semestre 2011, pour la première fois, la production électrique des énergies renouvelables (12,25 % du total) a dépassé celle du nucléaire (10,3%).

Des régies autonomes d'électricité

Alors qu'il en existait des milliers avant la deuxième guerre mondiale, la mise en place d'EDF en 1948 a visé à centraliser la production électrique. Mais le monopole n'a jamais été total. Certaines régies municipales ont résisté et existent toujours : à Grenoble (Isère), Strasbourg (Bas-Rhin), Montdidier (Somme)… Celle de Grenoble a investi principalement dans l'hydraulique ; celle de Montdidier a fait construire quatre éoliennes de 2 MW chacune en 2008 qui assurent maintenant la moitié de son approvisionnement électrique. Aujourd'hui, avec l'ouverture du marché, ces rares régies municipales devraient servir d'exemple pour redévelopper le service public de l'énergie…



D. R.

Baisse de la consommation électrique

Le réchauffement climatique a au moins un effet positif : un moindre recours en France au chauffage électrique. Alors que 2011 a été l'année la plus chaude jamais mesurée en France, la consommation électrique sur l'année a baissé de 6,6 % pour redescendre à 479 TWh, un niveau qui n'a plus été atteint depuis 2004. Cette baisse correspond à la production de cinq réacteurs nucléaires.



santé

Médicaments génériques en danger

Après les semences dont la vente libre est sans cesse menacée, c'est au tour des médicaments de faire l'objet d'un "accord commercial anticontrefaçon" (Acta). Cet accord négocié depuis 2006, fort discrètement au niveau de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), vise sous prétexte de lutte pour le droit de propriété à limiter au maximum le recours aux médicaments génériques. L'Union européenne s'apprêtait, fin 2011, à signer officiellement cet accord… sans qu'aucun débat démocratique n'ait eu lieu. Concrètement, l'accord prévoit qu'un médicament qui présenterait une "ressemblance" dénoncée par un laboratoire pourrait être interdit dans l'Union européenne pour "contrefaçon". Cette mesure vise directement des pays comme l'Inde qui ont décidé de passer outre les brevets sur certains médicaments au nom de la priorité sanitaire (en particulier pour les médicaments contre le virus du sida). Une nouvelle fois, la santé des actionnaires passe avant celle des peuples ! Un dossier complet sur ce sujet est disponible sur internet : *www.laquadrature.net/fr/ACTA.*

Electromagnétisme

Mauvaises ondes à la RATP

Suite au classement des radiofréquences comme possibles cancérogènes par l'OMS en 2012, le syndicat Sud demande à la RATP de respecter les normes européennes et demande une expertise indépendante, afin de mettre en place les mesures de prévention adaptées tant pour le personnel que pour les usagers. Or cette expertise est pour le moment refusée par l'entreprise. L'affaire est passée devant le tribunal de grande instance de Paris le 24 janvier 2012. (*Sud-RATP/Robins des Toits,* 23 janvier 2012).



Métro station

Notre-Dame-des-Champs… électromagnétiques ?





D. R.

Eolien

■ **100 000 éoliennes.** Selon les estimations de leurs promoteurs, nous aurions passé le cap des 100 000 éoliennes industrielles dans le monde (dont environ 1000 en France).

■ **Gigantisme industriel.** La tendance semble irréversible : plus une éolienne est grande, plus elle produit de l'électricité à bas prix. Mais les investissements augmentent de même et seules les grosses entreprises peuvent répondre à de tels défis financiers. Ainsi, concernant la construction de 1200 éoliennes dans la Manche, dont un appel d'offre a été lancé par le gouvernement pour 2015, ce sont principalement EDF, GDF, Areva, Vinci et Alstom, associés à Iberdrola (Espagne) et Siemens (Allemagne) qui ont répondu. Le projet qui prévoit l'implantation d'éoliennes de 200 m de haut au large de Saint-Brieuc, de Courseulles-sur-Mer, Fécamp et Dieppe ainsi que côté Atlantique, au large de Saint-Nazaire, doit produire au total l'électricité équivalente à trois réacteurs nucléaires d'ici 2015, de six réacteurs d'ici 2020.

■ **GDF-Suez : 1000 MW.** Le 4 janvier 2012, le directeur de GDF-Suez a inauguré une installation de 12 MW éolien à Guerville (Seine-Maritime), l'occasion d'annoncer que GDF-Suez dispose maintenant de 1000 MW éolien en France et vise les 2000 MW pour 2016.

Photopiles

■ **La Chine domine le photovoltaïque.** Les trois plus grosses compagnies américaines de production de photopiles ont déposé le bilan fin 2011, ne pouvant lutter contre les prix proposés par la Chine au niveau international. La Chine est en effet descendue à 1 dollar le watt-crète. Résultat : la Chine a déjà capté 90 % du marché mondial. En 2009, le prix à la sortie des usines d'un panneau d'un watt était en moyenne au niveau mondial de 2 $. En 2010, c'est descendu à 1,7 $. Début 2012, on en est à 1 $ soit 50 % de baisse en un peu plus de deux ans. Certains professionnels estiment que d'ici cinq ans, les centrales photovoltaïques "de grande taille" deviendront concurrentielles avec les énergies fossiles.

■ **En Allemagne aussi, la filière bât de l'aile !** Malgré la volonté politique du gouvernement, l'industrie photovoltaïque allemande ne résiste pas à la baisse des prix provoquée par les importations chinoises. En décembre 2011, Solon a déposé le bilan, avec 800 salariés qui se retrouvent au chômage. Fin janvier 2012, Q-Cells, numéro 1 en Allemagne (2400 salariés) a annoncé être en difficulté. D'autres entreprises plus petites ont aussi mis la clé sous la porte… ou ont été rachetées par des entreprises chinoises.

■ **Tout mettre sur les toits !** Le scénario Negawatt prévoit une couverture de nos besoins en énergie (après une sérieuse baisse de la consommation) à 100 % par les renouvelables… dont 20 % par le photovoltaïque. Dans le détail, le scénario précise que cela occuperait 5 % des toitures et 900 km² de surface au sol. Alors que nous commençons à manquer de terres agricoles, on peut se demander pourquoi envisager des centrales photoélectriques au sol… alors que l'on dispose encore de 95 % de toits disponibles !

Le pétrole bat des records de prix

En 2008, le pétrole avait atteint le prix record de 140 $. La crise qui a suivi a fait chuter ce prix sous les 50 $… avant qu'il ne remonte aujourd'hui à plus de 110 $. Seulement, entre temps, l'euro a beaucoup perdu de sa valeur par rapport au dollar et le 10 janvier 2012, le pétrole a battu son record de prix en euro : 88,9 €.

Hautes-Alpes

Visions divergentes

RTE, Réseau de transport d'électricité, a annoncé la restauration de la ligne 150 000 volts qui remonte la vallée de la Durance. Cette rénovation correspondrait à deux fois 225 000 volts.
La consommation dans le département des Hautes-Alpes ne progresse que très lentement, la nouvelle installation doit permettre d'atteindre des puissances de 800 MW contre 250 MW nécessaires actuellement.
L'association *Mountain wilderness* soupçonne que c'est en prévision du développement des canons à neige, lesquels provoqueraient une envolée de la consommation.
L'association *Avenir Haute-Durance* soupçonne, elle, plutôt la volonté de vouloir vendre du courant à l'Italie en poursuivant la ligne au-delà de Briançon. RTE réplique que c'est pour pouvoir supprimer la ligne de Maurienne entre Grenoble et Briançon, mais les associations font remarquer qu'en mettant deux lignes qui arrivent par le sud, on rend la situation plus fragile qu'avec une ligne provenant du nord et l'autre du sud.
RTE annonce également le projet d'électrification de la ligne de chemin de fer Marseille-Briançon et son prolongement possible par un tunnel sur le versant italien, la possibilité d'alimenter un futur réseau haut débit internet et la possibilité d'accueillir la production de futurs champs de photopiles ou de centrales microhydrauliques. Les associations demandent qu'avant de chercher à pouvoir transporter plus d'énergie, on cherche d'abord à économiser.
Avenir Haute-Durance, Le Villard, 05200 Puy-Saint-Eusèbe, www.avenirhautedurance.com.

Agrocarburants

Impacts négatifs

Un rapport de l'Ifpri, International Food Policy Research Institute, remis à la Commission européenne conclut que les agrocarburants ne sont pas un outil satisfaisant pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, du moins pour les mélanges utilisés actuellement.
L'importation d'huile végétale pour préparer le biodiesel a un effet très négatif puisqu'il se traduit par la destruction de forêts tropicales dans les pays de production de l'huile de palme. Le rapport demande une révision de la directive "Energies renouvelables" de 2008 qui présentait les agrocarburants comme favorables à la lutte contre le changement climatique. Pour le moment, c'est clairement le contraire.

Citoyens, un peu plus d'énergie !

En Allemagne, ce sont les collectivités qui sont motrices dans le développement des énergies renouvelables : 54 % de la production éolienne et 51 % de la production photoélectrique proviennent d'installations appartement à des collectivités. A ceci s'ajoutent les particuliers, surtout des agriculteurs qui détiennent 11 % de la production renouvelable (éolien, solaire et biomasse) et des coopératives sans but lucratif. Selon les professionnels du secteur, voir ainsi les citoyens s'emparer du sujet, c'est non seulement assurer le développement des énergies vers le 100 % renouvelables, mais c'est aussi favoriser une réflexion locale, à la portée de tous, et donc très favorable à la maîtrise locale de l'énergie.
En Belgique, de nombreux projets se développent aussi autour des collectivités ou des coopératives de citoyens. Début 2012, au moins huit fermes éoliennes étaient portées par des collectivités (et trois autres en projet pour un total de 40 communes impliquées) et onze autres projets portés par des coopératives de citoyens. Au total, sur 700 éoliennes prévues pour 2020, 11 % devraient être "sans but lucratif".
En France, la législation a mis de sérieux bâtons dans les roues des petits projets… et tout est fait pour maintenir le secteur dans le domaine des multinationales et éviter une remise en cause de la politique centralisatrice actuelle.
Elus et citoyens devraient rapidement s'emparer du problème si nous voulons avoir une chance de gérer la question énergétique par nous-mêmes.
(sources : *Word wind association* pour l'Allemagne, revue *Imagine*, janvier 2012, pour la Belgique)



nucléaire

Japon

Maison de la résistance



D.R.

Pour contrer un projet de centrale nucléaire, des opposantes ont refusé de vendre leur maison située sur les terrains prévus pour le chantier et l'ont équipée de capteurs solaires, éoliennes… tout comme la maison de la résistance de Bure. Aujourd'hui, la maison se trouve totalement enclavée dans les terrains de la compagnie électrique, mais les habitantes refusent de déménager. La compagnie électrique a engagé une procédure pour pouvoir faire sauter l'obligation légale de laisser une route d'accès à la maison. Un huissier a été envoyé pour comptabiliser les passages. Pour augmenter ces passages, une campagne internationale de lettres a été lancée afin que le facteur y vienne chaque jour. Vous pouvez envoyer vos encouragements à : *Asako House, aza-kookuto 396, Oma-machi, Shimokitagun, Aomori Pref. 039-4601, Japan.*

Coût du nucléaire

Selon le rapport de la Cour des Comptes, rendu public le 31 janvier 2012, il existe encore de nombreuses incertitudes concernant les coûts réels de la filière, la plus grande inconnue concernant l'arrêt et le démantèlement futur des réacteurs et la gestion dans la durée des stocks de déchets. La Cour des Comptes estime également qu'elle ne peut intégrer le coût des travaux demandé par l'ASN puisqu'EDF n'a pas encore fait de calculs précis pour ces travaux (estimés pour le moment à 10 milliards d'euros).
Le rapport chiffre les sommes engagées jusqu'à maintenant sont de 227,8 milliards d'euros dont 96 milliards pour les seules centrales nucléaires (le reste est pour la recherche, l'enrichissement du combustible…). Pour le moment, nous en serions donc à un prix de 1,5 milliard par MW installé… mais la Cour des Comptes relève que pour l'EPR, nous en sommes déjà à 3,7 ! Le nucléaire coûte en effet de plus en plus cher.
La Cour des Comptes ne se mouille pas. Elle aurait pu comparer avec le grand éolien : l'appel d'offres pour équiper la Manche représente l'équivalent de trois réacteurs nucléaires pour un coût estimé de 10 milliards… soit moins de trois milliards par MW. L'éolien offshore est déjà moins cher que le nucléaire d'aujourd'hui et son prix ne fait que descendre.

Indre

Stockage sur un ancien site militaire

Un ancien site militaire de Neuvy-Pailloux (34 km de Lignières) vient d'être reconverti en centre de stockage de déchets radioactifs. L'Association citoyenne contre le stockage radioactif à Neuvy-Pailloux conteste les conclusions de l'enquête publique qui ne tient pas compte de la présence de deux sites Natura 2000 et de deux Znieff à proximité de ce site. Le site est prévu pour stocker 3380 fûts de déchets contenant du radium et 2800 autres fûts contenant du tritium. *http://cbvr.over-blog.com.*

Vienne

Trop de tritium dans l'eau

Les 70 000 habitants de l'agglomération de Châtellerault ont-ils bu de l'eau radioactive ? Et pendant combien de temps ? Un prélèvement effectué le 13 janvier 2012 dans un puits de contrôle des eaux souterraines dans la nappe phréatique située sous la centrale nucléaire de Civaux a indiqué un taux de tritium trop élevé : 540 Bq/l (contre 8 bq/l en situation normale). Ce sont les antinucléaires locaux qui ont alerté sur le fait que la deuxième agglomération du département s'alimente en eau potable à partir de la Vienne, rivière directement reliée à cette nappe… EDF a identifié rapidement ensuite l'origine de la fuite (un bassin de rétention non étanche) et l'a stoppé en moins d'une semaine. EDF estime que la pollution n'est pas grave… alors que la Crii-Rad est intervenue pour rappeler que l'Union européenne a mis la limite de potabilité à 100 Bq/l (le Canada l'ayant fixée à 20).

La Hague



Mickaël Duval

Fermer l'usine de retraitement ?

Le retraitement (en fait le conditionnement sous différentes formes) des déchets radioactifs n'est pas une obligation et de nombreux pays ne le pratiquent pas. La France a choisi de faire une usine importante qui peut conditionner 1700 tonnes par an. Mais l'usine n'a jamais fonctionné à plein rendement : elle traite de fait entre 700 et 800 tonnes par an… et cela va fortement baisser dans les années à venir car les autres pays ont renoncé à la technique. L'Allemagne s'est arrêté en 2008 (5483 tonnes), le Japon en 1999 (2944 tonnes), la Suisse en 2008 (771 tonnes), la Belgique en 2001 (671 tonnes). Ne restent en cours que les Pays-Bas (326 tonnes) et l'Italie (190 tonnes). EDF demande depuis longtemps à stopper l'obligation légale qui lui est faite de payer pour cela. Si c'était acté (comme prévu dans le contrat entre le PS et EELV), l'usine pourrait cesser cette activité qui emploie certes 5000 personnes mais qui pollue autant que 1000 réacteurs nucléaires (hors incident).

> **Si l'on veut faire preuve de sagesse envers les générations futures, il faut sortir de l'atome en ayant comme objectif d'aller le plus vite possible (…) Il nous faut réfuter les raisonnements économiques ou les contraintes administratives qui amèneraient à ne pas prendre en compte cette urgence.**
>
> **Albert Jacquard, préface du livre "Nucléaire, idées reçues et scénarios de sortie", éd. Utopia, 2011.**

Bugey

Centre de stockage des déchets illégal

Suite au recours d'un horticulteur, le tribunal administratif de Lyon a annulé le 6 janvier 2012, le permis de construire de l'Iceda accordé en février 2010, un site de stockage des déchets en construction à proximité du site de la centrale nucléaire de Bugey (Ain), site destiné à recevoir les déchets faiblement radioactifs provenant du démantèlement futur des réacteurs nucléaires. Le chantier est suspendu… et EDF a fait une nouvelle demande de permis de construire.



Pays-Bas

800 prêtres pédophiles, au moins 34 000 victimes

A la suite de plusieurs plaintes, la justice néerlandaise a obligé l'Eglise catholique à ouvrir ses archives. Ceci a permis de découvrir que la question de la pédophilie agite les réunions entre évêques depuis au moins 1945. Les résultats des investigations, rendus publics le 17 décembre 2011, indique que les magistrats ont pu recenser 800 auteurs présumés d'abus sexuels (dont au moins 105 sont encore en vie) et de retrouver plus de 34 000 victimes. Les médias rappellent qu'une enquête similaire aux Etats-Unis avait permis en 2004 d'identifier 4400 prêtres pédophiles et 11 000 victimes pour la période 1950 à 2002. Etonnez-vous après cela que les églises se vident !

Racisme institutionnel

Le 10 janvier 2012, Claude Guéant a présenté son bilan 2011 : 32 292 expulsions d'étrangers sans papiers (un record), une baisse des titres de séjour de 3,6 % (182 500 contre 189 500 l'année précédente), une baisse des naturalisations de 30 %, une baisse de 1 % du statut de réfugié malgré une hausse des demandes… Un bilan qu'il estime très positif. Concernant le nombre d'expulsions, cela pourrait être trois fois plus important, mais les deux tiers des décisions de justice ne sont pas appliquées principalement parce que le pays d'origine refuse le retour de la personne. Le ministre, qui ne doute de rien, vise à augmenter encore ses chiffres en 2012. Que ne ferait-on pas pour essayer d'attirer l'électorat raciste du FN.

Le gâchis est dans la poubelle

Selon une étude réalisée au niveau européen, ce sont 90 millions de tonnes de nourriture qui partent chaque année dans les poubelles (dont 9 millions pour la France). Environ la moitié de ces aliments sont encore sains : ils proviennent de magasins d'alimentation, de restaurants, de particuliers.
On peut comparer cela aux 79 millions de citoyens qui ne mangent pas à leur faim en Europe (dont 16 millions qui ont recours à l'aide alimentaire). Cela fait en effet 3 kg de nourriture par jour et par personne qu'une société un peu moins individualiste pourrait redistribuer.
Le 19 janvier 2012, le Parlement européen a voté une résolution demandant de réduire de moitié d'ici 2025 ce gaspillage. L'idée de base est de mettre une double date de péremption : une qui indique la limite légale de vente, l'autre celle de consommation. D'autres idées sont à l'étude : prévoir la possibilité de défaire les emballages groupés, d'éduquer les enfants aux questions d'alimentation, d'améliorer les filières de collectes pour les banques alimentaires…



D.R.

Des jeunes en mauvaise santé…

Le 31 décembre 2011, Wissam El-Yamni, 30 ans, est interpellé pendant des échauffourées à Clermont-Ferrand. Il tombe dans le coma pendant son transfert au poste de police et meurt trois jours plus tard. Il aurait eu un malaise cardiaque au moment de son interpellation. Le 10 janvier 2012, un jeune homme de 25 ans est mort lors d'un contrôle policier dans un immeuble d'Aulnays-sous-Bois. Selon les conclusions de l'autopsie, il serait mort d'une crise cardiaque. Décidément, le cœur des jeunes de banlieue n'est pas très solide ! Dans le temps, on se contentait de tomber dans l'escalier du commissariat quand on en ressortait avec des traces de coups, maintenant, on meurt.

Occupation de Pôle Emploi

A la veille d'un nouveau "sommet social", le 17 janvier 2012, différents groupes (Agir contre le chômage, Stop précarité, CGT chômeurs, les Indignés…) ont lancé un appel pour occuper les agences de Pôle Emploi. Ils dénoncent les manipulations sur les chiffres du chômage et la politique de surveillance exercée contre les chômeurs. Les organisateurs ont revendiqué des occupations non-violentes dans 35 agences.

De la hausse des prix…

Officiellement, selon l'Insee, les prix ont augmenté de 2,1 % en France en 2011. Mais selon l'association Familles rurales, si l'on ne prend en compte que l'alimentation, cette hausse atteint 4,4 %. Comme les plus pauvres ont plus besoin de nourriture (dont le prix monte) que d'électronique (dont le prix baisse), ils sont plus pénalisés que les plus riches. L'enquête révèle pire : la hausse des prix des "premiers prix alimentaires" atteint 32 % ! Autant dire que les conséquences sociales pour les plus pauvres sont plus que rudes.

La justice est décidément plus qu'aveugle !

Deux jeunes de Poitiers ont été surpris, à 23h, le 28 décembre 2011, par une brigade de police en train de récupérer de la nourriture périmée jetée dans la poubelle d'un magasin d'alimentation. Ils sont inculpés pour "vol avec ruse" et "pénétration dans un local privé". Ils sont ensuite inculpés pour "refus de prélèvement d'ADN".
Ils passent au tribunal le 23 janvier 2012. Alors que le procureur reprend sans sourciller les accusations de la police et demande 8 mois de prison avec sursis et une amende. Interrogé sur les raisons de leur acte, ils ne répondent que par un mot : "manger". Leur avocate démonte ensuite l'accusation : la poubelle n'était pas dans un local privé, mais sur la rue, il n'y a donc ni vol ni pénétration dans un local privé : en terme de droit, la nourriture mise sur la voie publique n'a plus de propriétaire. Les deux jeunes sont alors relaxés… sauf pour le refus de prélèvement d'ADN où ils sont condamnés à 100 euros d'amende.
Interrogations : s'ils sont innocents, ils n'ont pas à avoir de prélèvements d'ADN donc c'est une erreur manifeste. Ils ont de plus subi 15 heures de garde à vue… et ne sont pas indemnisés pour cette accusation fantaisiste.

Fichage

La Cour européenne des droits de l'homme a rejeté le 20 janvier 2012 la requête des 34 faucheurs volontaires d'OGM qui contestaient leur condamnation à des amendes pour refus de subir un fichage ADN. Ils s'étaient vus proposer par le gouvernement français une indemnisation à l'amiable de l'ordre de 1500 € par personne et avaient refusé publiquement ce marchandage (voir *S!lence* n°297 p.34). La cour a estimé qu'ils ont ce faisant violé la confidentialité de la procédure. (*Reuters*, 20 janvier 2012)

Sabotages virtuels

C'était le 13e site internet le plus fréquenté au monde, avec 50 millions de visiteurs par jour. Non, ce n'est pas le site de *S!lence*, mais *megaupload*, un site de téléchargement gratuit de fichiers de texte, audio, vidéo,… Il a été fermé en janvier 2012 par le FBI, et ses patrons ont été arrêtés pour avoir violé les droits d'auteur et favorisé le piratage. Le collectif de hackers *Anonymous* a riposté par une série d'actes de sabotage de sites : ceux d'*Universal Music*, du FBI et du ministère de la justice américain ont été rendus indisponibles. En France, le site de l'Elysée a été éteint un moment suite aux félicitations envoyées par Sarkozy au gouvernement des USA, avant de se rallumer avec la mention "We are legion", la devise de *Anonymous*. A quand un sabotage de la bourse ?



De plus en plus de réfugiés climatiques

Le nombre de réfugiés climatiques augmente à grande vitesse : ils étaient 20 millions en 2008 (contre 4,6 millions pour des conflits violents), et 38 millions en 2010, l'année 2011 s'annonçant de même ampleur du fait des tsunamis et inondations en Asie. Mais les événements soudains et brutaux ne sont pas seuls responsables : une lente dégradation de l'environnement peut entraîner des déplacements, comme la fonte des glaciers himalayens ou la sécheresse au Darfour. La majorité de ces migrations sont internes aux pays, et sont subies, avec l'envie de revenir chez soi, contrairement aux migrations économiques. (*Le Monde*, 29 décembre 2011)


Mohammad Rakibul Hasan

La France a chaud !

Novembre 2011 a été le plus chaud jamais observé à Toulouse avec 12,8°C de moyenne, soit 4°C au-dessus des normales saisonnières. Globalement l'année 2011 est la plus chaude jamais observée en France avec une moyenne des températures sur l'ensemble du territoire supérieure de 1,5°C aux normales des années 1970-2000. Tous les mois ont été trop chaud, sauf le mois de juillet, sensiblement dans les normales. Au niveau mondial, l'année 2011 se classe dans les dix années les plus chaudes. Sachant que ces dix années sont toutes postérieures à 1995 ! En attendant l'année deux mille douce ?

Cela change plus vite que prévu

Les différents scénarios du Giec (Groupement inter-Etats sur le climat, qui regroupe plusieurs milliers de scientifiques dans le monde entier) revoient à chaque édition à la hausse la vitesse et l'ampleur du changement climatique. Les dernières données présentées lors du sommet de Durban, début décembre 2011, mettent l'accent sur l'accélération du phénomène. Pour ne pas dépasser une élévation moyenne du globe de 2°C d'ici 2050, il faudrait des plans ambitieux de la part des pays industrialisés pour qu'ils diminuent dans ce délai leurs émissions de gaz à effet de serre de 25 à 40 %. Pour le moment, nous n'en prenons pas le chemin…

Comment se déplace la végétation…

L'étude des variations de climat dans le temps nous fait connaître assez précisément ce qui va se passer dans le futur. Pour une hausse moyenne de 1°C, la végétation se déplace du sud vers le nord d'environ 180 km ou, en zone de relief, de 150 m vers le haut (idem pour la neige). Mais ce qui va changer, c'est la vitesse à laquelle la température monte : jusqu'à 100 fois plus vite que ce que l'on observe dans les temps géologiques. Dans ce contexte, on s'attend à ce que nombre de plantes n'arrivent pas à se déplacer assez vite (une forêt se déplace par semis de graines et repousse de nouveaux arbres) d'où des déséquilibres dans les écosystèmes dont les conséquences sont pour le moment difficilement imaginables.

nord/sud

Paris-Dakar

Encore des morts

Quand la crise sera vraiment réelle, on peut penser que disparaîtront les courses automobiles… En attendant, depuis 1979, le Paris-Dakar entasse les cadavres : au moins 54 dont 7 enfants. Cette année, un pilote moto argentin de 38 ans s'est tué dès la première étape.

Le commerce équitable sous contrôle… des publicitaires !

A partir du 1er mars 2012, l'utilisation du terme "commerce équitable" dans sa communication devra faire l'objet d'une vérification par l'ARPP, Autorité de régulation professionnelle de la publicité. L'ARPP s'appuiera sur les certifications existantes (Max Havelaar, Flo Cert, Ecocert Equitable) pour vérifier si la publicité est conforme. Premier problème : de nombreux organismes qui ont développé le commerce solidaire ne se reconnaissent pas dans les critères de Max Havelaar, Flo Cert ou Ecocert Equitable. Notamment des groupes qui existaient bien avant ces récents "labels", souvent les mêmes qui refusent d'être vendus en grandes surfaces.
Deuxième problème : l'ARPP est une association qui regroupe les publicitaires se présentant comme une association d'autodiscipline publicitaire.
En gros, le commerce équitable va être bientôt le monopole de quelques gros organismes et sera contrôlé par les publicitaires !
La dérive est totale. Evidemment, les producteurs du Sud n'ont pas grand chose à dire face à ces machines de guerre commerciales.

Accord PS-EELV

La fin de la Françafrique ?

Si l'accord parle clairement de la "fin de la Françafrique", qu'en serait-il en cas de victoire de la gauche aux élections présidentielles ? L'association *Survie* a réalisé une longue analyse sur le sujet. Le parlement devrait voir ses pouvoirs renforcés : "Les choix diplomatiques et militaires y seront effectivement débattus et décidés". Il y aura un "contrôle parlementaire des services de renseignement [et] l'encadrement des sociétés privées de sécurité". Le renforcement de l'indépendance des magistrats pourrait permettre de débloquer de nombreuses procédures juridiques actuellement ralenties (assassinat du juge Borrel, plainte contre l'armée française sur son rôle au moment du génocide rwandais, affaires des "biens mal acquis" [achat en France de biens par des dictateurs africains]. Une loi renforcerait l'indépendance des médias. Cela pourrait-il aller jusqu'à remettre en cause l'influence des principaux marchands d'armes en ce domaine ? Une "lutte acharnée contre les paradis fiscaux" pourrait peut-être freiner les financements obscurs. Dénonçant le discours de Dakar de Nicolas Sarkozy, le nouveau gouvernement ferait "du renforcement des liens avec l'Afrique une priorité" en particulier dans les domaines "de la sécurité alimentaire, du changement climatique, de l'accès à l'eau, de la transition énergétique, des migrations, de la défense des libertés et des droits". C'est beau, certes, mais est-ce que cela sera plus appliqué que sous l'ère Mitterrand ? L'accord ne remet pas en cause l'existence de l'Organisation mondiale de la Francophonie, laquelle a validé de nombreuses élections truquées, et un soutien aux militaires français présents en Afrique. Ces militaires ne seraient pas rapatriés, car ils seraient utiles pour lutter contre le terrorisme ! L'aide devrait monter jusqu'à 1 % du PIB… ce qui n'engage en rien tant que l'on ne vérifie pas à quoi sert cette aide (laquelle actuellement sert surtout à financer les entreprises françaises en Afrique). Les pratiques commerciales actuelles ne sont pas abordées… alors qu'elles sont à la base de nombreux dysfonctionnements. On peut être inquiets sur la possibilité de changements réels quand on voit Ségolène Royal, le 25 novembre 2011, apporter son soutien à Blaise Compaoré, dictateur à la tête du Burkina Faso.

L'égalité hommes-femmes à S!lence

En 2011, au conseil d'administration de *S!lence*, nous avons 8 femmes pour 4 hommes depuis juin 2011. Il y a 5 salariés internes + un maquettiste externe : 3 hommes et 3 femmes. Au comité de rédaction, on a 3 hommes et 3 femmes. Au comité image, on a 2 hommes et 3 femmes. Donc, globalement, on a donc un équilibre assez réussi, voire même une légère prépondérance des femmes.
Mais comment cela se traduit-il dans la revue ?
En couverture, on a pu voir 15 femmes (37 %) pour 26 hommes (63 %). Les auteurs de ces couvertures sont 6 hommes (75 %) pour 2 femmes (35 %)
En dernière page, on a pu voir 15 hommes (42 %) et 21 femmes (58 %). Les auteurs de cette page sont 5 hommes (42 %) et 7 femmes (58 %)
Au niveau du **courrier des lecteurs**, il y a 51 hommes (69 %) qui ont écrit 14,2 pages (71%) et 23 femmes (31 %) qui ont écrit 5,8 pages (29 %).
Pour les **livres**, on a 223 auteurs (69 %) pour 100 auteures (31 %). 9 hommes (60 %) et 6 femmes (40 %) se retrouvent comme auteurs dans le livre du mois.
Enfin, 102 **articles** (70 %) ont été signés par des hommes et 44 par des femmes (30 %).
A part la **dernière page**, on a donc toujours une prédominance des hommes.
Concernant la **couverture** et les **dernières pages**, il s'agit directement de la responsabilité de l'association.
Concernant le **courrier des lecteurs**, nous avons globalement autant de lecteurs que de lectrices, mais les différentes enquêtes nous ont montré que l'un et l'une ne prennent pas la plume avec la même facilité. Lors des enquêtes lecteurs, nous avons en général deux tiers de réponses masculines… sensiblement ce que l'on retrouve ici. En plus, les hommes écrivent plus longuement. Aux lectrices de prendre plus la parole et à nous de leur accorder plus d'attention.
Concernant les **livres**, c'est plus complexe : nous recevons naturellement une bonne partie des livres sans les demander ; nous en demandons également. Une source d'inégalité évidente est liée aux BD où les auteurs hommes sont très majoritaires. Et globalement parce que les auteurs sont plus nombreux que les auteures. Cela est un peu corrigé au niveau du "livre du mois".
Au niveau des **articles**, une des causes est le fait que les deux responsables de la rédaction sont deux hommes et que ce sont eux qui signent le plus d'articles. Rien qu'avec les deux hors-séries faits par Michel Bernard, cela fait déjà une vingtaine d'articles (soit 14 %).

Australie

Le troisième sexe

Le gouvernement australien a modifié la loi concernant les cartes d'identité dans le pays. Il est désormais possible de ne plus indiquer son sexe dans la case prévue à cet effet.

Prix Artemesia

Le prix Artemesia de la BD féminine a été remis le 9 janvier, date anniversaire de la naissance de Simone de Beauvoir, à Claire Braud, 29 ans, pour son ouvrage *Mambo* publié à l'Association. Dans cet ouvrage plein d'humour, l'héroïne règle ses problèmes à coup de poêle à frire, les hommes ont des prénoms féminins, et son animal domestique est un tigre. De quoi modifier les habituels rapports hommes-femmes.
Dix autres ouvrages ont été nominés : dix autres albums nominés : *Ida n°2* (Chloé Cruchaudet, Delcourt), *Fables nautiques* (Marine Blandin, Delcourt), *Sous l'entonnoir* (Natacha Sicaud et Sibylline, Delcourt), *Canopée* (Karine Bernadou, Atrabile), *Les Sauvages* (Lucie Lomova, Actes Sud/L'An 2), *Vers la sortie* (Joyce Farmer, Actes Sud/L'An 2), *La Putain P jette le gant* (Anke Feuchtenberger & Katrin de Vries, FRMK), *Tu mourras moins bête n°1* (Marion Montaigne, Ankama), *L'Homme en pièces* (Marion Fayolle, Michel Lagarde) et *Comment comprendre Israël en 60 jours (ou moins)* (Sarah Gliden, Steinkis).

MAMBO — CLAIRE BRAUD — L'Association



le féminisme… au masculin

Y a-t-il de l'eau dans l'évier ?

Avez-vous fait l'expérience du couteau plongé dans l'eau dont la partie immergée paraît courbée alors qu'elle est droite ? C'est un peu la même chose qui se passe dans les rapports sociaux de genre, notre perception est voilée par des habitudes qui nous empêchent de voir adéquatement la réalité des inégalités dont nous profitons au quotidien.


D. R.

C'est une italienne, Elena Gianini Belotti, qui met la puce à l'oreille de ses lecteurs/trices, en enquêtant dans les années 70 dans des crèches. Elle y découvre que les éducateurs/trices passent un temps sensiblement plus important à s'occuper des petits garçons que des petites filles, sans s'en rendre compte, bien sûr. Alors qu'elle en avertit les éducateurs/trices et leur demande de poursuivre leur travail, ceux-ci font alors un effort conscient pour passer plus de temps avec les filles… mais au final, ils continuent à passer plus de temps à s'occuper des garçons, alors que subjectivement ils croient l'inverse ! Il en va souvent ainsi des inégalités genrées, nous y sommes tellement habitués que nous ne les voyons plus. Elles nous sont devenues aussi évidentes que l'air que nous respirons.

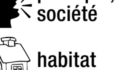
J'ai voulu en faire l'expérience dans une autre dimension de ma vie quotidienne. Une amie de passage m'en donnait l'occasion en soutenant un soir que le nombre de femmes dans l'espace public la nuit était beaucoup moins important que celui des hommes. Jusque-là, la différence quantitative entre hommes et femmes dans le métro la nuit ne m'avait jamais vraiment frappé. Durant plus de 6 mois, je me mis donc à compter la proportion d'hommes et de femmes adultes qui étaient dans le métro entre 22h30 et 00h30 à l'arrêt où je descendais. En tout, sur les 45 soirs où je fis cette comptabilité, à trois reprises seulement il y eut plus de femmes que d'hommes, à quatre reprises il y eut autant de femmes que d'hommes…et donc à 38 reprises (donc 85% des cas) il y eut plus d'hommes que de femmes. Dans un cas sur deux, il y avait une femme sur cinq ou moins (jusqu'à une sur 11). Et en faisant la moyenne totale de ces 45 dates on arrive à la proportion de 27,6% de femmes dans mon métro le soir, soit plus de 72 % d'hommes en moyenne. Le plus sidérant là-dedans est sans doute que je ne m'en étais pas rendu compte clairement auparavant !

Pour sortir de cette distorsion de la perception qui nous débilite, nous les hommes, je vous propose donc de tenter l'exercice dans n'importe quel aspect de la vie courante en mixité. Notre subjectivité n'étant pas suffisante en elle-même pour nous informer des situations d'inégalité genrée dont nous bénéficions au quotidien, une bonne manière de revenir à une perception plus objective de la réalité est de faire des exercices de décompte. On se fait vite prendre au jeu. Moi qui ai l'impression de faire la lessive ou la vaisselle égalitairement dans mon ménage par exemple, et si je m'amusais à compter les lessives ou les vaisselles pendant quelques mois ? Sortir du déni en matière d'oppression et d'inégalité genrées est un préalable indispensable à l'action.

Léo Sauvage




agenda

 santé  politique, société  fêtes, foires, salons  éducation  vélo  S!lence

dans la rue · habitat · nord / sud · Bio bio formation · décroissance

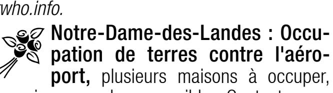
femmes · paix · énergies · environnement · films, spectacle, culture

Alsace : Ecotidienne
- **Phyto-épuration,** l'assainissement naturel, 2 mars
- Fabriquer ses produits d'entretien ménagers, 7 mars
- Fabriquer ses cosmétiques naturels, 10 mars à Scherwiller
- Les clés de l'habitat écologique, 16 mars à Haguenau
- Vannerie paysagère, 17 mars
- Enduits décoratifs à la chaux, 19 mars
- Fabriquer ses produits d'entretien ménager, 31 mars à Hambach

Programme détaillé : *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Tous les jours

Genève : 5e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*



Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. Contact : *reclaimthezad@riseup*. Informations : *www.reclaimthefields.org* ou *http://zad.nadir.org.* Chèques de soutien à l'ordre des *Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet.*

1 mars

Lyon : Libérons l'énergie ! du 1er au 3 mars, place Bellecour, convergence citoyenne pour s'informer et échanger sur les questions énergétiques, stands associatifs, dans le cadre d'un tour de France sur la transition énergétique en douze étapes. Programme détaillé : *www.convergenceenergetique.org.*

Haute-Loire : un projet agricole à plusieurs ? 1er et 2 mars à Brioude, "Organisation et gestion des relations humaines : une approche par le théâtre-forum" pour approfondir la dimension humaine d'un projet collectif. Avec B. Bourgarel. Organisé par Accueil Paysan Auvergne, Cant'Adear, Crefad Auvergne et dASA. Inscription obligatoire auprès de *Evelyne, Crefad Auvergne, 04 73 31 50 45, secretariat@crefadauvergne.org.*

Paris 18e : Festival au féminin, du 1er au 17 mars, au Lavoir moderne parisien. Festival pluridisciplinaire en hommage à la création artistique féminine : performances théâtrales, chorégraphiques et musicales, expositions, projections de films, débats et rencontres. Expo photo : Elles changent l'Inde. *Lavoir moderne parisien, 35, rue Léon, 75018 Paris, tél. : 01 42 52 09 14, www.rueleon.net.*

Limoges : l'eau, un bien commun, 1er mars à la Maison des droits de l'homme, 37, rue Frédéric-Mistral, formation proposée par *Attac-Haute-Vienne, attac87@attac.org, tél. : 05 55 35 81 24.*

2 mars

Vélorution : à **Chambéry**, à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

3 mars



Vélorution : à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch, à **Rouen**, à 14h , parvis de la Cathédrale ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : *http://velorution.org.*

Nancy : La coopération ou comment construire ensemble, 3 et 4 mars, au Centre culturel du Placieux, 16, boulevard Cattenoz à Villers-lès-Nancy. La coopération est souvent en référence dans les discours, mais peu mise en pratique. Ce stage a pour objectifs de la rendre accessible en permettant de découvrir des méthodes d'animation coopératives, de les expérimenter afin d'en ressentir les effets sur soi et sur le groupe, d'analyser les mécanismes de fonctionnement du groupe et les ressentis de chacun. La formation utilisera des outils coopératifs et se déroulera dans un cadre d'apprentissage ludique et sécurisé. Intervenant : Denys Crolotte de l'Ifman Lorraine. *Man Nancy, 22, rue Mozart, 54600 Villers-lès-Nancy, tél. : 03 83 40 13 44, www.nonviolence.fr.*

6 mars

Paris 5e : , 6 mars à 20 h, au cinéma La Clef, 34, rue Daubenton, film d'Anastasia Lapsui et Markku Lehmuskallio (Finlande, 1997) suivi d'un débat sur les peuples indigènes en Sibérie avec *Survival, 18, rue Ernest-et-Henri-Rousselle, 75013 Paris, tél. : 01 42 41 47 62, www.survivalfrance.org.*

Rhône : , 6 mars à 20h30, salle Jean-Carmet à Mornant, projection du film suivi d'une rencontre avec Christiane et Pierre Burguière, acteurs des événements de l'époque. *Cinéma Jean-Carmet, boulevard du Pilat, 69440 Mornant.*

Paris 2e : le procès des biens mal acquis, 6 mars à 18h30, mairie du 2e arrondissement, salle des mariages, 8, rue de la Banque (M° Bourse). Débat avec Mathieu Deor de Survie et un représentant du Syndicat de la magistrature, précédé d'une pièce de théâtre interactive de Lionel Girard, avec la participation virtuelle de nombreux dictateurs africains. Après le débat, c'est le public qui donnera la sentence. *www.leprocesdesbma.fr et www.survie-paris.org.*

7 mars

Paris 18e : mais qu'est-ce qu'elles veulent encore ? 7 mars à 18h30, à la Cigale, 120, boulevard de Rochechouard (M° Pigalle), 45 associations féministes organisent une soirée d'interpellation des candidats : présentation des inégalités hommes/femmes actuelles, chansons, films… exposition d'affiches. *http://ellesprennentlaparole.blogspot.com.*

Hautes-Alpes : chauffe-eau, chauffage solaire, 7 au 9 mars à Embrun, études des masques solaires, montage et mise en service d'un Cesi, Chauffe-eau solaire intégré, en thermosiphon, montage et mise en service d'un Cesi en circulation forcée (régulation du commerce et automate programmable industriel), études et calcul des installations solaires des stagiaires.… *Le Gabion, domaine de Pont-Neuf, route de Saint-André, 05000 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

Paris 3e : Laissez-nous juste le temps de vous détruire, du 7 au 25 mars à la Maison de la poésie, pièce de théâtre d'Emmanuelle Pireyre, mise en scène par Myriam Marzouki, du mercredi au samedi à 20h, le dimanche à 16h. Aujourd'hui, nos priorités ne peuvent plus seulement aller à la déco, au yoga, aux barbecues entre amis et autres petits questionnements personnels, nous devons aussi faire face aux questions de l'eau potable, de la radioactivité… avec des solutions qui sont du côté du compost, de la pompe à chaleur et de la phytoépuration. *Mais comment faire ? Maison de la poésie, passage Molière, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél. : 01 44 54 53 00, www.maisondelapoesieparis.com, M°Rambuteau.*

8 mars

Caen, réunion sur la transition, 8 mars et chaque 2e jeudi du mois, 20h, au *café le Niouzz, 15, boulevard Leroy, 14000 Caen.* Réunion du groupe "Caen en transition". Contact : *caenentransition@gmail.com, http://fr.wiserearth.org/group/caenentransition.*

9 mars

Gard : sortir de l'industrialisme, 9, 10 et 11 mars à Saint-Jean-du-Gard, formation-séminaire organisé par l'association des objecteurs de croissance. Comment relocaliser des activités économiques, reconvertir des secteurs industriels, définir une transition vers le bien-vivre. *www.les-oc.info.*

10 mars



Ariège : vannerie sauvage et paysanne, 10 et 11 mars, Montbel, techniques de bases à partir de vos cueillettes, avec Sabine animatrice pour *L'Ortie, Lasserre du Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 69 60 37, lortie.asso.fr.*

Ardèche : cueillette de printemps, 10 et 11 mars, à proximité du village du Vieil Audon, découverte des plantes de la garrigue. Association *Le Mat, Viel Audon, 07120 Balazuc, tél. : 04 75 37 73 80, www.levielaudon.org.*

Trièves en transition, 10 mars à partir de 17h, assemblée générale, présentation du travail des groupes de travail et mise en place du projet 2012. *http://trieves.transitionfrance.com, trieves.transition@orange.fr.*

11 mars

Lyon-Avignon : Chaîne humaine dans la vallée du Rhône, 11 mars tout au long du Rhône, pour demander la sortie du nucléaire en France. Il faut 200 000 personnes pour y arriver ! Des chaînes locales ont été organisées dans toute la région pendant l'été. Des cars sont organisés de toute la France. Plus : *tél. : 07 77 20 27 71, www.chainehumaine.org.*

Suisse : marche antinucléaire, 11 mars, à l'occasion de l'anniversaire de l'accident de Fukushima, une marche est organisée en direction de la centrale de Mühleberg pour demander son arrêt immédiat. *www.sortirdunucleaire.ch.*

Bordeaux : chaîne humaine antinucléaire, 11 mars, sur le quai Richelieu, à 14h30 devant la maison écocitoyenne (près du Pont de Pierre). Pique-nique dès 13h. Renseignements : *http://tchernoblaye.free.fr.*

Paris 3e : Laissez-nous juste le temps de vous détruire, 11 mars à 17h30 à la Maison de la poésie, débat "comment faire du théâtre à partir des questions de l'écologie ?" avec Myriam Marzouji, Claude Guerre, Frédéric Ferrer, animé par Jade Lindgaard, journaliste à Médiapart. *Maison de la poésie, passage Molière, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél. : 01 44 54 53 00, www.maisondelapoesieparis.com, M°Rambuteau.*

12 mars

Besançon : film-débat avec le groupe local de, 12 mars à 20h, au café Marulaz, place Marulaz, puis chaque mois, le 2e lundi. Ce mois-ci, film sur Silence *"Le bruit des uns, le Silence des autres"*, d'Anne-Laurence Mazenc (26 mn, 2009). Groupe local de *S!lence, Martine Lionnet, La Croix-de-Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19.*

13 mars

Jura : , on cause, 13 mars (et 2e mardi de chaque mois) de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue *Silence* du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local". Contact : *delatour.dominique@wanadoo.fr, tél. : 06 82 16 08 87.*

Limoges : Avenir radieux, une fission française, 13 mars. Deuxième volet d'une trilogie de Nicolas Lambert consacrée à l'a-démocratie française du point de vue de ses grandes sources de richesse : pétrole, nucléaire, armement. Il met en scène et joue ici avec pédagogie et humour la confiscation du débat sur le nucléaire en France, à partir des faits réels. A 20h30 au *centre culturel Jean-Gagnant, 7, avenue Jean-Gagnant, 87000 Limoges.*

Essonne : repas-citoyen, 13 mars à 20h30 à la salle Georges-Brassens, 35, avenue de la Terrasse, à Juvisy-sur-Orge, débat autour d'un sujet d'actualité choisi par les participants. Chacun apporte un plat. *Attac-Comité Val d'Orge, http://local.attac.org/attac9.*

15 mars

Lyon : expédition de. 15 et 16 mars. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Haute-Vienne : Avenir radieux, une fission française, 15 mars. Deuxième volet d'une trilogie de Nicolas Lambert consacrée à l'a-démocratie française du point de vue de ses grandes sources de richesse : pétrole, nucléaire, armement. Il met en

Paris : semaine anticoloniale, jusqu'au 17 mars. Mercredi 29 février : colloque "Les résistances françaises à la guerre d'Algérie", au Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (15e). Jeudi 1er mars : soirée *L'autre écran* organisé par l'association *Toiles étoiles* sur le thème du néocolonialisme, à l'Espace Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan (2e). Vendredi 2 mars à 18h30, même lieu, conférence *Areva en Afrique* avec *Survie* et le collectif *Areva ne fera pas la loi au Niger*. Samedi 3 mars de 14h à 19h, même lieu, colloque *Laïcité, de la situation coloniale à la situation postcoloniale*. Lundi 5 mars, à 19h : conférence *Prostitution et colonialisme* avec Christelle Taraud, à la salle des Mariages, 8, rue de la Banque (2e) ; en soirée, projection du film *Le chemin noir* au Cinéma La Clef (5e). Jeudi 8 mars, 18h, salle Jean Dame (2e), conférence-débat *Les femmes dans les mouvements d'émancipation des peuples*. Vendredi 9 mars, 2e assemblée des peuples sans Etat, au Centre culturel kurde, 16, rue d'Enghien (10e). Samedi 17 mars, à 14h30, marche solidaire des peuples en lutte en clôture de la semaine. Programme détaillé : *www.anticolonial.net.*

Si vous désirez présenter *S!lence* lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

agenda

scène et joue ici avec pédagogie et humour la confiscation du débat sur le nucléaire en France, à partir des faits réels. A 20h30 à *La Mégisserie, 14, avenue Léontine-Vignerie, 87200 Saint-Junien. Billetterie : 05 55 02 87 98.*

Clermont-Ferrand : Libérons l'énergie ! du 15 au 17 mars, convergence citoyenne pour s'informer et échanger sur les questions énergétiques, stands associatifs, dans le cadre d'un tour de France sur la transition énergétique en douze étapes. Programme détaillé : *www.convergenceenergetique.org.*

Haute-Loire : un projet agricole à plusieurs ? 15 et 16 mars à Retournac, "Organisation et gestion des relations humaines : méthode et outils" pour limiter les prises de pouvoir non désirées et permettre un fonctionnement efficace et respectueux de chacun-e dans un projet collectif. Outils proposés : communication non-violente, sociocratie, consensus… Avec Hélène Gaudon. Organisé par Accueil Paysan Auvergne, Cant'Adear, Crefad Auvergne et dAsa. Inscription obligatoire auprès de *Evelyne, Crefad Auvergne, 04 73 31 50 45, secretariat@crefadauvergne.org.*

Lille : interpellation des candidats, 15 mars de 19h à 21h au Gymnase, place Sébastopol, soirée-débat avec les représentants des candidats aux élections présidentielles et législatives sur les questions de l'environnement et de l'économie sociale et solidaire. *MRES, Maison régionale environnement et solidarité, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 52 12 02, http://mres-asso.org.*

Paris 14e : la transition énergétique, ça s'explique ! 15 mars à 20h30, au Moulin à café, 9, place de la Garenne, 8, rue Saint-Léonie (M°Pernety), comment changer de modèle énergétique et renoncer au nucléaire et aux énergies fossiles. Animé par le groupe local de Greenpeace. *http://paris.greenpeace.fr.*

16 mars

Paris 1er : Cercle de silence, 16 mars de 18h30 à 19h30 (et chaque 3e vendredi du mois), place du Palais-Royal (M° Palais-Royal), devant le Conseil constitutionnel, pour protester contre les lois, décrets, circulaires pris contre les étrangers. *www.educationsansfrontieres.org.*

Paris 20e : , 16 mars à 19H, au local de la CNT (M°Avron ou Buzenval), film sur la lutte pour l'égalité des droits en Irlande du Nord. *CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, www.cnt-f.org.*

Haute-Vienne : Avenir radieux, une fission française, 16 mars. Deuxième volet d'une trilogie de Nicolas Lambert consacrée à l'a-démocratie française du point de vue de ses grandes sources de richesse : pétrole, nucléaire, armement. Il met en scène et joue ici avec pédagogie et humour la confiscation du débat sur le nucléaire en France, à partir des faits réels. A 20h30 à la *salle des fêtes de Saint-Brice-Sur-Vienne, 87200 Saint-Brice.*

Aveyron : Harcèlement moral, que faire et comment, en tant que victime ou témoin ? 16 et 17 mars. Que l'on s'estime victime ou que l'on soit témoin de harcèlement moral, dans un cadre professionnel, quels sont les mécanismes, comment sortir de l'impuissance, comment réagir, quelles précautions prendre, etc. ? Echanges à partir des expériences de chacun-e, dans un climat de confiance et de confidentialité. Avec Habib Samrakandi et Hervé Ott. Inscriptions avant le 1er mars, informations à *IECCC, Potensac, 12100 Millau, tel. : 05 65 61 33 26, www.ieccc.org.*

17 mars

Rhône : stage d'autodéfense pour femmes, 17-18 mars 2012. Stages ayant pour but de faire baisser et de prévenir la violence, (re)prendre conscience de sa force, renforcer la confiance en soi, faire face à divers types d'agressions : verbales, physiques, sexuelles, psychologiques ; à travers des discussions, des mises en pratique et des techniques adaptées pour toutes (physiques et verbales). *Autodéfense et autonomie, 22-23, quai Saint-Vincent, 69001 Lyon. autodefensedesfemmes@gmail.com, www.autodefenselyon.lautre.net.*

Rhône : Initiation à la résolution non-violente des conflits, 17 mars, à Vénissieux. Formation construite à partir des questions et des situations amenées par les stagiaires. Alternance d'exercices, de réflexions et d'apports théoriques. *Ifman-Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 09 71 33 35 48, www.ifman.fr.*

Lyon : transformons nos territoires, 17 et 18 mars, à la maison des associations, 28 rue Denfert-Rochereau, Lyon 4e. Et si l'on devenait tous candidats pour les élections présidentielles et législatives de 2012 ? Le *Mouvement Colibri*, fondé avec Pierre Rabhi, propose d'élaborer un programme citoyen en organisant des forums ouverts. Contact : *forumouverttntlyon@gmail.com, tél. : 06 84 92 81 53 (Béatrice).*

Drôme : jardiner en bio-dynamie, 17 et 18 mars à la Ferme de Baume-Rousse (près de Crest), stage de formation pour les particuliers. *Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

18 mars

Rhône : foire au miel et aux produits biologiques, 18 mars de 9h à 19h, salle Pierre-de-Coubertin, à Chazay-d'Azergues, 23e foire avec des stands de Nature et Progrès, Partage tiers-monde, Artisans du Monde, MAN… Restauration bio à midi. Conférences-débats : la bio trop cher, vérité ou désinformation ? (9h45), la spiruline, intérêt et bienfaits (10h30), les systèmes participatifs de garantis dans la bio (11h), le frelon asiatique (14h). *Altern'Info, André Abeillon, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél. : 04 78 43 02 19, alterninfo@libertysurf.fr.*

19 mars

Rodez : la place des émotions dans les conflits, 19-22 mars. Stage animé par Jean-Jacques Samuel et Hervé Ott. Renseignements et inscription avant le 27 février à *IECCC, Potensac, 12100 Millau. ieccc@wanadoo.fr, www.ieccc.org.*

Haute-Loire : un projet agricole à plusieurs ? 19 et 20 mars à Brioude, "Réaliser ses prévisionnels financiers". Parce que chiffrer son projet permet de l'envisager de façon plus concrète, oblige à aborder de nombreux aspects du projet et est une manière concrète d'avancer dans la projection du projet.. Pour se donner des repères par rapport à ses objectifs économiques. Pour maîtriser son projet et la relation avec les partenaires financiers. Avec C. Servadio. Organisé par *Accueil Paysan Auvergne, Cant'Adear, Crefad Auvergne et dAsa. Inscription obligatoire auprès de Evelyne, Crefad Auvergne, 04 73 31 50 45, secretariat@crefadauvergne.org.*

Tours : prendre le pouvoir, est-ce féminin ? 19 mars, au 16 Congrès, 27, boulevard Heurteloup (angle place de la Gare), débat et grignotage, *Café des femmes, http://cafedesfemmes.over-blog.fr.*

20 mars

Tours : procès des déboulonneurs, 20 mars, à 14h, au tribunal de police (place Jean-Jaurès). Plusieurs déboulonneurs passent en procès pour avoir, en public, écrit des slogans antipublicitaires sur un panneau déroulant consommateur d'énergie et faisant la promotion de produits dangereux pour la santé. Soutien financier : *Trop c'est trop, 22, rue Emile-Zola, 37000 Tours, deboulonneurs.tours@gmail.com.*

Partout : semaine sans pesticides, 20 au 30 mars, 7e édition. Programme détaillé : *www.semaine-sans-pesticides.com ou tél. : 01 45 79 07 59.*

Paris 15e : sortir du nucléaire, comment ? 20 mars, au Foyer de Grenelle, 17, rue de l'Acre (M° La Motte-Picquet), soirée-débat avec Benjamin Dessus, président de l'association Global Chance. *Attac 15e, http://www.local.attac.org/paris15.*

22 mars

Lille : Libérons l'énergie ! du 22 au 24 mars, convergence citoyenne pour s'informer et échanger sur les questions énergétiques, stands associatifs, dans le cadre d'un tour de France sur la transition énergétique en douze étapes. Programme détaillé : *www.convergenceenergetique.org.*

Puy-de-Dôme : un projet agricole à plusieurs ? 22 et 23 mars et 29 et 30 mars à Clermont-Ferrand, "Communiquer sur son projet". Pour faire connaître sa ferme, ses pratiques agricoles, les produits et services proposés. Apprendre à utiliser les outils informatiques et se donner une méthode pour réaliser une plaquette, un tract, une ébauche de site internet... Avec S. Mevrel et E. Le Capitaine. Organisé par *Accueil Paysan Auvergne, Cant'Adear, Crefad Auvergne et dAsa. Inscription obligatoire auprès de Evelyne, Crefad Auvergne, 04 73 31 50 45, secretariat@crefadauvergne.org.*

23 mars

Yonne : Avenir radieux, une fission française, 23 et 24 mars. Deuxième volet d'une trilogie de Nicolas Lambert consacrée à l'a-démocratie française du point de vue de ses grandes sources de richesse : pétrole, nucléaire, armement. Il met en scène et joue ici avec pédagogie et humour la confiscation du débat sur le nucléaire en France, à partir des faits réels. A 19h au *théâtre, 54, rue Joubert, 89000 Auxerre. Billetterie : 03 86 72 24 24.*

24 mars

Lyon : 'éducation' authentique, 24-25 mars, réunion annuelle du CREA (Cercle de réflexion pour une 'éducation' authentique), pour comprendre les méfaits cachés de toute éducation et tenter de les atténuer. Ouverte à tous. *Clara, 06 22 10 70 00, villar.clara@yahoo.fr, education-autentique.org.*

Ille-et-Vilaine : jardiner en biodynamie, 24 et 25 mars à Baulon stage de formation pour les particuliers. *Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

Lot-et-Garonne : jardiner en biodynamie, 24 et 25 mars à la ferme du Béqui, stage de formation pour les particuliers. *Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

Roubaix : connaître et semer des légumes anciens, 24 mars de 9h30 à 11h30, au *Jardin Chlorophylle, 315, Grande rue. Renseignements : tél. : 03 20 83 26 17.*

Limoges : fête de l'amitié entre les peuples, 24 et 25 mars, de 17h à minuit, au Parc des expositions de la Bastide. *MRAP 87, 28, rue des Papillons, 87100 Limoges, http://mrap87.blog4ever.com.*

2 mars

Bruxelles : radioactivité et santé, 2 mars au Parlement national, colloque (en français, néerlandais et allemand) qui opposera des scientifiques officiels et d'autres critiques sur la question controversée des risques des faibles doses. Interventions de Paul Lannoye, Marc Molitor, Annie Thébaud-Mony, Inge Schmitze-Feuerhake, Luc Michel, Marie Cors, Michel Sonck, Roland Desbordes, Martine Dardenne… Programme : *Grappe-Belgique, 26, rue Basse-Marcelle, 5000 Namur, tél. : 081 23 09 69, www.grappebelgique.be.*

Lyon : 4 heures pour comprendre la dette publique, 24 mars à partir de 10h, Bourse du travail et place Guichard (M° Place Guichard), tables-rondes, animations, stands associatifs. Organisé par un collectif comprenant *Act-Up, Agir contre le chômage, Amis de la Terre, Attac, le collectif national pour les droits des femmes, CGT, Emmaüs, FSU, Ligue des droits de l'Homme, Utopia, Sud, Solidaires… contact : andre.martin69@orange.fr.*

25 mars

Lille : vélo tour des jardins communautaires et des fenêtres qui parlent, 25 mars, 10h, départ au jardin des Drôles d'Waz"eaux, 12, rue de l'Hôpital Saint-Roch (Wazemmes), visite du jardin Comme une Aut'Terre, du jardin des Retrouvailles, du jardin des Maguettes (piquenique), du Bizardin, du Jardin du Poteau Rose, du Jardin au Fil du temps, du Zen Jardin, du jardin de l'Ejappe est belle, prolongation par les visites exposant des fenêtres qui parlent. *www.ajonc.org, tél. : 03 28 550 330, ajonc@free.fr.*

28 mars

Barcelone : rencontres sur la décroissance, 28 au 30 mars, à l'Université autonome. Thèmes : contradiction entre la croissance économique et les impératifs d'une société soutenable ; comment avoir des logements agréables, autonomes… tout en évitant l'étalement urbain ; la décroissance face à la crise économique… Colloque de chercheurs, en anglais. Pour en savoir plus : *housing@scp-responder.eu, www.scp-responder.eu.*

29 mars

Rennes : Libérons l'énergie ! du 29 au 31 mars, convergence citoyenne pour s'informer et échanger sur les questions énergétiques, stands associatifs, dans le cadre d'un tour de France sur la transition énergétique en douze étapes. Programme détaillé : *www.convergenceenergetique.org.*

Nantes : installations à Notre-Dame-des-Landes, 24 mars, une manifestation sur le site est organisée ce samedi avec chantier collectif à la fin pour favoriser l'installation du maximum de personnes dans les maisons encore présentes. Il s'agit de soutenir les paysans locataires du Conseil général qui ont vu leurs baux stoppés après les jugements des procès de Nantes et Saint-Nazaire de la fin 2011. Certains exploitants voient leur bail cesser à partir du 15 janvier, d'autres ont jusqu'à un an de délai. En cas d'expulsion d'un paysan, des opérations de réinstallation auront lieu systématiquement à 11h, le 4e samedi qui suivrait l'expulsion. Pour plus d'infos guettez *zad.nadir.org et www.reclaimthefields.org/fr.*



Loire : réagir à l'agressivité, 29 et 30 mars, à Saint-Etienne. Formation construite à partir des questions et des situations amenées par les stagiaires. Alternance d'exercices, de réflexions et d'apports théoriques. *Ifman-Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 09 71 33 35 48, www.ifman.fr.*

Yvelines : Avenir radieux, une fission française, 30 et 31 mars. Deuxième volet d'une trilogie de Nicolas Lambert consacrée à l'a-démocratie française du point de vue de ses grandes sources de richesse : pétrole, nucléaire, armement. Il met en scène et joue ici avec pédagogie et humour la confiscation du débat sur le nucléaire en France, à partir des faits réels. A 21h au *théâtre Simone-Signoret, 12, place Auguste-Romagné, 78700 Conflans-Sainte-Honorine. Billetterie : 01 34 90 90 90.*

Isère : le conflit comme opportunité de transformation, 30 mars au 1er avril. Souvent associés à la souffrance et à la violence, les conflits sont pourtant des parties essentielles de notre vie relationnelle et sont facteurs de changement. Thème de la session : la dimension personnelle et interpersonnelle. Premier module d'une formation qui se poursuit du 8 au 10 juin (la dimension structurelle) puis du 26 au 28 octobre (dimension culturelle). Avec Jorge Ochoa de l'Arche. *Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.*



Hauts-de-Seine : Festival Cinéma Ecologie, 31 mars au 5 avril au théâtre du lycée Michelet à Vanves. Projections libres, gratuites et suivies d'un débat. Samedi 31 mars à 20h30 : *LoveMEATender* de Manu Coeman et Yvan Beck (2011). Débat sur la place de la viande dans nos assiettes avec le réalisateur ou l'auteur. Mardi 3 avril à 20h30 : *Water Makes Money* de Leslie Franke, Herdolor Lorenz (2010). Débat sur la gestion de l'eau avec Anne Le Strat, élue à la mairie de Paris, adjointe en charge de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des canaux. Mercredi 4 avril à 20h30 : *Déchets, le cauchemar du nucléaire* de Éric Guéret et Laure Noualhat (2009). Débat avec le réalisateur Éric Guéret. Jeudi 5 avril à 20h30 : *La Casa à la Rue* de Daniel Coche et Simone Fluhr (2006). Débat avec Thérèse Locoh, directrice de recherche retraitée à l'institut national d'études démographiques, auteur de "Migrations et discriminations". Organisé par les associations *La Ruche de Vanves et l'Amap Le Panier vanvéen, http://laruchedevanves.over-blog.com/ ou tel 01 41 08 01 16.*

Moselle : clowns activistes, 31 mars et 1er avril, stage de formation pour devenir clown activiste. Repas sous forme d'auberge espagnole et hébergement gratuit à la Maison de la résistance de Bure. Inscriptions auprès de *Julie : foolizz@yahoo.fr.*



Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** les dates de clôture sont indiquées page 3, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agir ensemble

■ A vélo pour le vivant est un projet de voyage cycliste qui partira de France en avril pour rejoindre en octobre 2012 la marche des sans terre en Inde. Cette marche non-violente doit durer 30 jours et se terminer avec 100 000 marcheurs. Le choix d'un voyage cycliste entend aussi protester contre la sportivisation de ce moyen de déplacement. Pour aider à ce projet, vous pouvez "acheter" des kilomètres de parcours, sachant que la moitié de la somme sera affectée au voyage, l'autre moitié à l'organisation de la marche en Inde. Vous pouvez en savoir plus en allant sur notre blog : *http://velovivant.eklablog.com.*

■ **Areva en Inde.** Pour réaliser un documentaire sur les pratiques d'Areva en Inde (projet de six réacteurs EPR prévu dans une zone séismique, forte opposition locale), je cherche un financement solidaire (6600 euros pour un mois de tournage sur place). Le documentaire devrait être diffusable avant la fin de la campagne des élections. Pour participer à l'enquête, voir : *www.michapatault.com.*

■ JH 32 ans, maçon spécialisé en pierre sèches, échangerait son savoir-faire contre gîte et couvert. Réparation et remontage de terrasses avec tous types de pierre, cabanes et création de terrasses possible si pierres disponibles. Intérêt particulier pour les projets à vocation agricole. Disponible à partir de septembre 2012. Contact : *route67@no-log.org.*

■ **Eure.** Actuellement installé en héliciculture, apiculture, cueillette bio avec transformation et vente directe, je souhaite ajouter des activités afin d'aller vers une agriculture familiale et la permaculture. J'apporte également mon énergie à l'association Studio D (art, artisanat, agriculture, alternative collective). Le Marais Vernier est un lieu pittoresque et protégé qui mérite une dynamique alternative. Je recherche un associé pour m'aider sur les activités actuelles et en développer d'autres comme paysan-boulanger… ou toutes autres de vos propositions. Suis à votre disposition pour d'autres informations. *Yves Joignant, 27680 Le Marais Vernier, tél. : 09 81 96 38 08, yvesjoignant@hotmail.com, www.escargotier.canalblog.com.*

■ **Haute-Loire.** En vue de la préparation d'uns semaine thématique sur le jardin, prévue du 28 mai au 3 juin prochain, les structures d'éducation populaire hébergées à la Pardige, à Brioude, cherchent des contacts locaux et des intervenants potentiels pour présenter des thèmes variés comme écologie et jardinage, autonomie, création d'un jardin, développement des jardins en milieu urbain, jardins partagés… Merci de prendre contact avec *Camille Robin, dASA, 53, rue de la Pardige, 43100 Brioude, tél. : 04 71 74 97 81, camille.pardige@gmail.com.*

■ **Seine-Maritime.** De mars à octobre 2012, autoconstruction de trois maisons paille. Fondations romaines, paille semi-porteuse, dalle chaux, enduits… Bienvenue aux personnes souhaitant expérimenter ces techniques tout en nous offrant un coup de main et partager ce chantier dans la bonne humeur. Nous fournissons la nourriture et un espace aménagé agréable pour tente ou véhicule. Accessible en train (ligne Rouen-Dieppe). Contact : *Sandra, tél : 06 33 67 70 79, Antonin, watonin@hotmail.com).*

Vivre ensemble

■ **Grand Lyon.** L'association Chamarel (Coopérative habitants maison résidence est lyonnais) va créer un habitat coopératif pour personnes vieillissantes. Nous construirons un petit immeuble à Vaulx-en-Velin, dans le quartier du village. Il comprendra 15 logements de 40 à 80 m² pour 20 à 25 personnes et sera adaptable au handicap. La mutualisation des espaces et des services, les choix architecturaux et techniques permettront de réduire l'empreinte écologique. Réalisation 2015-2017. La gestion collective et la volonté d'ouverture sur le quartier permettront de rester actifs et acteurs le plus longtemps possible. Pour s'informer, pour rejoindre le groupe : *michele.tortonese@wanadoo.fr.*

■ **Lyon, les Choux lents.** Actuellement une dizaine de foyers sont déjà unis par une volonté de vivre en habitat groupé. Des négociations sont en cours pour acheter une grande bâtisse de 1000 m² habitables à Saint-Just (5e) avec un jardin de 3700 m² (potagers, verger, arbres très anciens). Cette demeure est à 10 mn à pied de Perrache. Des négociations financières sont en cours pour acheter le lieu dès ce mois de mars 2012. Nous cherchons d'autres personnes intéressées… ce qui permettrait de diminuer au maximum le recours à des emprunts bancaires. Vous pouvez découvrir l'ensemble du projet sur le site *http://leschouxlents.potager.org.*

■ **Coloc en Médoc.** Retraitées solo actives, prêtes à co-louer à l'année maison+jardin entre campagne et océan, rencontrons-nous, organisons-nous, amusons-nous. Simplicité volontaire et mutualisation des moyens; laïcité et engagement de bienveillance, alimentation propre et santé naturelle, autonomie financière et maturité affective = un autre monde. Ça vous dit ? On y va ! Contact : *marie.fle@free.fr.*

■ **Seine-et-Marne.** Nous avons un projet d'habitat groupé à Chevry-Cossigny. Nous souhaitons ensemble créer des espaces privatifs d'habitat et partager des espaces communs dans un esprit de solidarité et de simplicité. Certains d'entre nous souhaitent autoconstruire partiellement. Notre projet est en cours d'élaboration et aurait besoin d'une diversité de participants en âge et en composition familiale. Cela vous intéresse ? Contactez-nous : *ecossigny@free.fr.*

■ **Centre Finistère, Monts d'Arrée.** Création d'un lieu de vie en *Transition*. Nous sommes un groupe de personnes très varié, inspirées par les valeurs de simplicité volontaire, d'écologie, d'autonomie et de partage en réseau *Colibris* avec *Terre et humanisme* (de Pierre Rabhi). Nous souhaitons élargir notre groupe constitué depuis deux ans et cherchons participants de tous âges, dons, prêts ou autres contributions, afin de créer un habitat groupé et des activités (agricoles, artisanales, artistiques et d'accueil) sous forme de SCI + association collégiale (à déterminer). Contact : *06 83 25 36 47.*

■ **Morbihan.** Recherche personnes sérieuses et motivées pour la création d'un écolieu autour des valeurs de la nature, du voyage et de l'humain. Dans la fibre des "oasis en tous lieux" de Pierre Rabhi. Tous les détails sur *oazis.over-blog.com.*

■ **Oise.** Projet d'habitat groupé intergénérationnel sur un site rural de 5000 m², proche de Beauvais. Cherchons d'autres personnes pour développer et faire vivre ce lieu. *ecologie@laposte.fr, tél. : 06 11 52 55 87.*

Rencontres

■ **Réf. 399.01.** Homme, 41 ans, alternatif, bénévole en Amap, et acteur de la culture gallèse évolutive (incapacité professionnelle), je cherche une compagne sans enfant à charge ni projet important, pour partager, dans une relation sincère, mon grand T2-HLM, sur une commune appelée "cité-jardin" près de Rennes. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Lille et environ.** Jeune femme de soixante ans, encore en activité, aimerait rencontrer monsieur partageant philosophie *S!lence* , pour sorties, balades à vélo, discussions, etc. Fumeur, accro à l'Iphone ou à l'alcool s'abstenir. *catmartin@neuf.fr.*

Emploi

■ **Dordogne.** Le tri-cycle enchanté, ressourcerie basée en Dordogne, recherche un(e) collaborateur/rice ayant de sérieuses compétences en menuiserie pour développer son activité de fabrication de toilettes sèches, composteurs, entretenir le parc de toilettes sèches en location et participer à l'activité de la ressourcerie. *Le tri-cycle enchanté, Grand Rue, 24310 Bourdeilles, tél. : 05 53 03 73 04, le-tri-cycle-enchante@no-log.org www.tri-cycle.org.*

Recherche

■ Cherche caravane roulante, essieux et châssis en bon état, même vide ou intérieur à refaire, minimum 6 mètres, maximum 500 €. Cherche aussi petit poêle à bois pour la chauffer, maximum 200 €. Echange possible contre services. Région Sud-est, sud-ouest. *Tél. : Zélie, 09 67 03 43 46 après 19h ou zelikoptere@hotmail.com.*

■ Le groupe local de *Silence* à Besançon manque cruellement de DVD pour ses soirées films/débats. Si vous en avez d'intéressants, tous sujets, prêtez-les nous, nous remboursons les frais de port. *Tél. le soir : 03 84 78 01 19.*

Divers

■ Donne environ 80 numéros de *S!lence* (les plus récents). *Patrick, tél. : 06 12 60 98 46.*

■ **Perdu AAA.** Forte récompense à celui ou celle qui peut le retrouver avant le 22 avril 2012. Me le renvoyer, avant mon renvoi, à : *Nicolas S. Palais de l'Elysée, 55, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.*



D. R.

Le Galoupio

Au Vigan, dans le Gard, Le Galoupio est un *repère populaire* en autofinancement, générateur de vie et de lien social. Il vous attend placette de la Transition.

Le Galoupio est géré par une association entièrement autofinancée : les animations et repas paient les frais de fonctionnement (charges, alimentation). Des bénévoles y font les activités qui les intéressent, soit pour eux, pour les enfants, soit en venant partager leur cuisine.

Ce lieu sans alcool a été créé en 2000, initialement pour favoriser les rencontres entre les familles et des personnes qui ont des problèmes d'alcool. Au fil des années, c'est devenu un lieu où manger bio, sain et à prix accessible. Aujourd'hui, il ouvre le samedi, jour de marché, le mardi et le jeudi pour une cantine alternative.

Repère populaire

C'est un lieu pour que les petits, les grands puissent se retrouver, échanger, s'amuser ensemble. Un lieu où l'important est le côté humain, pas l'argent. Beaucoup de familles qui habitent dans les montagnes s'y retrouvent. En partageant les repas, des projets d'entraide ou de chantiers solidaires se mettent en place. Des photos témoignent de ce qui a déjà été réalisé collectivement. On y parle de vivre autrement, de manière plus paisible, plus saine et sans exploiter notre mère la Terre.

Les derniers mercredis du mois, un atelier d'échanges de savoirs sur la couture a lieu. Chacun-e peut venir se faire un vêtement de A à Z, même si il-elle n'a jamais appris à coudre.

Les derniers vendredis du mois, ont lieu les *Auberges de la Parole*. Chacun vient avec quelque chose à partager : un écrit, une ritournelle, une anecdote, une chanson, un article de presse, un coup de gueule, ou pour écouter. On met son nom dans un chapeau et on tire au sort l'ordre de passage. On y vit des veillées populaires comme on n'en voit plus.

Il y a aussi un espace pour les enfants, des instruments de musiques, des petites annonces, une zone de dons, des panneaux pour les échanges culturels et les infos... En ce moment, on peut lire la BD de Paul sur un jardin en permaculture, voir une présentation de la révolution islandaise, découvrir un article sur la Moon-Cup (méthode écologique et pratique pour les lunes des femmes), prendre des nouvelles du collectif de soutien à la famille de Colombi, une famille rom menacée d'expulsion… Pour la semaine culturelle sur les Gens du Voyage, des conteurs Roms sont venus conter leur histoire aux enfants, puis nous avons peint des roulottes, caravanes, tipis miniatures.

Chaque semaine, le panneau des dessins des enfants est actualisé avec ferveur. Un "décompteur des possibles" permet de suivre chaque mois où on en est au niveau du remboursement des charges, pour que chacun puisse se responsabiliser.

L'été le Galoupio sort sa petite terrasse accompagnée souvent de beaux instants musicaux ouverts à tous.

Enfin, le Galoupio accueille les rendez-vous du groupe Transition et du collectif contre l'exploitation du gaz de schiste.

On se retrouve dans le jardin

Grâce au don d'un terrain le Galoupio a aussi son jardin. Cela permet de mettre en pratique et d'échanger les savoirs-faire autour du jardinage. Elise a planté des trucs que je ne sais plus comment ça s'appelle et que je n'avais jamais vus. On y trouve en ce moment des poireaux, les fraises de Maria, des groseilliers, un pêcher collectif, et un poirier. D'autres idées sont les bienvenues.

Article rédigé par **Mélité** *(11 ans), aidé par* **Uto**, *dans le cadre de son journal,* La Vie Différemment, *été 2011.* ■

■ Le Galoupio, maison de pays, place Triaire, BP 21001, 30123 Le Vigan cedex, rdevolution@no-log.org



D. R.



D. R.

Les Ekovores

Une équipe de designers nantais a réfléchi à des outils pour mettre en place un système circulaire, local, résilient, pour alimenter la ville. De quoi stimuler notre imaginaire…



D. R.

⮝ *Éoliennes*



D. R.

⮝ *Jardins flottants*



D. R.

⮝ *Serre-tunnel du bord de Loire*



D. R.

⮝ *Récupérateur d'eau de pluie*



D. R.

⮝ *Remorque AMAP*

⮝ *Conserverie de quartier*



D. R.

⮝ *Composteurs : placé dans les parcs publics, les composteurs permettent de récupérer les déchets végétaux. Ceux-ci peuvent être compostés sur place. Le compost peut servir directement pour les espaces publics ou être remporté aux maraîchages en périurbain. Le collecteur d'eaux pluviales placé au-dessus permet de maintenir constant le taux d'humidité.*



D. R.

⮝ *Barges de marché : ces embarcations permettent le transport depuis les zones maraîchères périurbaines jusqu'au centre de la ville où elles sont conçues pour s'attacher les unes aux autres, permettant de faire une zone de marché flottante.*



D. R.

⮝ *Ruches urbaines : les abeilles sont indispensables à la pollinisation de nombreuses plantes. Elles ont donc toute leur place dans une ville re-verdie et produisent en plus un miel de qualité du fait de la présence d'une multitude d'espèces fleuries… en attendant des modes de déplacement doux qui n'émettront pas de gaz d'échappement. Ces ruches sont gérées par des urbapiculteurs.*

Reprenant les réflexions en cours dans le monde des groupes de transition, les designers Victor Massip et Laurent Lebot de l'agence *Faltazi* ont animé un travail d'équipe pour penser une économie alimentaire plus résiliente. Cela les a conduits à revoir la conception d'objets et de procédés afin de donner envie au plus grand nombre de rejoindre le mouvement pour la relocalisation de notre alimentation.

Ils ont ainsi pensé à des modes urbains de production agricole : serres maraîchères, ruchers et poulaillers urbains pour augmenter la production locale, mais aussi remorques pour AMAP, bateaux flottants et péniches de marchés pour apporter la nourriture dans la ville, et enfin, dans l'autre sens, mise en place de composteurs, de toilettes sèches pour récupérer la matière organique. Le tout étant complété par d'autres idées comme des "fermes d'urgence"(*), la récupération des eaux de pluie ou encore des conserveries urbaines pour stocker en été des fruits et légumes pour l'hiver.

La première série d'images présente un échantillon de leurs projets.

La deuxième série d'images présente quelques nouveaux métiers qui devraient accompagner la mise en forme de telles pratiques. Vous pouvez en imaginer d'autres !

Si vous désirez en savoir plus, un document d'une quarantaine de pages est téléchargeable sur leur site internet.

Francis Vergier ■

(*) La conversion d'une grande ferme en plusieurs exploitations maraîchères nécessite de multiplier les bâtiments pour le logement et le travail des nouveaux maraîchers.

■ Les Ekovores, Faltazi,
19, rue Sanlecque, 44000 Nantes,
tél. : 02 40 89 27 88,
www.faltazi.com.



D. R.

Perrine, 26 ans, maître conserve : *gérants et artisans des conserveries publiques, les Maîtres-conserves accueillent et assistent les citoyens et les agriculteurs dans la confection de produits transformés.*



D. R.

Arthur, 19 ans, planteur activiste. *Avec d'autres militants, ils convertissent chaque parcelle de terre urbaine en potager public ou fleurissent les façades des bâtiments.*



D. R.

Laurent, 40 ans, éleveur d'insectes auxiliaires. *Il met au monde des insectes pollinisateurs de culture nettement plus efficaces que les pesticides et incontestablement sans risques.*



D. R.

Romain, 24 ans, élagueur de haies. *Parcourant les rues, il taille et broie des végétaux. Il propose pour votre potager du bois raméal fragmenté qui formera un paillage utile à sa fertilité.*



D. R.

Claudine, 55 ans, docteur végétal. *Agronome diplômée, savante connaisseuse de phytorecettes, elle met à disposition son savoir et ses médications au service des apprentis-jardiniers.*



D. R.

Solène, 23 ans, ambassadrice du tri. *Elle a pour mission d'éveiller les consciences aux pratiques locales durables.*



D. R.

Urbapiculteur



D. R.

Collecteur carbone



D. R.

Dealeur de produits exotiques



D. R.

Locadouanier

Le cirque comme pratique féministe



Le *Cirque des femmes* de Melbourne est une expérience qui permet à des femmes de (re)trouver confiance en elles dans un espace collectif, créatif et féministe, un espace où dans un travail sur et avec leur corps les femmes peuvent se sentir plus fortes et mieux dans celui-ci. Parce qu'*"on a toutes des oppressions liées au corps"*, explique Rachel, qui est allée rencontrer le cirque. En France également, des initiatives se développent.

Atelier avec un groupe d'adolescentes, 2010.

Les photos qui illustrent ce texte sont issues de l'exposition réalisée par Rachel Sayre sur le *Cirque des femmes* de Melbourne, dans le cadre de l'association *Cirque de femmes en tout genre.*

Le *Cirque des femmes* naît à Melbourne, Australie, en 1991. Il se présente comme une école pour amatrices. Donna Jackson, militante dans des associations pour le droit des femmes et possédant une pratique théâtrale, en est l'une des initiatrices. Le cirque s'adresse au départ à des femmes qui ont été victimes d'agressions sexuelles, dans l'idée qu'il est possible de passer par le rapport au corps pour mettre en place des changements positifs dans leur vie. Progressivement, il s'ouvre à des femmes de plus de quarante ans et issues de familles immigrées, puis à toutes les femmes.

Parallèlement, en journée, sont organisés des ateliers tournés vers l'extérieur, en lien avec des collèges ou lycées (non-mixtes en Australie), des hôpitaux psychiatriques, des hôpitaux de jour pour des jeunes filles ayant des troubles du comportement alimentaire, ou encore des femmes en prison.

Un cirque "entre femmes"

L'originalité du cirque des femmes est sa non-mixité : ce sont uniquement des femmes qui construisent le spectacle, ce sont elles également qui prennent en charge tous les domaines de l'organisation : la création musicale, la technique (sons et lumière, installation, gestion du matériel)…

Dans chaque spectacle il y a entre 80 et 100 femmes qui participent. Le résultat est dynamique, foisonnant. Chaque année, un thème différent est réfléchi collectivement : "Femmes et travail" *(women and work),* "Femmes et sport" *(women and sport),* la colonisation de l'Australie *(Soles of our feet)* les violences sexuelles *(Secrets).*

L'équilibre économique du *Cirque des femmes* est assuré par les subventions qui financent les ateliers qui ont lieu avec des institutions extérieures, et par les cours du soir qui sont payants et les entrées des spectacles. La structure comprend quatre salariées, dont une directrice artistique qui finalise la chorégraphie.

Un autre rapport au corps

Le cirque aide à reconstruire un rapport positif à son corps et à celui des autres, une confiance en soi. L'entraînement comporte notamment des exercices de confiance dans le contact avec l'autre. Une attention particulière est apportée à ce que les participantes veulent et ne veulent pas. Il s'agit de respecter les limites de chacune. Il y a toujours la possibilité de dire "Non".

Beaucoup de participantes ne se revendiquent pas forcément féministes, néanmoins, par sa proposition et sa démarche, le cirque des femmes est un initiative féministe. Les femmes développement leur confiance en elles, leur force et leurs capacités. *"Je leur parle toujours de leurs droits et de leurs responsabilités vis-à-vis d'elles-mêmes",* explique Donna Jackson.

Cependant le spectacle de fin d'année ne se veut pas didactique. Présenté à un public mixte, il propose une image non-stéréotypée du corps des femmes pour contredire la construction genrée très forte dans nos sociétés et qui perdure aussi dans le milieu du spectacle.

De l'Australie à la France

Rachel Sayre a travaillé dans des associations qui accompagnent les femmes victimes de violences, dans la région toulousaine. C'est en 2007 qu'elle voit le film *Partition pour voix de femmes* sur la marche des femmes de 2000 et qui présente cinq initiatives, dont le *Cirque des femmes* de Melbourne. Elle pratique le cirque en amateur et avait déjà participé à des ateliers d'autodéfense dans le cadre d'un centre d'hébergement pour

femmes. Elle avait beaucoup aimé alors *"ce qui se joue dans ces temps collectif entre femmes, de travail sur et avec son corps"*.

Elle part en 2010-2011 en Australie pour rejoindre le *Cirque des femmes,* où elle participe à des ateliers, s'initie à l'encadrement des cours. A son retour en France, elle réalise une exposition de photographies qui est présentée dans divers lieux culturels et associatifs. L'association toulousaine *Cirque de femmes en tout genre* est créée à la mi-2011. Elle a pour projet d'organiser en juillet 2012 une tournée de 10 femmes du cirque de Melbourne à travers la France et de continuer à faire connaître le projet. Des femmes accompagnées par les associations de défense de droits des femmes, et / ou travaillant sur les questions de genre participeront à des ateliers d'initiation au cirque, expliquent Rachel et Mélanie.(1)

Féministes en cirque

D'autres initiatives autour du cirque existent plus près de nous. C'est le cas de *Féministes en cirque (Fe-C),* dans la Loire. Cette initiative naît suite à la rencontre avec *Tentabulle,* collectif féministe monté à Berlin dans les années 2000, qui se réunit une semaine par an autour du 8 mars dans différentes villes d'Europe autour des arts du cirque.

Le projet de *Féministes en cirque* est un peu différent en ce qu'il insiste sur le cadre de la "mixité choisie". Il faut entendre par là qu'il est ouvert aux "meufs, gouines, trans", comme elles disent familièrement, ce qui élargit la participation à un public plus varié. Des rencontres autogérées d'une semaine ont lieu pour la première fois en avril 2011 avec une vingtaine de participantes et le projet est de les reconduire chaque année. Le stage est autofinancé par les participantes. Les rencontres 2012 sont prévues pendant dix jours en juin, dans un cadre agréable à la campagne, une représentation est envisagée à la fin de la session(2).

En amont, les participantes proposent les ateliers selon leurs habiletés et envies : agrès, voix, clown, écriture, cordes…, ainsi que d'autres formes d'entraînement collectif : aïkido, préparation physique… La plupart ont déjà un contact avec les arts du cirque, la danse ou le théâtre. La dimension féministe est là aussi bien présente : le travail sur le corps est l'occasion de discussion sur le rapport à celui-ci, on peut *"découvrir d'autres usages de son corps, voir comment notre corps s'est construit dans notre parcours… et parfois dépasser certaines choses",* explique Lole, une des organisatrices.

"Les moments les plus forts sont ceux où je crois que je peux tout essayer, tout faire. Si seulement je vivais l'ensemble de ma vie de la même façon que j'appréhende le cirque, toutes mes peurs s'en iraient", témoigne une participante au Cirque des femmes de Melbourne.

"Restreindre son corps ou au contraire l'étendre, l'amplifier" ? questionne Colette Guillaumin(3). Ici la réponse est claire : les arts du cirque sont réappropriés dans les pratiques féministes comme un outil d'émancipation transgressif, joyeux et puissant.

Guillaume Gamblin ■

Viv Mehes



Spectacle Women and work, directrice artistique : Donna Jackson, 1992

Viv Mehes



Entrainement, 1995

(1) Association Cirque de femmes en tout genre, Lieu dit Moncuquet, 47600 Lasserre. http://cftg.wordpress.com. *Cirque des femmes* de Melbourne : womenscircus.org.au. On peut voir un documentaire stimulant sur le *Cirque des femmes* de Melbourne et *Cirque de femmes* en tout genre sur la télévision en ligne teledebout.org.

(2) Féministes en cirque, inscriptions avant le 15 mars pour les rencontres de 2012 à : La Fe.C., La Maldita, Les Beudents, 42260 Bussy-Albieux, ou feministesen-cirque@riseup.net. www.fe.c.over-blog.com.

(3) Extrait de "Le corps construit", in *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature,* éd. Côté femmes.

Un an après le début de la catastrophe*


D.R.

Formation de militants japonais pour mesurer la pollution radioactive par l'ACRO, Association française pour le contrôle de la radioactivité.

Comme pour Tchernobyl, ce nouvel accident nucléaire va se poursuivre pendant des dizaines d'années... Un an après, on commence toutefois à avoir une idée des conséquences qu'il va avoir.

Le 11 mars 2011, après un tremblement de terre violent, trois réacteurs de la centrale de Fukushima-Daïchi, à 250 km au nord de Tokyo, échappent au contrôle humain. C'est le début d'un des plus graves accident nucléaire au monde.

Selon TEPCO, le propriétaire du site, et selon la NISA, l'autorité de sûreté nucléaire du Japon, les rejets sont évalués à 10 % de ceux de Tchernobyl pour les rejets gazeux. Mais cette estimation est contestée par de nombreux scientifiques[1]. Certains avancent 40 %. Il faudrait distinguer selon les isotopes radioactifs, car les rejets ne sont pas les mêmes. Selon les données transmises par David Boilley, président de l'ACRO[2], pour le Xénon 133, un gaz rare, c'est le plus fort rejet de l'histoire : 2,5 fois ceux de Tchernobyl. La chance (relative !) qu'ont eue les Japonais c'est que 80 % du nuage radioactif est parti en direction de l'Océan pacifique, seulement 20 % a contaminé les terres.

Une estimation de la radioactivité relâchée encore incomplète

Sur les rejets marins, les estimations varient énormément. Ainsi l'IRSN, Institut de sûreté français, fait une estimation 20 fois supérieure à celle de TEPCO[3]. C'est le plus fort rejet en mer de l'histoire. A lui seul, cela correspond déjà à un accident de niveau 5 à 6.

Aujourd'hui, il continue à y avoir de la radioactivité qui s'échappe. Alors que sur les neuf premiers mois, on estime qu'il y a eu des émissions comprises entre 100 000 et 110 000 millards de Bq par heure, on est encore à 60-70 millions par heure actuellement, soit 1000 fois les limites autorisées.

Ces rejets sont restés stables depuis le mois de novembre 2011.

Le risque qu'un nouveau tremblement de terre survienne est pris très au sérieux : les installations mises en place pour stabiliser la situation au niveau actuel, ne sont pas du tout prévues pour résister à un séisme important[4].

Quelles sont les conséquences pour les Japonais ?

Il y a toujours environ 100 000 personnes déplacées par le gouvernement et des dizaines de milliers d'autres parties volontairement. Les 100 000 premières sont surtout des personnes qui habitaient dans un rayon de 20 km (évacuées dans les jours qui ont suivi l'accident), mais également d'autres dans des zones allant jusqu'à 50 km de la centrale, mais où les retombées ont été fortes. En septembre 2011, le gouvernement japonais a supprimé la zone tampon entre 20 et 30 km où la population devait rester confinée, ce qui était irréalisable (on ne peut pas vivre confiné sans renouveler l'air, donc sans faire entrer les particules radioactives).

Le seuil pour déterminer les zones à évacuer (20 mSv par an) est jugé trop élevé par les

(*) Cet article est en réalité écrit fin janvier 2012.

(1) voir http://www.atmos-chem-phys-discuss.net/11/28319/2011/acpd-11-28319-2011.html

(2) ACRO, Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, est un laboratoire indépendant français qui a réalisé de très nombreuses mesures à la demande d'associations japonaises. *ACRO, 138, rue de l'Eglise, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél. : 02 31 94 35 34, www.acro.eu.org.*

(3) http://www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Actualites/Pages/20111027_Accident-fukushima_impact-rejets-radioactifs-milieu-marin.aspx

(4) Un séisme important (magnitude 6,9) a eu lieu le 1er janvier 2012, provoquant une remontée des émissions de radioactivité (+15 %) dans les réacteurs n°2 et n°3.

spécialistes… mais il a été imposé pour limiter les conséquences économiques à court terme. A plus long terme, cela risque de coûter bien plus cher quand il faudra financer les soins de santé des populations qui développeront des maladies.

Il y a encore des évacuations au compte-goutte quand on découvre de nouveaux "points chauds" (concentration de radioactivité par exemple par écoulement d'eau de pluie contaminée). Le gouvernement conseille à ceux qui le peuvent de partir… mais il n'y a alors aucune indemnité de prévue. Résultats : les riches partent, les pauvres, les vieux, les malades restent. En janvier 2012, dans la préfecture de Fukushima, 46 % des familles sont "éclatées". Une étude portant sur 36 000 personnes parties volontairement, indique que ce sont à plus de 70 % des femmes et des enfants. Le mari et souvent les grands-parents sont restés, le premier pour continuer à avoir un revenu, les seconds pour garder les maisons. Selon la préfecture du seul département de Fukushima, sur 2 millions d'habitants, 100 000 ont été évacués, 60 000 autres sont partis volontairement, certains jusqu'à Okinawa, l'île la plus au sud du pays.

Le gouvernement a promis de nettoyer les sols qui provoquent une exposition de plus de 1 mSv/an. C'est une promesse intenable : cela obligerait à gratter les sols jusqu'aux quartiers nord de Tokyo. Cela représenterait 13 000 km² (environ la surface de l'Ile-de-France !). Une commune (Date) a essayé de faire cette décontamination sur 26 maisons. Le chantier n'a pas permis d'atteindre le seuil de contamination sur 22 d'entre elles.

Tout est ralenti par le manque d'argent : TEPCO devrait ainsi verser 45 milliards d'euros en deux ans aux personnes déplacées… alors que l'entreprise est déjà au bord de la faillite.

Tokyo : la résignation

Entre la limite d'évacuation et les quartiers nord de Tokyo, on a des taux de radioactivité qui varient énormément et de manière irrégulière. Cela va de taux équivalents à la limite d'évacuation de la zone interdite de Tchernobyl à la contamination dans l'est de la France après le passage du nuage de Tchernobyl.

David Boilley donne ces données : "A Kashiwa, cité dortoir dans la banlieue Nord, c'est assez contaminé. Nous avons fait deux mesures d'échantillon en provenance de cette ville. Un prélèvement de terre : on est à 86 000 Bq/m². C'est plus que la limite qui implique un suivi radiologique en Biélorussie (37 000 Bq/m²). On y a aussi analysé des poussières d'aspirateur à 6 000 Bq/kg en césium".

Pour Kolin Kobayashi, journaliste indépendant, correspondant à Paris de *Days Japan*[5], Tokyo a connu une période de forte contamination au départ, surtout au nord-est. Il y a eu aussi d'importants relâchements de radioactivité autour des incinérateurs, car au début, des déchets du tremblement de terre de la région ont été brûlés : ce sont des milliards de becquerels qui ont été relâchés par ces incinérateurs avec des retombées locales. "Les habitants ne prennent pas forcément de précaution, parce que petit à petit, on se résigne". Il y a le sentiment qu'on ne peut rien faire… sinon partir.

Défiance vis-à-vis de la contamination des aliments

L'ACRO a beaucoup été sollicitée pour des mesures sur les aliments. David Boilley explique : "60 % de l'alimentation du Japon est importée, mais pas le riz qui fait l'objet d'une grande attention. Alors qu'en France, il y a *a priori* une interdiction de la consommation de nourriture issue des zones contaminées, puis une autorisation



Alissa Descotes-Toyosaki



Alissa Descotes-Toyosaki

Depuis le 11 septembre 2011, des femmes de Fukushima campent devant le Ministère de l'Industrie à Tokyo.

Alissa Descotes-Toyosaki

Les photos du camp devant le Ministère de l'industrie nous ont été offertes par Alissa Descotes-Toyosaki, reporter, caravanière et présidente de l'association Sahara-Eliki. Franco-Japonaise, née à Paris, elle publie des reportages notamment sur Rue89 : *http://blogs.rue89.com/alissa-descotes-toyosaki.*

(5) Kolin Kobayashi est aussi secrétaire général de l'association Echo Echanges ONG France-Japon, *http://echoechanges-echoechanges.blogspot.com.*

Janvier au Japon

2 janvier. Des vidéos sur internet montrent un ballet d'hélicoptères autour du réacteur n°4, au lendemain d'un fort séisme. Le 24 janvier, TEPCO reconnaît une remontée de la radioactivité (+15 % par rapport à décembre).

10 janvier. Le collectif *Minnade Kimeyo (laissez-nous décider)* collecte des signatures pour obtenir des référendums. En un mois, à Tokyo, ils en ont recueilli 78 000 (il en faut 210 000). A Osaka, 53 000 (il en faut 50 000).

12 janvier. La radioactivité du lait de 10 000 jeunes mamans de la région comprise entre Fukushima et le nord de Tokyo va être mesurée. Qu'il y ait des femmes allaitantes (et donc des bébés) encore présentes est un crime !

22 janvier. Le quotidien *Mainichi Japan* rapporte que les données concernant les doses reçues par les travailleurs sur le site de Fukushima ne prennent en compte que les heures où les personnes travaillent… alors qu'elles logent à proximité. Avec cette "astuce", les "liquidateurs" peuvent recevoir jusqu'à trois fois les doses limites fixées.

25 janvier. Un vaste sondage est publié dans les médias japonais. 36 % des Japonais sont pour l'arrêt du nucléaire tout de suite, 92 % sont pour la fermeture des réacteurs plus ou moins rapidement.

26 janvier. Le gouvernement japonais donne un ultimatum aux antinucléaires qui campent depuis le 11 septembre 2011 devant le Ministère de l'économie : ils ont jusqu'au 27 janvier pour partir.

27 janvier. Un 51e réacteur est arrêté. Il en reste 3 en fonctionnement.

28 janvier. Des dizaines de milliers de messages du monde entier arrivent au Ministère. Des centaines de personnes viennent dormir sur place. Le gouvernement recule. Le campement est toujours là !

■ Une version beaucoup plus détaillée se trouve sur notre site *www.revuesilence.net*.

progressive au fur et à mesure que les mesures radiologiques permettent la remise sur le marché des produits, le Japon a eu la démarche inverse : il a tout autorisé sauf si des mesures radiologiques indiquaient qu'il y avait une forte contamination. Donc si un aliment n'est pas contrôlé, il est a priori autorisé à être mis sur le marché, ce qui n'incite pas à la confiance".



D. R.

David Boilley explique encore : "L'Etat a demandé aux provinces de mettre en place la surveillance. Les provinces se sont tournées vers les municipalités. La taille d'une municipalité au Japon, c'est la taille d'une communauté de communes en France. Cela s'étend sur de vastes territoires qui sont proches des agriculteurs et des producteurs. Il n'y avait pas derrière ce contrôle local de contrôles inopinés de l'Etat. Cet élément du système n'aide également pas à instaurer la confiance auprès de la population". La région de Fukushima est une grosse productrice de fruits et légumes. Par exemple, 50 % des pêches du Japon y sont produites. Et malgré des prix bradés, l'été 2011, elles ne trouvèrent évidemment pas acquéreur. Il y a eu un scandale autour de la viande de bœuf : 2600 bêtes non contrôlées en amont se sont avérées dangereuses à la consommation… mais on ne sait pas ce qu'il en est des autres bêtes.

Du côté de la mer, les algues, les fruits de mer ont été emportés par le tsunami. Les poissons sont contaminés. Malgré la découverte de taux importants, la pêche au large de Fukushima reste autorisée !

Enfin des expertises indépendantes ont montré à plusieurs reprises que les contrôles officiels ne sont pas fiables… ou qu'ils sont faussés.

L'essor des coopératives de consommateurs

Pour David Boilley : "Contrairement à Tchernobyl, on n'est pas dans le secret. Il circule sur le web de multiples informations… mais cela ne permet pas de savoir si ce que l'on achète pour manger est contaminé ou non". Et d'ajouter : "Il naît presque un laboratoire indépendant de mesure de la radioactivité par semaine. Ils sont financés aussi bien par les associations que par les municipalités ou les entreprises. Une chaîne de 800 magasins bio a par exemple lancé son propre contrôle indépendant". Mais se pose la question de la compétence de ceux qui font les mesures et les commentent : "Sur le site web de l'ACRO, on est monté jusqu'à 15 000 connexions par jour venant du Japon, parce que tous nos résultats sont publiés en japonais".

Kolin Kobayashi souligne que "nombre de Tokyoites, conscients de ces questions choisissent d'adhérer à des coopératives de consommateurs qui contrôlent elles-mêmes la radioactivité et qui n'achètent que des produits non contaminés".

Des ouvriers sacrifiés

TEPCO annonçait le 15 décembre 2011, que sur plus de 17000 personnes, plus de 840 salariés avaient "disparu". Qu'en est-il de ces "disparus" ? S'agit-il de personnes trop irradiées qui sont mises à l'écart pour ne pas affoler les gens ? Que sait-on des niveaux de radiation de ceux qui travaillent sur le site ?

Il existe de nombreuses inconnues. Pendant les dix premiers jours — les pires — aucun salarié n'était équipé de dosimètres (appareils mesurant leur niveau d'exposition)… car le stock avait été noyé par le tsunami. On ne saura jamais les doses qu'ils ont prises.

David Boilley souligne : "Sur le site, certains pouvaient être exposés jusqu'à 250 mSv/an au début, 100 mSv/an aujourd'hui. Le problème est que lorsqu'ils quittent le site de Fukushima, ils ne peuvent plus aller faire de la maintenance dans d'autres réacteurs où les limites sont restées à 50 mSv/an. Il y a donc une pénurie de main-d'œuvre pour les autres centrales nucléaires".

S'agissant essentiellement d'intérimaires, ils ne sont que peu pris en compte par les syndicats. Selon TEPCO, fin 2011, 6 ont dépassé les 250 mSv, 162 ont dépassé 100 mSv. Des chiffres qui n'ont guère de sens quand on sait que les dosimètres sont arrêtés en-dehors des heures de travail alors que la plupart des salariés logent sur place.

TEPCO s'est engagé début 2012 à mieux respecter la limite de 100 mSv par an, mais en annonçant que pour une cinquantaine de spécialistes, ce n'est pas possible car ils doivent aller sur place pour visualiser les installations.

Kolin Kobayashi nous confirme que pour le moment, c'est l'inconnu total, mais plusieurs associations travaillent maintenant sur cette question.

Silence sur les naissances

Kolin Kobayashi rapporte que de nombreuses rumeurs font état d'incitation à l'avortement pour les femmes de la région de Fukushima. Mais les médecins font cela dans la plus grande discrétion.

Au vue de ce qui s'est passé autour de Tchernobyl, les personnes qui suivent le dossier s'attendent à des conséquences extrêmement néfastes pour les bébés à venir au nord de Tokyo. Le gouvernement reste silencieux sur le sujet.

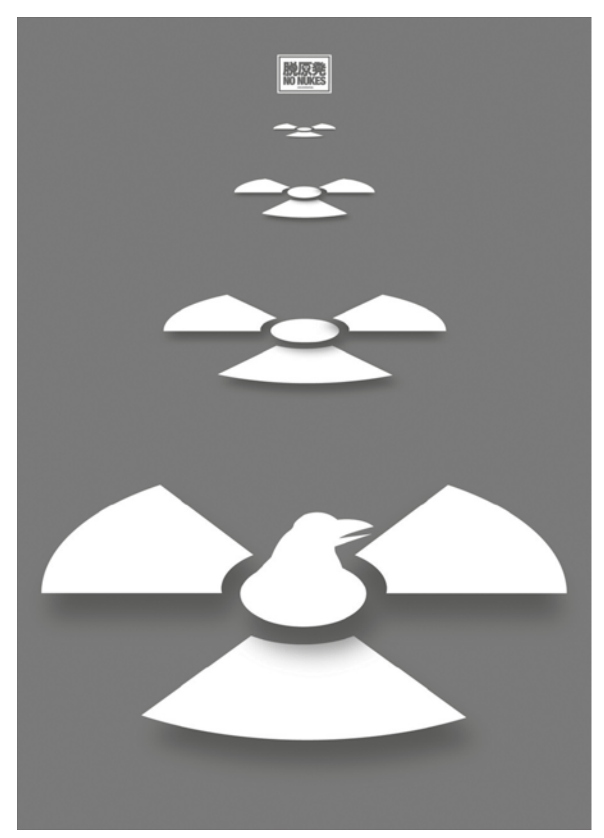
Beaucoup d'informations circulent sur internet, le meilleur comme le pire, et il est difficile de les vérifier. Quant aux médias traditionnels, ils sont sous la coupe des encarts publicitaires, les compagnies d'électricité étant parmi les plus gros annonceurs.

La sortie du nucléaire en un an ?

51 réacteurs sur 54 sont à l'arrêt fin janvier 2012.

Le nucléaire assurait entre 28 et 30 % de l'électricité du pays. D'ici fin avril ce sera zéro. Comme le Japon est une île, il n'est pas possible d'importer de l'électricité. Et pourtant, il n'y a pas de coupure de courant. Un miracle ?

Kolin Kobayashi rappelle que "D'après les données fournies par la fédération des compagnies d'électricité (il y a neuf compagnies avec le nucléaire), sans production éléctro-nucléaire, elles sont capables de fournir la puissance comparable à celle de l'année 1985, et c'est largement suffisant pour vivre correctement et sobrement".



Affiche antinucléaire japonaise

Pourquoi si peu de manifestations dans les rues ?

Kolin Kobayashi rappelle : "après-guerre jusqu'à la fin des années 60, il y avait beaucoup de manifestations, parfois immenses (100 000 personnes). Mais elles ont été toujours violemment réprimées par les forces de l'ordre, celles-ci étant contrôlées par la politique américaine. Les deux premiers ministres des années 50-60 au moment où le mouvement antinucléaire était le plus fort, Kishi et Sato étaient des agents de la CIA. La CIA a aussi "acheté" Matsutaro Shoriki, magnat des médias japonais de l'époque, afin qu'il fasse la propagande pronucléaire au Japon, En parlant d'*atomes pour la paix,* les Japonais ont accepté le nucléaire civil, malgré les bombes sur Hiroshima et Nagasaki".

"Dans les mouvements antinucléaires, il y a eu de fortes mobilisations : jusqu'à 40 000 personnes autour du projet de centre de retraitement de Rokkasho. Une fois perdue cette bataille, le mouvement a connu un fort déclin. Un peu comme en France, après la bataille contre Superphénix du 31 juillet 1977".

"Les Japonais n'ont pas d'expérience de luttes sociales ou politiques gagnées".

Mais l'impact de l'accident nucléaire est considérable. Et les manifestations reviennent. Kolin Kobayashi cite en exemple "Les jeunes du quartier Koenji de Tokyo qui réussissent à faire mobiliser des jeunes qui n'ont jamais manifesté auparavant. Le collectif des jeunes, *Shiroto-no-ran,* a organisé des manifestations avec plus de 10 000 personnes dans un seul quartier. Kenzaburo Oé, prix Nobel de la littérature et Kei Kamata, journaliste renommé, ont appelé avec d'autres personnalités et intellectuels à manifester le 19 septembre à Tokyo. Il y a eu plus de 60 000 personnes". Enfin "des mères de Fukushima campent depuis le 11 septembre devant le ministère de l'économie et de l'industrie".

Meri Joyce raconte le succès incroyable d'une conférence qui s'est tenue les 14 et 15 janvier 2012 à Yokohama : "Cette conférence globale pour un monde libéré de l'énergie nucléaire a réuni plus de 11 500 participants dont des représentants d'une trentaine de pays. 4500 d'entre eux ont participé à une manifestation extérieure improvisée. La conférence a été suivie en direct sur internet par plus de 100 000 personnes !" Cette conférence a été l'occasion de coordonner tous les projets d'actions pour la journée du 11 mars 2012. Huit maires, dont deux de la région de Fukushima, ont lancé un réseau d'élus pour la sortie du nucléaire.



D. R.

Colloque pour sortir du nucléaire, le 14 et 15 janvier 2012 à Yokohama.



D. R.

Manifestation à l'occasion du colloque de Yokohama.

Le gouvernement japonais a publié des statistiques sur les 10 premiers mois de 2011 qui montrent que les importations énergétiques n'ont augmenté que de 2 %. Cela signifie que le manque de production d'électricité d'origine nucléaire a été compensé essentiellement par les économies d'énergie.

Tous les jours à la télévision, après les actualités, il y a la météo, puis les prévisions de consommation électrique. Chacun est invité à essayer de faire des économies. Si les industriels ont dû obligatoirement baisser leur consommation d'électricité de 15 %, les particuliers ont été encore plus loin. A Tokyo, on a frôlé les 30 % d'économie pendant l'été, principalement en renonçant à la climatisation. Les gens sont très motivés par ce défi. S'ils tiennent jusqu'à l'arrêt total du nucléaire, prévu en avril 2012, ce sera un argument fort pour ne jamais redémarrer les réacteurs. Un sondage paru en janvier 2012 indique que 65 % des Japonais préfèrent continuer à faire des économies d'électricité si cela permet d'arrêter le nucléaire.

Les gouverneurs des départements ont le pouvoir d'autoriser ou non le redémarrage d'un réacteur. Mais ils demandent des garanties. La question est de savoir qui peut les apporter ? La NISA qui a laissé se produire l'accident de Fukushima est discréditée. L'AIEA, agence pronucléaire de l'ONU, est arrivée sur place fin janvier 2012… mais elle suscite une grande méfiance. Les Etats-Unis mettent aussi la pression car ils craignent que si le Japon arrête tout, ils ne soient obligés ensuite de faire de même[6]. En attendant, les exploitants ont commencé à décharger le combustible des cœurs des réacteurs… Et les groupes antinucléaires ont publié des plans énergétiques alternatifs jugés crédibles.

Poker menteur

Exploitants et gouvernement essaient toujours de minimiser les conséquences de l'accident. Face à cela, la mobilisation de Japonais, peu visible au début, a pris de l'ampleur.

Kolin Kobayashi montre comment cela se traduit dans les partis politiques : "Le parti communiste a changé complètement de cap concernant le nucléaire. Il prône aujourd'hui la sortie du nucléaire. Le parti social-Démocrate (anciennement socialiste) était dès le départ antinucléaire. Le parti conservateur (Libéral-Démocrate) est toujours pronucléaire et le parti gouvernemental (parti Démocrate) est divisé en deux depuis Fukushima. Mais la démocratie parlementaire n'est pas changée. Ce système aujourd'hui fonctionne très mal et il ne représente plus la volonté du peuple. C'est comme dans les pays occidentaux. La question ne concerne pas seulement la politique énergétique, mais aussi la géopolitique : chez les dirigeants politiques japonais, il y a de fortes ambitions pour la bombe nucléaire".

Pour Meri Joyce, coordinatrice internationale de Peace Boat[7], les changements s'observent plus sur les individus que sur les partis. Le plus gros changement avait été celui de Naoto Kan, l'ancien premier ministre, mais il a quitté le gouvernement avant d'avoir pu prendre des mesures pour freiner le nucléaire.

Actuellement, comme la loi les y autorise, de nombreuses associations demandent l'organisation de référendums, département par département, sur la sortie du nucléaire. Signe des temps, *Asahi Shinbun*, un grand quotidien de Tokyo[8] appelle directement dans son éditorial du 23 janvier 2012 les lecteurs à signer des pétitions pour demander la tenue de ces référendums.

Michel Bernard ■

(6) Avec 104 réacteurs, le nucléaire produit 20 % de l'électricité des Etats-Unis, donc moins qu'au Japon.

(7) Peace Boat est une association japonaise née en 1983 qui dispose aujourd'hui de sept navires, lesquels vont de port en port pour mener différentes campagnes pour la paix et l'écologie. Ils sont membres des Amis de la Terre internationaux. *www.peaceboat.org.*

(8) Il tire chaque jour à 8 millions d'exemplaires.



Le prix de la terre

(...] Dans le n°396 de *S!lence* sur les nouvelles formes d'accès à la terre, je n'ai pas trouvé les réponses recherchées. A ma connaissance, les acquisitions de terres par le mouvement Terre de liens se font à un prix supérieur au marché créant un renchérissement des terres aux alentours, une spéculation contraire au but recherché. Aussi, très souvent, les bâtiments d'habitations ou de fermes liés aux terres restent privatisés, et comment voulez-vous transmettre ces fermes sans bâti ? Nous singeons le système actuel en le peignant en vert.
Je crois que la terre est un bien trop précieux, même le sol où reposent nos habitations, pour que nous en soyons propriétaires ou qu'elle appartienne à un groupe homogène d'humains. Pour l'instant les collectivités publiques acquièrent certains milieux naturels sensibles, et c'est peut-être à nous de leur donner les terres agricoles que nous possédons pour leur montrer le chemin à faire. Je suis jardinier locataire et sans possession d'immobilier. Tout est lié, ce que nous faisons à la terre, nous le faisons avec nos semblables, avec nous-mêmes.
Francis
Indre-et-Loire

***Silence* a demandé à *Terre de Liens* qu'ils nous éclairent à ce sujet. Voici leur réponse :**

"A chaque acquisition de terres par *Terre de Liens,* nous examinons de près le prix évidemment. Sur plus de 60 acquisitions, il y a peut-être quelques cas où le prix des terres se situait dans la fourchette haute des prix pratiqués dans la région, mais en aucun cas la Foncière a elle-même proposé d'acheter des terres plus chères dans le but de les obtenir à "tout prix" sans jeu de mot. Lorsque les transactions passent par la SAFER, et c'est très souvent le cas, les prix sont fixés par cette dernière. Lorsque la SAFER met en vente, nous nous portons acquéreur, en concurrence avec d'autres agriculteurs. Le prix n'est pas négociable dans ces cas. Nous essayons à chaque négociation avec des particuliers, de faire baisser les prix lorsque cela est possible et bien sûr de comparer les prix des terres avec celles vendues dans le voisinage. Malheureusement, certains vendeurs essaient d'en profiter, mais si le prix dépasse la fourchette haute des ventes régionales, nous n'achetons pas. Par ailleurs, ces terres, une fois achetées par TDL, ne seront plus revendues puisque notre but est justement de les retirer de la spéculation foncière. Votre lecteur doit faire référence à un cas précis sans doute où le prix se situait justement dans la fourchette haute. Ce sont les porteurs de projets qui viennent nous voir avec une demande d'achat de terres et/ou de bâti. La Foncière n'achète jamais de fermes sans porteurs de projets pour les stocker.
En ce qui concerne le bâti, la question n'est pas si facile car pour certaines acquisitions il n'y avait que des terres à acheter. Pour installer un maraîcher par exemple, il lui suffit de deux ou trois hectares et il se loge quelque part dans un village. Pour d'autres projets, le problème était surtout foncier et il fallait aider à l'achat des terres mais pas du bâti. Mais la Foncière a acheté de nombreuses habitations et de nombreux bâtiments d'élevage, c'est à dire des fermes complètes. Nous essayons à chaque fois de créer un ensemble viable pour l'avenir, quel que soit le futur fermier. Il faudrait faire un tour de France des lieux de la Foncière pour apprécier tout le travail complexe qui est fait par nos associations régionales pour installer et maintenir des paysans bio. Aucun projet ne ressemble à un autre, et toute généralisation est impossible.
J'espère avoir fourni quelques éclairages sur les questions de Francis. Je l'invite à visiter des lieux Foncière dans différentes régions pour se faire une idée plus juste de notre démarche.
René Becker
SARL Terre de Liens Gestion

Clichés et réalités

Je ne comprends pas cette carte postale "conte de fée" de ce naturaliste passionné de grands prédateurs (Silence n°396, courrier). Berger salarié depuis plusieurs années, je pense faire le plus beau métier du monde (...). La première fois que j'ai vu un ours brun, j'avais trois brebis mortes. La première fois que j'ai vu un loup, j'avais 12 brebis mortes ou moitié égorgées ou partiellement mangées vivantes. Par rapport à une vision idyllique, je revis encore mes cauchemars (protéger les cadavres pour des expertises, euthanasier des bêtes agonisantes...). (...) Le naturaliste parle des Abruzzes avec des troupeaux de vaches et chevaux indifférents au loup. Les troupeaux de moutons ont-ils disparu ? Que mange le loup pour ne pas avoir faim ? (...) Pour les chiffres sur les chiens errants, cela concerne plus les zones de plaine sans berger, avec des troupeaux personnels et moins les zones de transhumance. Pour mes 11 estives, je n'ai eu que deux brebis tuées par des chiens pour 22 par des loups italiens et 50 par des ours slovènes. On peut faire dire n'importe quoi à des chiffres. M. Persuy parle de producteurs locaux dans les Abruzzes vivant bien (mais ne donne pas beaucoup de détails, ni de preuves de leur rencontre), et surtout d'hôteliers, de loueurs de gîtes, de restaurants.... soit une vie locale saisonnière, sans poule ni fumier, un peu comme Disney Land et un avenir adapté à des situations de monopole touristique. (...)
Pendant que les importations agricoles augmentent et que la population agricole diminue, on peut toujours imaginer une nature préservée mais non une carte postale comme le propose l'Etat français en concentrant artificiellement 20 à 25 ours sur trois cantons des Pyrénées-Orientales. Contrairement à ce conférencier, j'étais pour la cohabitation avec les grands prédateurs avant d'être vraiment concerné et d'essayer de vivre de l'élevage (extensif, bio et races menacées). Je préfère ainsi, sans regret, soutenir une minorité humaine en voie d'extinction qu'un lobby idéaliste (...).
Je comprends que Silence veuille lancer le débat sans prendre position mais voir une carte postale de loup et d'écureuil avec des données erronées comme c'est le cas dans ce courrier est de la science fiction. C'est quasi-insupportable comme de voir des cadavres tous les jours en se faisant appeler "cannibale", "ignorant" ou "pollueur". Je suis vraiment un mauvais berger, à l'image de mes collègues qui arrêtent par dégoût ou qui changent les brebis par des vaches (...).
Bon courage aux bergers, une fédération nationale des bergers est en train de naître.
Un Berger
(par courriel)

Incendie de la maison des Roms

Dans votre article "La maison des Roms incendiée" (*Silence* n°396 p.26), vous dénoncez l'événement qui s'est produit dans la maison squattée au 163 rue des Pyrénées. Selon vos écrits, cette maison "a été attaquée et incendiée à coups de cocktails molotov". Vos propos ne sont pas dignes du travail d'investigation d'un journalisme de qualité. En effet, les conclusions de l'enquête menée par le 2° district de la Police judiciaire de Paris indiquent que la cause de l'incendie dans lequel une personne a perdu la vie, est accidentelle. La police scientifique n'a pas relevé de traces d'hydrocarbures, ce qui infirme le témoignage selon lequel des personnes cagoulées auraient jeté des cocktails Molotov. La personne ayant fait ces déclarations à la police, dans un premier temps, s'est depuis rétractée et est poursuivie pour dénonciation de crime imaginaire. Selon toute probabilité la construction d'une cheminée de fortune, attestée par de nombreux témoignages visuels du voisinage, serait à l'origine de cet incendie. (...) Vos écrits m'ont beaucoup blessée car ils donnent une image très éloignée de la réalité de mon quartier. En outre, cela me donne une image écornée de votre magazine et du sérieux de vos écrits. *Silence* mérite un travail de meilleure qualité. Soyez plus vigilants à l'avenir !
Flavie Lorre
Paris

***S!lence :* les informations dont vous parlez sont postérieures à la clôture du numéro où figurait cette brève.**

livres

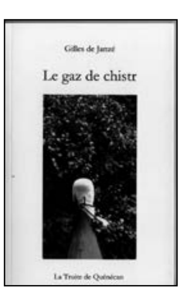
Plus un poisson d'ici trente ans ?



Stephan Beaucher
Ed. Les petits matins
2011 – 347 p. - 18 €

Ce livre très documenté et exhaustif se veut à la fois un état des lieux des politiques de pêche (aberrantes en France et en Europe) et un cri d'alarme face à la menace de désertification des océans. Si nous ne réagissons pas vigoureusement, ces derniers pourraient être vides d'ici 2048. En 2009, 80 % des "stocks" de poisson dans toutes les mers du globe avaient atteint leurs limites d'exploitation. La demande mondiale de produits de la mer a explosé. Nous avons atteint dans les années 90, estime l'auteur, le "peak fish", le pic de poisson. L'industrialisation augmente la surpêche : "Iriez-vous aux champignons avec une pelleteuse ?". L'aquaculture n'est pas une solution, tant elle nécessite de poissons sauvages pour nourrir les poissons d'élevage. Cet ouvrage fait bien le tour de la question, données précises à l'appui, et décrit tant les fausses que les bonnes solutions. GG

Le gaz de chistr



Gilles de Janzé
Ed. La Truite de Quénécan
2011 - 64 p. – 9 €

Sous forme humoristique, avec une touche de cynisme, l'auteur dénonce les projets d'exploitation de gaz de schiste et propose une alternative : le gaz de Chistr. Il s'agit en fait de fermentation des résidus de la fabrication du cidre – dont l'origine étymologique serait « chistr » –, une spécialité toute bretonne qui permettrait à la région de tendre vers l'autonomie énergétique. Au départ on pense à une bonne blague, mais non, l'auteur est tout ce qu'il y a de sérieux. Il suffirait qu'une entreprise se décide à se lancer dans la production pour régler quelques menus problèmes techniques. À étudier ! JP.

Sortir de l'industrialisme



Collectif
Ed. Le Pédalo Ivre
2011 - 118 p. - 10 €

Ces actes du colloque éponyme qui s'est tenu à Lyon en novembre 2011 offrent une vue d'ensemble de la problématique de l'industrialisme outrancier tout en la redéfinissant dans un contexte de crise économique liée à la fuite en avant du capitalisme.

L'industrialisme est le cœur même des problèmes sociaux, environnementaux et économiques que nous connaissons et touche tous les secteurs de notre existence. Et ce depuis plus de deux siècles.

Cet ouvrage collectif permet une mise à jour des connaissances et des réflexions menées depuis déjà plusieurs décennies par, entres autres, Ivan Illitch et François Partant. Il nous présente à travers de courts textes, plus ou moins accessibles, l'histoire de l'industrialisme, un état des lieux et les risques à court terme alors que les crises succèdent aux crises.

La remise en question de ce mode de production est ici argumentée à travers de nombreux témoignages et analyses. Cet ouvrage réunit également des pistes pour... sortir de l'industrialisme et pour une nouvelle organisation de nos sociétés capitalistes. JP.

Larzac
De la lutte paysanne à l'altermondialisme

Pierre-Marie Terral
Ed. Privat
2011 - 464 p. - 25 €



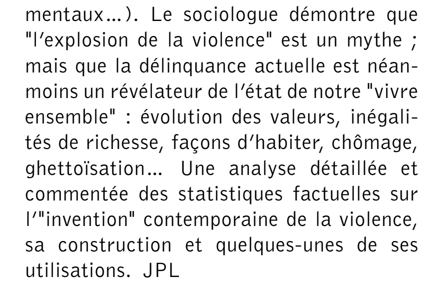
Pour beaucoup d'entre nous, le Larzac continue non seulement d'irriguer notre imaginaire où virevoltent des rêves d'un monde meilleur, mais s'est situé, à un moment donné, au cœur de notre engagement militant. L'annonce, le 28 octobre 1971 d'étendre de 3000 à 17 000 hectares, le camp militaire de La Cavalerie, n'avait pas ébranlé que les habitant(-e)s du plateau. Pour sa thèse d'histoire contemporaine, Pierre-Marie Terral avait mené des recherches sur une décennie et récolté le témoignage de soixante-seize personnes. Dans cet ouvrage passionnant, il retrace les multiples actions des 103 paysans qui prêtèrent serment, le 28 mars 1972, de ne jamais céder leurs terres, avant de susciter de formidables élans de solidarité, tant en France qu'au-delà de nos frontières. L'auteur insiste sur la convergence de bien d'autres luttes avec celle des irréductibles des Grands Causses, puis s'appesantit, dans le dernier chapitre, sur les "héritages contrastés" émanant de ce haut lieu de contestation et de mémoires. RH.

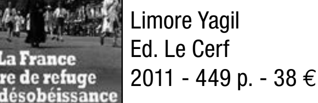
L'Invention de la violence

Laurent Mucchielli
éd. Fayard
2011 - 340 p. - 20 €

Instrumentalisée, la "violence" - qui va maintenant de l'insulte au meurtre – s'invite dans notre vie quotidienne. L'insécurité nous menace peut-être, mais moins que jamais au cours de notre histoire. En revanche, le sentiment d'insécurité est exacerbé, voire fabriqué. Chacun a sa solution ou son bouc-émissaire (les étrangers, les jeunes, les malades mentaux…). Le sociologue démontre que "l'explosion de la violence" est un mythe ; mais que la délinquance actuelle est néanmoins un révélateur de l'état de notre "vivre ensemble" : évolution des valeurs, inégalités de richesse, façons d'habiter, chômage, ghettoïsation… Une analyse détaillée et commentée des statistiques factuelles sur l'"invention" contemporaine de la violence, sa construction et quelques-unes de ses utilisations. JPL

La France terre de refuge et de désobéissance civile
1936-1944





Limore Yagil
Ed. Le Cerf
2011 - 449 p. - 38 €

Troisième tome d'une étude détaillée, région par région, des actes posés pour le sauvetage des juifs durant la Seconde Guerre Mondiale. On découvre ici, après les différents corps de métier, l'attitude des prélats et des Eglises face à la persécution : chez les catholiques, celle souvent ambiguë des évêques, qui soutiennent Vichy tout en tentant de sauver des personnes. Dans le monde protestant, l'influence décisive de Karl Barth dans un engagement politique clair de certains contre le nazisme. L'aide des résistants aux juifs est évoquée (trop ?) rapidement à la fin du volume. Pour mieux connaître une page décisive de notre histoire. GG

Fukushima
L'apocalypse et après ?

Christophe Sabouret
Ed. Pascal Galodé
2011 - 90 p. - 9,90 €



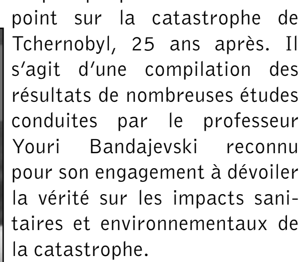
Un petit livre qui aborde les aspects politiques et les guerres de pouvoir qui ont suivi la catastrophe de Fukushima. Une approche qui permet de comprendre certains conflits même si quelquefois l'auteur semble prendre parti pour le premier ministre alors en fonction. Mais ce court texte reste captivant en s'intéressant plus à la société civile et politique qu'à la catastrophe en elle-même. Principal bémol à ce livre lorsque l'auteur laisse entendre, rapidement, que le nucléaire reste une énergie du futur ! Dommage. JP.

Tchernobyl, 25 ans après

Bandajevski Y.I., Dubovaya N.F., Bandajevskaya G.S., Kadun O.N.
Ed. Yves Michel
2011 - 84 p. - 5 €



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/ Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.



Ouvrage synthétique de vulgarisation scientifique qui permet de faire le point sur la catastrophe de Tchernobyl, 25 ans après. Il s'agit d'une compilation des résultats de nombreuses études conduites par le professeur Youri Bandajevski reconnu pour son engagement à dévoiler la vérité sur les impacts sanitaires et environnementaux de la catastrophe.

L'impasse est faite sur le déroulement de l'accident, mais est-ce besoin de la présenter encore une fois ? Ce court ouvrage développe plutôt les nombreux arguments à servir à ceux qui osent encore prétendre que tout va bien. JP.

Le manuel de cuisine alternative





Gilles Daveau
Sama Editions
2011 – 126 p. - 25 €

Ce manuel vous transmets les fondamentaux, les bases de recettes à réaliser au quotidien. L'auteur incite alors à expérimenter et découvrir soi-même des variantes et déclinaisons possibles selon ses propres goûts, ustensiles et ingrédients disponibles. Une attention évidente est portée aux modes de productions alimentaires et leurs circuits à travers le monde. Se nourrir en privilégiant des produits saisonniers, du coin, et sans cocktails phytosanitaires, c'est (au delà de la préservation de sa petite santé), encourager une agriculture et un élevage qui permettraient à 7 milliards de personnes (bientôt 9) de manger tous les jours. EG.

Jeunesse

L'histoire du renard qui n'avait plus toute sa tête



Martin Baltscheit
Ed. Rue du Monde
2011 - 40 p. - 15 €

Dès 5 ans. C'est l'histoire d'un renard rusé, qui aime raconter ses exploits aux renardeaux attentifs. Au terme d'une vie d'aventures, il se fait vieux... et sa mémoire le quitte. Il ne souvient plus bien des mots, puis de son chemin pour rentrer à la maison, enfin il oublie même qu'il est un renard... Des aventures parfois cocasses lui arrivent. Comment réagissent les autres renards et ses amis les autres animaux ? Et si l'important dans ces cas-là c'était de se sentir entouré, rassuré, aimé ? Un livre très touchant écrit sur un ton juste, qui a reçu le prix allemand de la littérature jeunesse 2011. Idéal pour parler avec les plus jeunes de la perte de la mémoire et des repères qui peut affecter des personnes de leur entourage. GG

Le grand cheval bleu

Irène Cohen-Janca
Ed. Le Rouergue
2011 - 67 p. - 12 €

Dès 10 ans. Paolo habite à Trieste, dans un hôpital peuplé de personnes aux comportements étranges... L'homme-arbre, la femme à la fenêtre, mais aussi Marco, le vieux cheval fidèle, accompagnent son enfance. Un jour, le docteur Pasaglia arrive avec ses nouvelles méthodes qui font jaser : il voudrait ouvrir les murs de l'institution, laisser sortir les "fous" dans la ville, leur donner la possibilité de s'exprimer par l'art. Commence alors une nouvelle ère pour les habitant-e-s de l'hôpital... et de la ville. Un récit très juste, inspiré de faits réels, qui introduit une belle réflexion sur la psychiatrie et ses alternatives. GG

Au pays de mon ballon rouge

José Manuel Mateo Calderon
et Javier Martinez Pedro
Ed. Rue du Monde
2011 – 40 p. - 17 €

Dès 5 ans. L'éditeur Rue du Monde publie dans la collection "Coup de cœur d'ailleurs" pour la jeunesse, des œuvres marquantes issues d'autres pays. Ici nous nous retrouvons au Mexique dans un village où un petit garçon vit avec sa famille et son ballon. Bientôt son père émigre vers les USA et le reste de la famille a des difficultés à survivre. Commence alors une aventure périlleuse pour aller rejoindre le père... Un récit qui parle des conditions tragiques d'émigration des Mexicains vers les USA. Mais aussi un album qui se distingue par sa forme : sur chaque page les illustrations sont issues d'un amate, un codex mexicain de forme traditionnelle, reproduit en fin de livre sur 1,10 m de hauteur, qui rassemble toute l'histoire en un seul grand dessin. Une démarche formelle originale... les enfants sauront-ils l'apprécier ? GG

Noël au placard

Gilles Abier et Hélène Georges
Actes sud junior
2011 - 104 p. - 7,50 €



Lorsque des enfants vivant dans une cité décident de ne pas demander de cadeaux pour Noël, les parents sont déboussolés et ne comprennent pas leur position. Au début simple soutien moral à un de leurs amis dont la mère n'a pas les moyens d'un Noël dispendieux, leur décision va petit à petit chambouler toutes les habitudes pour créer un nouveau Noël plus convivial et festif. Un roman très bien construit qui déconstruit les valeurs de Noël pour nous amener doucement vers une remise en question de l'actuelle course aux cadeaux et à l'orgie alimentaire. Et à un Noël... plein de surprises ! JP.

Le retour de la demoiselle

Cathy Ytak
Ed. Ecole des loisirs
2011 - 150 p. - 9 €

Dès 11 ans. Dans le Jura, Brian en fuyant les travaux qui commencent à côté de chez lui, rencontre dans la forêt une joueuse de harpe celtique. Commence pour lui une expérience entre musique et rêve où très intelligemment l'auteure nous décrit à la fois la nature et la beauté de la musique dans un conte contemporain où existeraient encore des fées... ou des libellules dont une espèce s'appelle demoiselle. Une réussite narrative. FV.

Les démons du museum

Michel Perrin
Ed. Chant d'Orties
2011 - 150 p. - 13 €



Dès 11 ans. Thomas, le fils du gardien du Museum d'histoire naturelle de Paris, découvre qu'il y a de drôles de visiteurs nocturnes dans la grande salle de l'évolution. A travers une histoire pleine de rebondissements, l'auteur nous fait faire une visite complète du musée et du Jardins des plantes tout en mettant en scène le fanatisme religieux des créationnistes qui contestent la théorie de l'évolution. Une histoire rondement menée avec un message politique fort. MB.

Tout le monde veut voir la mer



Agnès De Lestrade
Rouergue, 2011, 90 p., 6€80

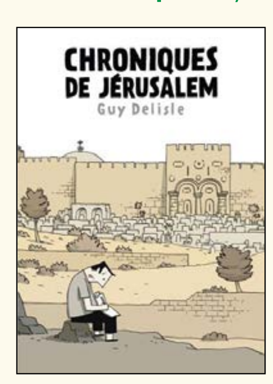
Dès 8 ans. "Le Secours populaire nous emmène à la mer !", crie Sofia par la fenêtre. "Nous aussi on veut aller avec la soucoupe populaire !", crient les petits frères de Marika. Mais cette dernière ne rêve pas de la mer, non, mais de chevaux.... alors ? Ce récit est une très belle évocation de la vie de gens simples dans un quartier de banlieue... et du monde de l'enfance. Avec des dessins très touchants et réussis de Nathalie Choux, qui apportent une touche sensible, malicieuse et fraîche à l'histoire. GG



la B.D. du mois

Chroniques de Jérusalem

Guy Delisle
Ed. Delcourt
2011 - 334 p. - 25,40 €

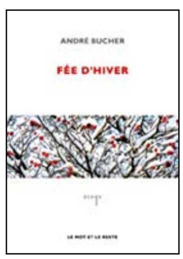


Sa femme travaille à Médecins sans frontière et l'auteur la suit dans ses missions. Cette fois-ci, elle est en mission pour un an à Gaza et ils ont un appartement dans un quartier arabe de Jérusalem. D'un air faussement naïf, l'auteur raconte les petites anecdotes de la vie, l'occasion de découvrir une ville complètement déchirée par les querelles religieuses et par la question des territoires entre Israël et la Palestine. L'auteur réussit à faire se rejoindre le documentaire avec le comique, une manière habile de faire passer bien des messages politiques. Une lecture très enrichissante. Ce livre a reçu le Grand prix du festival d'Angoulême 2012. MB.

Romans

Fée d'hiver

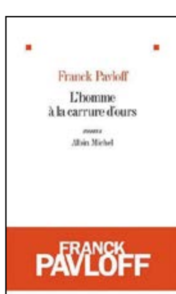
André Bucher
Ed. Le Mot et le reste
2012 - 158 p. - 16 €



Variant les styles, donnant la parole à chaque protagoniste, André Bucher, fidèle au sud de la Drôme, nous raconte une nouvelle tranche de vie et une amour difficile entre Alice, secrétaire dans une scierie familiale et Vladimir, sans papiers croate. Avec une écriture très lyrique, la description au fil des saisons, d'un coin perdu des Alpes du Sud. Une fable contemporaine qui semble pourtant en dehors du temps. MB.

L'homme à la carrure d'ours

Franck Pavloff
Ed. Albin Michel
2012 - 202 p. - 15 €



Avec un style d'écriture parfois déroutant, Franck Pavloff nous entraîne dans une zone interdite du nord de la Sibérie où survivent des clans et quelques Lapons d'origine. Une jeune femme, la dernière à être née dans cet univers stérile, va briser les tabous, secouant ce monde en train de mourir. On ne comprend que très progressivement qu'il s'agit d'un site contaminé par un accident nucléaire dont les survivants n'imaginent même plus pouvoir sortir. Au deuxième degré, un livre sur l'inhibition que créent nos habitudes et la routine de tous les jours. Une explication possible de notre passivité vis-à-vis du nucléaire et des autres dangers de nos sociétés productivistes. FV.

Le garçon dans le chêne

Fredrik Ekelund
Ed. Gaïa – Coll. Polar
2012 - 240 p. - 21 €

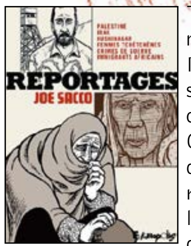
En utilisant un style brut et sans concession, l'auteure s'immisce dans de nombreux domaines de la société suédoise, des immigrés palestiniens aux classes bourgeoises avec un détour par les mœurs débridées de clubs échangistes.
Dès les premières pages Fredrik Ekelund n'use pas de subterfuges ni de politiquement correct pour décrire les agissements d'une communauté musulmane où la femme est soumise à un patriarcat des plus féroces. Mais loin d'être une discrimination raciale, il s'agit bien d'un constat culturel. Et quand un des personnages se dévoile dans la plus parfaite misogynie, que l'enquêteur principal prend des cours d'antisexisme, nous nous retrouvons à sentir l'âme de Malmö. Des déboires de son équipe de foot à la transformation urbaine, de l'évolution des mœurs à l'incompréhension des individus, Fredrik Ekelund réussit à instiller un rythme et à témoigner avec humanité des heurts inhérents à une société multiculturelle, multiclasses où chacun se retrouve incriminé d'une manière ou d'une autre dans une délinquance de rue ou de salon. JP.

B. D.

Reportages

Joe Sacco
Ed. Futuropolis
2011 - 196 p. - 25 €

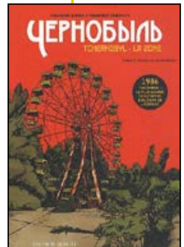
L'auteur présente ici quelques reportages dessinés qu'il a réalisés pour la presse internationale. Palestine, Irak, Inde,



Tchétchénie, tribunal international de La Haye ou immigration à Malte, à chaque fois, Joe Sacco se met en scène en train de chercher à collecter des témoignages. C'est un remarquable travail de journaliste où le dessin, en reconstituant en image ce que les propos recueillis suggèrent, donne une force importante aux différentes histoires. Un mode narratif parfaitement maîtrisé. MB.

Prix Tournesol 2012
Tchernobyl, la zone

Natacha Bustos, Francisco Sanchez
Ed. Des Ronds dans l'O
2011 - 184 p. - 16,50 €

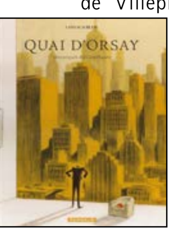


En partant de l'histoire de trois générations d'une même famille, les auteurs espagnols ont trouvé un angle original pour retracer la catastrophe de Tchernobyl maintenant en cours depuis le 26 avril 1986. Ils n'ont pas hésité à aller faire du repérage sur place pour rendre crédible cette histoire de vieux qui reviennent vivre dans la ville interdite, du père salarié de la centrale qui meurt rapidement, et des enfants qui aujourd'hui s'interrogent sur leur passé. Une présentation très humaine de ce qu'est un accident nucléaire. FV.

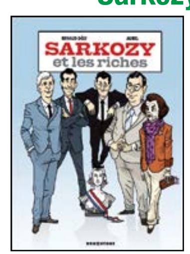
Quai d'Orsay, T2

Christophe Blain et Abel Lanzac
Ed. Dargaud
2011 - 104 p. - 16,95 €

L'histoire presque véridique de Dominique de Villepin s'opposant aux ambitions de guerre des Etats-Unis contre l'Irak et comment la France a finalement refusé de s'engager dans le conflit. Avec maestria, les auteurs nous font suivre les négociations à Paris et au siège de l'ONU, avec comme héros, celui qui doit rédiger les discours du ministre. De la BD-Réalité qui réussit le pari de rendre drôles les méandres de la politique étrangère de la France. MB.



Sarkozy et les riches



Renaud Dély et Aurel
Ed. Drugstore
2011 - 96 p. - 15 €

Une dizaine de reportages pour autant de portraits afin de comprendre qui sont les riches proches de Sarkozy et comment ce dernier a su se mettre leurs soutiens dans la poche pour accéder au plus haut niveau de l'Etat. C'est plus un documentaire qu'autre chose, mais cela montre bien comment le petit monde de Neuilly contrôle l'hexagone. FV.



Musique

Stéréo Pirate
Les Ogres de Barback

Irfan le Label (Uniquement en vinyle)
2011 - 4 titres - 12 €



Les Ogres de Barback est un groupe qui nous réserve régulièrement quelques surprises. Après des concerts qui se terminaient par une partie plus électro-swing-destroy que chansons françaises, et des reprises live toujours surprenantes, cette fois-ci ils nous délivrent une version studio des plus originale de titres légendaires (La Mano Negra, The Special, Noir Désir et NTM). Avec ce maxi 45t comportant quatre reprises en duel avec leurs propres créations, ils nous démontrent encore une fois l'étendue de leur univers musical. Les morceaux sont ici tordus et réinterprétés avec des arrangements qui vous laissent pantois. Nombreux sont les artistes qui tentent les reprises, peu sont ceux qui savent arriver à un résultat intéressant. Ici, les Ogres de Barback réussissent leur pari. Entre l'attrait du vinyle et la valeur des reprises, un maxi 45t à détenir dans vos musicothèques. JP.

Revado
Rêverie

Vinilkosmo
2011 - 10 titres - 60 mn - 12 €

De grandes plages synthétiques baignées par des vagues de violoncelles, mandoline, didjeridoo, percussion et guitares électriques. Des rythmes rock, des escapades sonores avec des influences folk et baroques et des glissements vers l'expérimental, créent un mélange des genres original pour ce double album esperanto/italien.



Cet album est servi par une production de très bonne qualité pour des ambiances diverses, sans toutefois sortir des sentiers battus, mais l'ensemble présente tout de même quelques surprises quant aux arrangements. JP.

Passeport
Mon côté punk

Ed. L'autre Distribution
2011 - 14 titres - 44 mn - 12 €



Après deux ans d'absence, ces représentants du multiculturalisme de la chanson française sont de retour avec un album teinté de rock et d'influences orientales et africaines.
Les 14 titres plongent dans des ambiances plutôt festives portées par des textes parlant du quotidien, de la vie, des rencontres. Le tout sans oublier un soupçon d'humour qui a participé à la notoriété de ce groupe dont le nom annonce un esprit décalé.
Prenez garde, ils sont de retour sur scène où leur énergie éclate bien mieux que sur un album studio. JP.

Film

Vade retro spermato

Philippe Lignières
Les Films du Sud
(13, rue André-Mercadier, Toulouse)
2011 – 58 mn.



Au début des années 80, des hommes entament une réflexion sur les rapports hommes/femmes et en particulier sur la contraception. Pourquoi celle-ci ne devrait-elle être assumée que par des femmes ? Certains s'orientent vers la recherche hormonale, un groupe explore une méthode thermique qu'il nomme le "remonte couilles toulousain" (un slip qui remonte les bourses dans le corps pour les monter à une température qui annihile les spermatozoïdes). Dans les deux cas, les résultats sont satisfaisants. Alors pourquoi la contraception masculine est-elle si peu développée ? Trente ans plus tard, la parole est donnée à des hommes qui ont participé à ces groupes d'expérimentation mais aussi de parole entre hommes sur les questions "féministes". Un film joyeux, qui soulève avec intérêt le débat trop rare sur la contraception masculine. GG

Ma famille éco-citoyenne

Sara Millot
Allée de L'Enfance n°76, Séquence-SDP.
60 mn



Avant de présenter un reportage de 26 mn intitulé Vivre La Crise, Sara Millot réunit trois personnes (Carine Maurer, maman de deux enfants et initiatrice du projet KaFêt' ô momes à Lyon, Frédérique Reshe-Rigon, directrice de la Frapna-Rhône et vice-présidente du Graine Rhône-Alpes et Isabelle Ramada, agrégée à l'Université Paris-Sud et auteure de livres de vulgarisation scientifique pour les enfants) pour un débat sur les fameux gestes éco-citoyens dans la famille où on retrouve synthétisé ce que nous avons l'habitude de lire et d'écrire dans *S!lence*.
Suit un documentaire tourné dans la région lyonnaise abordant les questions de l'alimentation, des déplacements et du logement. Il se termine par un entretien avec Michel Bernard qui replace toutes ces initiatives dans une perspective politique. Un bon outil pour lancer un débat avec des gens qui s'interrogent sur leurs pratiques, sans savoir quoi faire pour les changer. PM

Nous avons également reçu...

■ **Au cœur de la monnaie,** *Bernard Lietaer, éd. Yves Michel, 2011, 470 p. 19 €.* L'auteur, qui a fait une carrière dans le système financier international, s'interroge sur notre vision de la monnaie à travers les temps et donc sur les périodes d'abondance et de récession. Complexe.

■ **Face au pire des mondes,** *Michel Beaud, éd. Seuil, 2011, 300 p. 20 €.* Le capitalisme refusant de prendre en compte l'effondrement de la biodiversité, le changement de climat et la raréfaction des ressources, nous allons directement vers un renforcement de l'apartheid mondial entre les riches et les pauvres. L'auteur compare la situation à un tsunami mondial : pour le moment la mer se retire et personne ne comprend ce qui se prépare. On en parle, on fait des photos, on ne comprend pas de quelle violence va être la vague qui risque de nous emporter. L'analyse est pertinente mais manque cruellement de propositions.

■ **No mammo ? Enquête sur le dépistage du cancer du sein,** *Rachel Campergue, éd. Max Milo, 2011, 510 p. 21,90 €.* Le dépistage du cancer du sein est au moins bénéfique pour les marchands d'appareils de mammographie, pour ceux qui les prescrivent... mais pour les femmes, c'est beaucoup moins sûr ! Avec le soutien du Formindep (information indépendante sur la médecine), l'auteur a enquêté longuement sur le sujet. Ce qui est sûr, c'est que la palpation à la main est beaucoup moins dangereuse. Mais y a-t-il encore des gynécos qui connaissent la méthode ?

■ **Adieu à la croissance,** *Jean Gadrey, éd. Les Petits Matins, Alternatives économiques, 2012, 214 p. 15 €.* Deuxième édition pour cet excellent livre initialement sorti en 2010, avec ici une postface pour répondre aux questions les plus souvent posées autour de la première édition.

■ **Request : lovely day, Flying,** *prod. Le cri de la sardine, CD de 10 titres, 47 mn, 2011, 10,50 € (par correspondance).* Entre blues, rock, reggae et folk, les musiciens de Flying nous présentent un album de très bonne qualité autant en terme d'enregistrement que de compositions. Des ambiances chaudes et mélodiques pour des soirées paisibles ou en café-concert. Le titre Dis moi est un cri du cœur sur la destruction de l'environnement, chaloupé au rythme d'une mélodie reggae.

■ **Trop loin la mer,** *Frédérique Niobey, éd. Rouergue, coll. Doado, 2011, 128 p. 10 €.* À partir de 13 ans. L'histoire d'une jeune adolescente placée dans une famille en Dordogne. Le style est rapide et sec comme les réactions de Rosa, l'héroïne d'une quinzaine d'années, en proie à la panique et à l'isolement affectif. Entre révolte d'adolescents, amitiés et vie de famille, un roman qui ne s'enferme pas dans la critique des lieux de placement ni dans la violence des jeunes déboussolés. Plutôt une quête d'humanité qui se lit avec aisance, d'une traite.

■ **Hiphopa kompilo volumo 2,** *Compilation, CD de 17 titres, 51 mn, prod. Vinilkosmo, 2011, 10 €.* Cette compilation regroupe divers morceaux entre hip-hop, rap et électro, en esperanto, pour une exploration internationale d'un style aux multiples facettes. L'ensemble est des plus rythmés avec quelques titres originaux dans leur composition. Dans l'ensemble une présentation d'artistes aux humeurs différentes qui fait de cette compilation un album riche de par sa diversité.

■ **Duope,** *Kajto, CD de 14 titres, 48 mn, prod. Windrose Music, 2011, 10 €.* Des chansons, en espéranto, sur fond poétique et spirituel servies par une des compositions musicales entre ballade tzigane et musique folklorique. Accordéon et guitare accompagnent les chants des deux interprètes qui officient depuis 1988 et qui sortirent en 1989 le premier CD en esperanto.

Silence, c'est vous aussi

Créez un groupe local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Rejoignez un groupe local

> Ariège et sud Haute-Garonne.
Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67,
jeanclaude.geoffroy@orange.fr.

> Besançon.
Martine Lionnet
La Croix de Pierre,
70130 La Vernotte,
tél. : 03 84 78 01 19.

> Bretagne.
Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont,
tél. : 02 99 07 87 83.
Camille Baran,
marie_camille.baran@hotmail.fr.

> Drôme.
Patricia et Michel Aubart,
obarm@laposte.net.

> Est-Puy-de-Dôme.
Jean-Marc Pineau,
Marette, 63290 Paslières,
pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.

> Indre-et-Loire.
Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.

> Paris.
Mireille Oria,
52 bis, boulevard Richard-Lenoir,
75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.

> Seine-et-Marne.
Collectif écologie durable,
Franck Rolland, 11, chemin de la Chapelle-de-Souffrance,
77500 Chelles.

> Val-de-Marne.
groupesilence94@voila.fr.

Devenez Réd'acteur
et gagnez votre abonnement gratuit !

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes.

Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Devenez Stand'acteur
et gagnez votre abonnement gratuit !

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous souhaitez tenir un stand lors d'une manifestation qui a lieu près de chez vous, contactez-nous.

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec* S!lence *!*



















Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h
Comptabilité : Zahra Haddab : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** – Belgique,
98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 1er trimestre 2012 - **Tirage :** 5900 ex. - **Administrateurs :** Alain Arnaud, Camille Baran, Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Emilienne Grossemy, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Michèle Pottier, Emmanuel Tissier - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemy, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Anne Girard, Natacha Gondran, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 09 53 04 30 40 - **Dessins :** Coco, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Nouara Aci, Martine Chevalier, Alison Church, Alissa Descotes-Toyosaki, Ursula Dutkiewicz, Mickaël Duval, Odysséa, Véronique Popinet, Mohammad Rakibul Hasan, Rachel Sayne, Ikka Silssaio, Viv Mehes, Metro Station, Denis Todorut, Union Européenne, Pierre-Emmanuel Weck - **Et pour ce n° :** Elise Aracil, Nadia Donati, Dominique Lalanne, Mélité, Serge Mongeau, Richard Monvoisin, Léo Sauvage, Anne Trottmann, Uto, Women's Circus - **Couverture :** Christine Delpal - **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

Commandes







Numéros disponibles

- ☐ 360 Autoproduire pour se reconstruire
- ☐ 361 Les nouvelles formes du colonialisme
- ☐ 362 Les jardins partagés
- ☐ 363 Téléphone (insup)portable !
- ☐ 368 A la recherche de l'écologie radicale
- ☐ 371 Valse des paniers autour des AMAP
- ☐ 372 Démarches participatives d'habitat
- ☐ 374 Le corps, champ de bataille
- ☐ 376 Les murs, médias alternatifs
- ☐ 377 Élues et Genre
- ☐ 378 Apprendre sans école
- ☐ 380 Les frontières de la non-violence
- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?

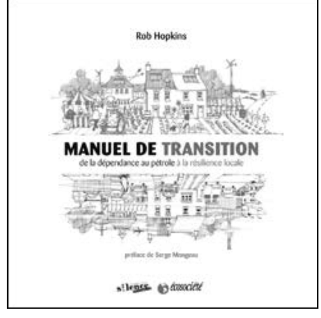
Numéros régionaux

- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- ☐ 375 Gard et Lozère
- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres



☐ Manuel de transition
20 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter



☐ Éloge de l'éducation lente
13,50 €
Frais de port :
- métropole : 3 €
- étranger : 4,5 €

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédaire de PayPal.

Total de votre règlement :

Vos coordonnées : Merci d'écrire en majuscules

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐...... € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Titulaire du compte

Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Merci d'écrire en majuscules

Compte à débiter

Établissement Code guichet N° de compte Clé

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER : **Silence** 9, rue Dumenge 69317 LYON Cedex 04	Date et signature obligatoires :

Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).



women's Circus

Le Cirque des femmes

A Melbourne, en Australie, depuis 1991, un cirque unique en son genre rassemble une centaine de femmes, chaque année, dans des ateliers qui s'adressent prioritairement aux femmes ayant eu des parcours difficiles. C'est l'occasion d'un travail sur le corps qui peut devenir libérateur. L'ensemble du spectacle, de la conception à la technique, est assuré par des femmes.

En France, l'association toulousaine *Cirque de femmes en tout genre* fait connaître cette initiative et organise des activités qui y sont liées (voir page 34).

■ *Cirque de femmes en tout genre, Lieu dit Moncuquet, 47600 Lasserre, http://cftg.wordpress.com.*



Ursula Dukiewicz

Rachel Sayre



Alison Church



women's Circus



Alison Church